



HAL
open science

Le paradoxe de la stratégie nationaliste lors des Troubles en Irlande du Nord de 1981 à 1985 : le tournant du conflit ?

Olivier Maffeis

► To cite this version:

Olivier Maffeis. Le paradoxe de la stratégie nationaliste lors des Troubles en Irlande du Nord de 1981 à 1985 : le tournant du conflit ?. Sciences de l'Homme et Société. 2017. dumas-01541862

HAL Id: dumas-01541862

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-01541862>

Submitted on 19 Jun 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le paradoxe de la stratégie nationaliste lors des Troubles en Irlande du Nord de 1981 à 1985 : le tournant du conflit ?

Nom : MAFFEIS
Prénom : Olivier

UFR LE

Mémoire de master **2 recherche** - 30 crédits - **Mention**

Spécialité ou Parcours : **LLCE Anglais civilisation**

Sous la direction de **Véronique Molinari**

Année universitaire 2016-2017



UNIVERSITÉ
Grenoble
Alpes

Déclaration anti-plagiat
Document à **scanner** après signature
et à **intégrer** au mémoire électronique

DECLARATION

1. Ce travail est le fruit d'un travail personnel et constitue un document original.
2. Je sais que prétendre être l'auteur d'un travail écrit par une autre personne est une pratique sévèrement sanctionnée par la loi.
3. Personne d'autre que moi n'a le droit de faire valoir ce travail, en totalité ou en partie, comme le sien.
4. Les propos repris mot à mot à d'autres auteurs figurent entre guillemets (citations).
5. Les écrits sur lesquels je m'appuie dans ce mémoire sont systématiquement référencés selon un système de renvoi bibliographique clair et précis.

NOM : MAFFÉIS PRENOM : Olivier

DATE : 15/06/17 SIGNATURE : 

Sommaire

INTRODUCTION	11
PARTIE 1 LA LUTTE NATIONALISTE REDIRIGEE VERS LES URNES : LA POLITISATION DU COMBAT	11
CHAPITRE 1 – LA GREVE DE LA FAIM DE 1981 ET L’ELECTION DE BOBBY SANDS A WESTMINSTER.....	12
1- <i>La politique britannique de criminalisation.....</i>	12
2- <i>Des conditions pénitentiaires choquantes.....</i>	15
3- <i>Dix hommes morts : les nouveaux martyrs républicains.....</i>	16
4- <i>La campagne « anti H-Blocks » et l’élection de Sands et Carron</i>	17
5- <i>La fin de la grève.....</i>	18
CHAPITRE 2 – LE RENOUVEAU DU SINN FEIN : L’ENTREE EN POLITIQUE.....	19
1- <i>Gerry Adams ou l’émergence d’une « nouvelle garde »</i>	19
2- <i>Les succès électoraux dans le Nord.....</i>	22
CHAPITRE 3 – LE SDLP, PARTI NATIONALISTE CONSTITUTIONNEL ET NON VIOLENT	26
1- <i>L’histoire du SDLP.....</i>	26
2- <i>Le SDLP et la « dévolution progressive » de James Prior.....</i>	27
3- <i>Le SDLP, premier parti nationaliste de la période</i>	29
4- <i>Le SDLP et le « Forum pour une Irlande Nouvelle ».....</i>	31
CHAPITRE 4 – CENSURES ET PROPAGANDES.....	34
1- <i>Le Sinn Féin censuré dans les médias britanniques.....</i>	35
2- <i>La propagande républicaine</i>	37
PARTIE 2 LES LIMITES DE LA VIOLENCE REPUBLICAINE	40
CHAPITRE 1 – LES FORCES DE L’ORDRE COMME CIBLES LEGITIMES	41
CHAPITRE 2 – VICTIMES CATHOLIQUES ET CIVILES DE LA VIOLENCE REPUBLICAINE	47
1- <i>Victimes catholiques.....</i>	47
2- <i>Victimes civiles.....</i>	49
CHAPITRE 3 – CIBLES HAUT PLACEES ET CIBLES POLITIQUES.....	51
1- <i>Cibles haut placées.....</i>	51
2- <i>Cibles politiques.....</i>	52
CHAPITRE 4 – ATTENTATS EN ANGLETERRE.....	55
1- <i>Le traitement des attentats en Angleterre dans la presse britannique</i>	55
2- <i>Les limites de ces attentats et la lassitude britannique</i>	58
PARTIE 3 L’ACCORD ANGLO-IRLANDAIS DE 1985 : CONTEXTE PROCHE ET CONSEQUENCES	60
CHAPITRE 1 – L’INTERNATIONALISATION DU CONFLIT	61
1- <i>Aux Etats-Unis.....</i>	61
2- <i>En Grande-Bretagne</i>	63
3- <i>En Europe.....</i>	64

4- <i>Ailleurs</i>	64
CHAPITRE 2 – TERMES DE L’ACCORD ET SES OBJECTIFS.....	65
1- <i>Termes de l’accord</i>	65
2- <i>Objectifs de l’accord</i>	68
CHAPITRE 3 – REACTIONS A L’ACCORD	70
1- <i>Du côté unioniste</i>	70
2- <i>Du côté du SDLP</i>	72
3- <i>Du côté républicain</i>	73
CONCLUSION	77
BIBLIOGRAPHIE	79
TABLE DES ANNEXES	82

Introduction

L'Irlande du Nord est aujourd'hui en 2017 une nation dépendant de la couronne britannique, incluse dans le Royaume Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, au même titre que l'Ecosse et le Pays de Galles. Avec une superficie de 14 130 km² et 1 810 800 habitants (selon le dernier recensement effectué en 2011¹) le pays est relativement petit et peu peuplé. Mais il traîne derrière lui une histoire riche en évènements violents, souvent liés à la politique.

L'île d'Irlande est séparée depuis 1921, après la guerre d'indépendance entre les rebelles nationalistes irlandais et l'occupant britannique. La paix est négociée avec la création de l'Etat Libre d'Irlande au Sud (occupant à peu près quatre cinquièmes du total de la surface de l'île) et l'Irlande du Nord (occupant le cinquième restant). Malgré une guerre civile sanglante de 1922 à 1923 dans le Sud la situation restera inchangée, et la partition est encore en vigueur aujourd'hui. Les personnes non-initiées à l'histoire de l'Irlande connaissent surtout l'Irlande du Nord pour sa période des « Troubles », qui a duré presque trente ans, de 1969 à 1998. Le processus de paix, officiellement validé par l'accord de Belfast en 1998, a permis de mettre en place un pouvoir exécutif basé sur le partage des pouvoirs, malgré certaines difficultés d'application². Le terme « Troubles » est en lui-même un doux euphémisme, car il s'est agi en vérité une sorte de guerre civile, ou guérilla interne.

Le conflit nord-irlandais de 1969 à 1998 est de nature identitaire, entre deux communautés antagonistes : les Nationalistes et les Unionistes. Les Nationalistes veulent le départ des troupes britanniques et la réunion de l'île d'Irlande. Ils n'acceptent pas la présence britannique sur le territoire irlandais, et refusent de prendre part aux institutions d'Irlande du Nord. Les Unionistes souhaitent, eux, rester dans le Royaume-Uni. Ils collaborent avec le gouvernement de Westminster et les forces de l'ordre. Souvent, et à tort, on parle des Troubles uniquement en termes de guerre de religion. La religion fait partie du conflit et y joue un rôle important, certes, mais le sectarisme va au-delà de l'opposition stricte entre Catholiques et Protestants. Les partisans nationalistes sont dans

¹Chiffres vus sur le site web <

<http://www.ninis2.nisra.gov.uk/public/PivotGrid.aspx?ds=7461&lh=73&yn=2011&sk=136&sn=Census%202011&yearfilter=2037> > consulté le 14 mars 2017.

² L'Irlande du Nord traverse en 2017 une crise politique importante, car le gouvernement de pouvoir partagé s'est écroulé après la démission du premier ministre adjoint Martin Mc Guinness en janvier 2017. Une nouvelle élection s'est tenue en mars, mais les résultats n'ont pas encore permis aux partis de former un nouveau gouvernement. Le pays est donc dirigé par le Secrétaire d'Etat pour l'Irlande du Nord James Brokenshire, en attente d'un accord entre les deux principaux partis de la Province.

la plupart des cas d'obédience catholique, et les Unionistes sont très souvent protestants, mais nous verrons dans ce mémoire que la situation n'était pas aussi simple que cela. La question de l'identité est toujours, à l'heure actuelle, cruciale, c'est-à-dire que les habitants d'Irlande du Nord se sentent irlandais, britanniques ou même parfois nord-irlandais³.

Après la partition en 1921 et jusqu'à la fin des années 1960 les catholiques d'Irlande du Nord forment une minorité souffrant de discriminations⁴, et désorganisée, sans véritable porte-parole. La majorité est protestante et unioniste : selon des chiffres donnés dans l'ouvrage de David Mc Kittrick et David Mc Vea *Making Sense of the Troubles* les deux tiers de la population nord-irlandaise sont protestants, les catholiques formant le tiers restant⁵. La majorité protestante se sent britannique, et la minorité catholique se sent irlandaise. Les deux communautés coexistent sans violence mais ne se mélangent pas. La société est polarisée, divisée, et marquée par une ségrégation ordinaire, au niveau résidentiel comme au niveau économique, faisant des catholiques et des nationalistes des « citoyens de seconde zone⁶ » qui ne méritent pas les bons métiers ou les bonnes maisons, réservées aux Protestants. Le déclin de l'industrie au cours des années soixante-dix comme l'industrie navale par exemple⁷, a creusé les inégalités sociales et a fait de l'Irlande du Nord des années quatre-vingts une région défavorisée⁸, touchée fortement par le chômage. Le taux de chômage atteindra un pic de 16.8% en 1986⁹.

Politiquement, les Unionistes ont la main mise sur la Province, et bafouent souvent les droits civiques des membres de la minorité catholique et nationaliste. Ces derniers manquent cruellement de représentation politique, et ne votent pas la plupart du temps¹⁰. Le découpage électoral a favorisé les candidats unionistes : l'UUP, l'Ulster Unionist Party, sera le premier parti de la Province jusqu'en 2003, si l'on exclut les élections européennes¹¹.

³ Selon le recensement de 2011 40% des nord-irlandais se disaient britanniques, 25% se disaient irlandais et 21% se disaient nord-irlandais. Chiffres vus sur le site web < <http://www.ninis2.nisra.gov.uk/public/census2011analysis/100people/index.aspx> > consulté le 15 mars 2016.

⁴ David McKittrick ; David McVea, *Making Sense of the Troubles*, London, Viking, 2012, p.5.

⁵ *Ibidem*. p.1.

⁶ *Ibid*. p. 19.

⁷ John Simpson, « Economic Development: Cause or Effect in the Northern Irish Conflict » in John Darby; et al; *Northern Ireland, the Background to the Conflict*, John Darby, Belfast, Appletree Press, 1983, p. 83.

⁸ *Ibidem*. p. 79

⁹ Chiffres vus sur le site web < <http://cain.ulst.ac.uk/ni/economy.htm#table6> > consulté le 15 mars 2017.

¹⁰ David McKittrick, David McVea, *Op. Cit.* p. 20.

¹¹ Résultats des élections vus sur le site web < <http://cain.ulst.ac.uk/issues/politics/election/electsum.htm> > consulté le 15 mars 2017.

Certains Nationalistes et catholiques, frustrés par l'exclusion sociale et la stagnation politique, se tournent vers la violence. Le groupe paramilitaire connu sous le nom d'IRA (Irish Republican Army) depuis 1919, est désorganisé et inefficace jusqu'à la fin des années 60, malgré des tentatives de renverser l'Irlande du Nord et de rétablir l'unité irlandaise (notamment par la « Border Campaign » de 1956 à 1962, une campagne militaire déployée à la frontière entre l'Irlande du Nord et la République d'Irlande, qui s'est soldée par un échec¹²).

Durant les années soixante un groupe de Catholiques et de Nationalistes d'Irlande du Nord s'organise sous la bannière des « Droits Civiques » (inspirés par Martin Luther King et les afro-américains en lutte aux Etats-Unis au même moment¹³). En 1967 Ils forment la NICRA¹⁴ (Northern Ireland Civil Rights Association) et défilent pacifiquement pour faire valoir leurs droits, tout en rejetant l'IRA et le Sinn Féin (le parti politique républicain) jugés « obsolètes¹⁵ ». Les manifestations nationalistes, bien que non-violentes, sont réprimées par les forces de police et les tensions sectaires s'exacerbent, menant à la Bataille du Bogside à Derry (des jours d'émeutes) en août 1969. Les troupes britanniques sont envoyées sur place à la demande du Premier Ministre nord-irlandais James Chichester Clark¹⁶, marquant ainsi le début des « Troubles ».

En cette même année 1969, une scission s'opère dans les rangs des paramilitaires républicains de l'IRA : l'IRA Provisoire en émerge, par opposition à l'IRA Officielle. La division s'est faite sur la question de la participation politique, après l'échec de la Border Campaign¹⁷. « L'Internement sans procès » (« Internment ») est introduit par le gouvernement britannique le 9 août 1971, et le « Direct Rule » (le gouvernement d'Irlande du Nord dirigé uniquement depuis Westminster) est instauré en mars 1972.

Il convient d'établir la nuance entre les termes « Républicains » et « Nationalistes » dans le contexte de la Province. En Irlande du Nord, le Nationalisme est un terme englobant tous ceux qui désirent la réunification de l'île d'Irlande. Ils sont, pour la plupart, d'obédience catholique. Le « Republicanisme » (avec un r majuscule) désigne la lutte armée de l'IRA Provisoire et des autres groupes paramilitaires (l'INLA, Irish National

¹² Gerrard Murray, Jonathan Tonge, *Sinn Féin and the SDLP*, Hurst and Compant, London, 2005, p. 13.

¹³ Richard English, *Irish Freedom*, London, Macmillan, 2007, p. 366.

¹⁴ David McKittrick, David McVea, *Op. Cit.* p. 44.

¹⁵ *Ibidem.* p. 42.

¹⁶ *Ibid.* p. 63.

¹⁷ Gerard Murray, Jonathan Tonge, *Op. Cit.* p. 13.

Liberation Army¹⁸ et ses noms de « couverture » Catholic Reaction Force, People's Liberation Army et People's Republican Army) visant au même but, celui d'une Irlande unie, après le retrait des troupes britanniques. Tous les Nationalistes ne sont pas Républicains, dans le sens où ils ne cautionnent pas tous la violence pour défendre leur cause. Dans l'autre camp, il y a également une nuance entre Unionistes et Loyalistes. Le terme « Loyaliste » renvoie aux groupes paramilitaires radicaux utilisant les armes pour contrer l'IRA et affirmer leur appartenance au Royaume-Uni. L'UDA (Ulster Defence Association¹⁹) et l'UVF (Ulster Volunteer Force²⁰) sont des exemples de groupes paramilitaires loyalistes. L'Unionisme est un terme plus global pour qualifier les supporters de l'Union avec la Grande-Bretagne. La majorité des Unionistes rejette la violence, notamment sous la bannière de l'Ulster Unionist Party (UUP).

En 1981 le contexte est brûlant : Bobby Sands, chef de l'IRA détenu dans la prison de Long Kesh, vient de commencer sa grève de la faim, la deuxième après celle de 1980, afin d'obtenir du gouvernement britannique le rétablissement du statut de prisonnier politique. Ce dernier avait été enlevé aux prisonniers condamnés pour des crimes liés à des groupes paramilitaires (républicains ou loyalistes) en 1976.

1981 restera une année charnière pour la cause nationaliste et républicaine, car l'élection du prisonnier membre de l'IRA Bobby Sands à Westminster va marquer un basculement d'une violence sans concessions vers la lutte électorale, légale et pacifique. Comment le Sinn Féin a-t-il su tirer profit des événements exceptionnels de 1981 et faire évoluer le combat républicain ? Jusqu'où le combat politique et la lutte armée ont-ils pu marcher ensemble ? Comment le SDLP (Social Democratic and Labour Party) a-t-il aidé la cause nationaliste tout en refusant la violence ? Nous répondrons à ces questions en analysant d'abord la politisation de la lutte nationaliste entre 1981 et 1985, puis nous nous interrogerons sur les limites de la continuation de la violence durant la période ; enfin nous verrons dans quelles mesures ces changements ont contribué à mener Margaret Thatcher et

¹⁸ L'INLA était un groupe paramilitaire républicain radical né d'une scission avec l'IRA Officielle en 1974. Le groupe ne déclara la fin de son combat armé qu'en 2009. Sa branche politique était l'IRSP (Irish Republican Socialist Party) visant à réunir l'Irlande et créer une république socialiste révolutionnaire. David McKittrick, David McVea, *Op. Cit.* p. 381.

¹⁹ L'UDA était la plus importante organisation paramilitaire loyaliste d'Irlande du Nord. Formée en 1971 à Belfast, elle fut proscrite en 1992. Le nom d'UFF (Ulster Freedom Fighters) était un nom de couverture utilisé par les membres de l'UDA. L'organisation annonça la fin de son combat armé en 2007. David McKittrick, David McVea, *Op. Cit.* p. 385.

²⁰ L'UVF était une organisation paramilitaire loyaliste, formée en 1966. Moins importante que l'UDA, elle rendit les armes en 2007. Vu sur le site web < <http://cain.ulst.ac.uk/othelem/organ/uorgan.htm> > consulté le 23 mars 2017.

le chef du gouvernement de l'Eire (le Taoiseach²¹) à la table des négociations pour signer l'accord anglo-irlandais en 1985 après cinq ans d'inflexibilité face aux diverses manœuvres nationalistes.

Partie 1

La lutte nationaliste redirigée vers les urnes : la politisation du combat

Chapitre 1 – La grève de la faim de 1981 et l'élection de Bobby Sands à Westminster

Après plus de dix ans de violences, les Troubles semblaient s'enliser au point de vue politique mais le nombre de victimes liées au conflit baissa de 121 morts en 1979 à 80 en 1980, ce qui était encourageant. En 1981, le nouveau champ d'action des paramilitaires républicains était la prison, où de jeunes hommes déterminés allaient changer le cours de l'histoire.

1- La politique britannique de criminalisation

Les prisonniers condamnés pour des délits liés à des groupes paramilitaires (Républicains comme Loyalistes) jouissaient d'un statut de « Catégorie Spéciale » de 1972 à 1976. Ils étaient traités différemment des criminels ordinaires au sein des prisons. Ils portaient leurs propres vêtements, étaient exemptés de travail, pouvaient se réunir librement, et avaient droit à plus de visites et de colis que les prisonniers jugés « simples criminels ». Il existait donc cette distinction, ce statut de « prisonniers politiques » ou de « prisonniers de guerre » même s'il n'était pas formulé en ces termes. Le Secrétaire d'Etat pour l'Irlande du Nord de l'époque, William Whitelaw, avait concédé cette faveur en juin 1972 afin de terminer une grève de la faim de la part des prisonniers républicains²².

Quatre ans après Merlyn Rees, un homme politique travailliste, Secrétaire d'Etat pour l'Irlande du Nord de 1974 à 1976, décida de changer la politique carcérale et le Statut de Catégorie Spéciale fut retiré aux prisonniers paramilitaires, pour des crimes commis après le 1^{er} mars 1976²³. Ce fut un coup dur pour les Républicains, qui s'efforçaient de se présenter comme une armée légitime avec un but politique précis²⁴.

Cette décision s'inscrivait dans le cadre de la politique de criminalisation du gouvernement de Westminster, selon le principe que ces « Special Cats », comme ils étaient nommés dans les prisons, devaient être traités comme les autres détenus, comme des criminels ordinaires²⁵. Margaret Thatcher, Conservatrice élue Premier Ministre du Royaume-Uni en 1979, continua cette politique. Dans un discours resté célèbre donné le 5 mars 1981 à Belfast, elle la justifia comme ceci :

²² David McKittrick, David McVea, *Op. Cit.* p. 97.

²³ Paddy Hillyard, "Law and Order" dans John Darby, *Op. Cit.* p. 43.

²⁴ Gerard Murray, Jonathan Tonge, *Op. Cit.* p. 106.

²⁵ David McKittrick, David McVea, *Op. Cit.* p. 143.

There is no such thing as political murder, political bombing or political violence. There is only criminal murder, criminal bombing and criminal violence. We will not compromise on this. There will be no political status²⁶.

La Dame de Fer affirma avec force la ligne dure à adopter contre les hommes violents²⁷ de l'IRA Provisoire. Les détenus appartenant à des groupes paramilitaires furent forcés de porter l'uniforme de la prison, de travailler, et leur droit de réunion fut limité. Ils furent cantonnés dans des cellules nouvellement construites, les H-blocks. La prison de Long Kesh, au sud-ouest de Belfast dans le comté de Lisburn, devint le nouveau théâtre des Troubles : elle était, en 1981, la prison la plus moderne d'Europe de l'ouest²⁸. Les prisonniers loyalistes, après quelques protestations, acceptèrent les nouvelles conditions de détention. Les Républicains, en revanche, refusèrent d'être traités comme des criminels ordinaires. Une chanson illustre leur combat :

I'll wear no convict's uniform
Nor meekly serve my time,
That England might,
Brand Ireland's fight
Eight hundred years of crime²⁹.

Dès lors la guerre était déclarée entre les détenus républicains (issus de l'IRA Provisoire ou de l'INLA) et le gouvernement britannique qui les criminalisait. Ces détenus n'étaient pas des criminels ordinaires, dans le sens où ils étaient mêlés à un conflit d'ordre politique. La stratégie des Britanniques était toutefois de nier le sens politique de leur combat, les décrédibiliser pour mieux lutter contre la cause républicaine. Admettre qu'ils étaient des prisonniers politiques constituait un premier pas vers la négociation, et Margaret Thatcher ne voulait pas négocier avec ceux qu'elle appelait des terroristes.

Refuser de porter l'uniforme de prison était pour un détenu un sacrifice car il perdait le droit de recevoir sa famille et la durée de sa peine pouvait être doublée. Après le « Blanket Protest » débuté en 1976 où les détenus refusant de porter l'uniforme étaient uniquement vêtus de couvertures vint le « dirty protest » en 1978, ou « grève de l'hygiène » ; les

²⁶Extrait du discours de Margaret Thatcher du 5 avril 1981 vu sur < <http://www.margaretthatcher.org/document/104589> > le 16 mars 2017.

²⁷Extrait du discours de Margaret Thatcher du 28 avril 1981 vu sur < <http://www.margaretthatcher.org/document/104657/> > le 15 mars 2017.

²⁸David McKittrick, David McVea, *Op. Cit.* p. 160.

²⁹*Ibidem.* p. 161.

prisonniers républicains refusaient de se laver et couvraient les murs de leurs cellules avec leurs excréments. Après l'échec d'une première grève de la faim en 1980, l'Officier Commandant de l'IRA Provisoire Bobby Sands décida d'un nouveau jeûne qu'il commencerait le 1^{er} Mars 1981, cinq ans après la fin du Statut de Catégorie Spéciale. Le mouvement serait suivi par un autre gréviste deux semaines après lui, et ensuite un nouveau toutes les semaines³⁰. Le journal républicain *An Phoblacht* titrait le jour du début de la grève « Force Thatcher to Turn Again³¹ », ce qu'on pourrait traduire par « Forcez Thatcher à céder ». Cette nouvelle initiative s'inscrivait dans « la Longue Guerre » (« Long War ») décidée par l'IRA Provisoire en 1977, qui devait mettre la pression sur les Britanniques. C'était une opposition d'ordre psychologique, une guerre d'usure³², qui se jouait désormais entre les détenus républicains et le Premier Ministre britannique.

Concrètement les prisonniers en grève avaient cinq revendications : le droit de ne pas porter l'uniforme de la prison, le droit de ne pas travailler, le droit de libre association avec les prisonniers, le droit d'organiser leur temps libre comme ils le voulaient, et le droit à une visite, une lettre et un colis par semaine³³. De façon non-officielle la cause plus générale défendue par les prisonniers républicains était la réunion de l'île d'Irlande après le départ des troupes britanniques d'Irlande du Nord.

La grève de la faim n'était pas inédite dans l'histoire irlandaise, loin de là ; certains pensent même qu'il s'agit d'une « ancienne arme de l'Irlande »³⁴ et plus précisément de l'histoire républicaine³⁵. Cet acte représente le sacrifice ultime, et prend même un sens biblique à lier avec le Catholicisme (le martyr du Christ) qui va de pair avec le Républicanisme en Irlande. Après la mort des quatre premiers grévistes, Margaret Thatcher, pour sa part, eut ces mots le 28 mai 1981 à Stormont :

Faced with the failure of their discredited cause, the men of violence have chosen in recent months to play what may well be their last card. They have turned their violence against themselves through the prison hunger strike to death. They seek to work on the most basic of human emotions- pity- as a means of creating tension and stoking the fires of bitterness and hatred³⁶.

³⁰ David McKittrick, David McVea, *Op.Cit.* p. 165.

³¹ *An Phoblacht* du 1er mars 1981.

³² Gerard Murray, Jonathan Tonge, *Op.Cit.* p. 101.

³³ David McKittrick, David McVea, *Op.Cit.* p. 166 et Gerard Murray, Jonathan Tonge, *Op.Cit.* p.109.

³⁴ Richard English, *Op. Cit.* p. 379.

³⁵ David McKittrick, David McVea, *Op.Cit.* p. 164.

³⁶ Discours vu sur < <http://www.margaretthatcher.org/document/104657/> > le 16 mars 2016.

Il faut noter que la vitrine politique de l'IRA Provisoire, Le Sinn Féin, n'était au départ pas favorable à cette grève, car il craignait la défaite³⁷. Gerry Adams écrivit aux prisonniers pour leur dire que le parti était « tactiquement, physiquement et moralement opposé à une grève de la faim³⁸ ». Même le leadership de l'IRA hors des prisons craignait que la grève de la faim pompe les ressources de la campagne militaire de l'organisation et crée des divisions en cas d'échec³⁹. Malgré cela le mouvement de grève fut organisé de l'intérieur sous les ordres de Bobby Sands. Les détenus arrivaient à faire passer des messages, en cachette, au Sinn Féin, témoignant de leur force morale et de leur détermination à faire plier le chef du gouvernement britannique. Un de ces messages adressé à Gerry Adams disait « Je pense que l'on peut briser les Brits⁴⁰ ». De la force morale, il leur en fallait pour supporter la vie carcérale.

2- *Des conditions pénitentiaires choquantes*

En 1980 il y avait plus de huit-cent prisonniers républicains détenus, et donc presque plus de membres de l'IRA dans les prisons qu'en dehors⁴¹. Ils arrivaient néanmoins à se réunir, lors des messes par exemple, et utilisaient la langue gaélique irlandaise pour communiquer sans que les gardiens ne puissent comprendre.

La prison de Long Kesh, renommée « Maze⁴² » (labyrinthe en anglais), devint célèbre du fait des mouvements de protestation des prisonniers républicains. Le chef de l'Eglise catholique d'Irlande, le cardinal Tomas O Fiaich, visita la prison en 1978, au milieu de la grève de l'hygiène. Il fut scandalisé des conditions déplorables dans lesquelles les détenus vivaient, qu'il qualifia de quasiment insupportables ; il ne put ouvrir la bouche car il était pris de nausées⁴³. Il compara les H-Blocks aux « bidonvilles de Calcutta⁴⁴ ». La venue du cardinal et ses réactions eurent une portée internationale, car elles furent télévisées. Mais le gouvernement britannique resta inflexible. Dans le livre écrit par Bobby Sands *One Day in my Life*, on apprend comment était le quotidien de ces détenus en lutte. Ils étaient régulièrement battus, humiliés, lavés de force, fouillés au corps. Les gardiens effectuaient ce qu'ils appelaient des « mirror searches » où ils plaçaient un miroir par terre, faisaient

³⁷ Gerard Murray, Jonathan Tonge, *Op; Cit.* p. 107.

³⁸ David McKittrick, David McVea, *Op. Cit.* p. 164.

³⁹ *Ibidem*, p. 165

⁴⁰ *Ibid*, p. 168.

⁴¹ *Ibid.* p. 162.

⁴² Voir la photographie de la prison Maze dans l'annexe 3.

⁴³ Gerard Murray, Jonathan Tonge, *Op.Cit.* p. 107.

⁴⁴*Ibidem*, p. 163.

s'accroupir les détenus, et procédaient à une fouille anale assez violente. De telles scènes sont décrites dans l'ouvrage de Bobby Sands⁴⁵. Le personnel carcéral voulait éviter que les prisonniers entrent des choses illégalement dans la prison⁴⁶.

L'antagonisme entre les détenus et les gardiens était extrême. La plupart des gardiens étaient protestants ; certains même faisaient partie d'une organisation paramilitaire loyaliste (comme l'UDA ou l'UVF). Ils avaient donc en eux cette haine des Républicains. L'IRA Provisoire fit exécuter une partie de ces gardiens pendant cette période : dix-neuf furent tués entre 1976 et 1980⁴⁷. Les prisonniers républicains communiquaient en gaélique, ou en chansons. Bobby Sands parlait gaélique et l'apprenait à ses camarades détenus. Il écrivait également des poèmes, sur du papier à cigarette ou sur du papier toilette. Paddy Hillyard décrit une politique particulièrement répressive dans la prison Maze de Long Kesh⁴⁸.

Les H-blocks furent comparés aux camps de prisonniers de guerre de la deuxième guerre mondiale, entourés de barbelés⁴⁹. Les prêtres catholiques d'Irlande du Nord jouèrent un rôle important en dénonçant ces conditions inhumaines, et cela ajouta une pression sur le gouvernement britannique.

3- *Dix hommes morts : les nouveaux martyrs républicains*

Le recours à la grève de la faim était une action non-violente qui tranchait avec la politique de l'IRA Provisoire de la période. Elle fut décidée sans l'accord du Sinn Féin, et le leader du parti à l'époque, Ruairi o Bradaigh, pensait qu'il ne fallait pas trop y accorder d'importance⁵⁰. L'Eglise catholique refusa de qualifier l'acte de « suicide » car le suicide est un péché mortel selon les dogmes catholiques. Les grèves de la faim étaient étalées, avec un nouveau gréviste tous les quinze jours. Dix hommes moururent de faim les uns après les autres entre le 1er mars et le 20 août 1981 : Bobby Sands, Francis Hughes, Patsy

⁴⁵ “He stepped beside me, still laughing and hit me. Within a few seconds, in the midst of the white flashes, I fell to the floor as blows rained upon me from every conceivable angle. I was dragged back up again to my feet and thrown like a side of bacon, face downwards on the table. Searching hands pulled at my arms and legs, spreading me like a pelt of leather. Someone had my head pulled back by the hair while some pervert began probing and poking my anus.” Bobby Sands, *One Day in My Life*. Mercier Press. Cork, Ireland. 1983, p. 28.

⁴⁶ Le long-métrage *Hunger* réalisé par Steve MacQueen en 2008 comprend une scène montrant ces violentes fouilles corporelles.

⁴⁷ David McKittrick, David McVea, *Op. Cit.* p. 161.

⁴⁸ Paddy Hillyard, “Law and Order” dans John Darby, *Op. Cit.* p. 57.

⁴⁹ David McKittrick, David McVea, *Op. Cit.* p. 160.

⁵⁰ Gerard Murray, Jonathan Tonge, *Op. Cit.* p. 109.

O'Hara, Raymond McCreesh, Joe McDonnell, Martin Hurson, Kevin Lynch, Kieran Doherty, Thomas McIlwee and Mickey Devine. Le gouvernement britannique resta inflexible en déclarant publiquement que c'était leur choix de se suicider. Il y eut une sympathie grandissante pour la cause républicaine et même l'IRA gagna en popularité, comme l'analyse Barry White : « The H-Block hunger strike of 1981 provided an opportunity to popularize the IRA cause again, through martyr-like deaths⁵¹ ».

La photo de Bobby Sands, souriant, les cheveux longs, devint un symbole de résistance anti britannique. Il avait vingt-sept ans le jour de sa mort, le 5 mai 1981. Il était en prison pour port d'armes illégal, il n'avait tué personne. Ces hommes accédèrent au rang de martyrs, au même titre ou presque que les fusillés de Pâques 1916 (James Connolly, Patrick Pearse et leurs quatorze camarades), après l'insurrection de la poste de Dublin et la déclaration d'indépendance. L'enterrement de Bobby Sands fut suivi par près de cent mille personnes⁵².

4- La campagne « anti H-Blocks » et l'élection de Sands et Carron

Toute une partie de la population nord-irlandaise se souleva contre ces conditions pénitentiaires déplorables et pour que les grévistes de la faim obtiennent leurs cinq revendications, sous la bannière « anti H-Blocks ». Ces militants n'étaient pas tous républicains, loin de là. Certains étaient juste des défenseurs des droits de l'homme, ou des membres de l'Eglise catholique.

Frank Maguire, député nationaliste indépendant occupant le siège de Fermanagh-Tyrone Sud depuis l'élection générale de 1979, qui soutenait le mouvement de grève des détenus républicains, mourut soudainement le 6 mars 1981. Le siège étant vacant, une élection partielle fut organisée pour le 9 avril. Gonflés par le soutien grandissant apporté à leur combat par la communauté nationaliste, les prisonniers républicains voulurent présenter Bobby Sands pour ce siège laissé libre, sous l'étiquette « Anti H-Blocks, prisonniers politiques ». Le leader des détenus républicains de la prison Maze jeûnait depuis un mois et huit jours le jour du vote. Le Sinn Féin devait empêcher qu'un autre candidat républicain ou nationaliste se présente. Le parti arriva à ses fins, car le Social Democratic and Labour

⁵¹ Barry White, "From Conflict to Violence" dans John Darby, *Op. Cit.* p. 182.

⁵² Voir la photographie dans l'annexe 3.

Party⁵³ (parti social-démocrate travailliste), premier parti nationaliste en 1981, ne présenta pas de candidats. Le frère de Frank Maguire fut également dissuadé de se présenter par le parti républicain⁵⁴. La première surprise de cette élection fut la participation revue à la hausse. En effet 86,9 % des électeurs se présentèrent aux urnes. L'émoi créé par ces jeunes hommes qui se laissaient mourir en prison, face à l'inflexibilité britannique, poussa ceux qui les soutenaient à traduire leur colère en bulletins de vote. Bobby Sands fut élu avec 30 492 voies exactement, soit 1446 de plus que son concurrent unioniste Harry West. Cette victoire surprise fut un choc pour la population et les médias britanniques. Sur la une du journal tabloïd anglais *Daily Express* du 11 avril on pouvait voir la photo de Sands, et le titre : « Elected : The Honourable Member for Violence » (Elu : l'Honorable Député pour la Violence).

Bobby Sands mourut le 5 mai 1981. Entre temps les britanniques avaient fait passer une loi interdisant à un détenu d'être député. Le siège de Fermanagh/Tyrone Sud devenu vacant, une autre élection eut lieu le 20 août 1981. Le Sinn Féin présenta un de ses membres, Owen Carron, sous l'étiquette Anti H-Blocks. Il remporta le siège avec 2230 voies de plus que Ken Maginnis de l'Ulster Unionist Party⁵⁵. Le SDLP ne présenta pas de candidats face à Carron, sans doute par solidarité avec les victimes des grèves de la faim. La participation fut encore plus importante que lors de l'élection de Sands. L'émotion suscitée par le martyr des prisonniers républicains s'était donc changée en succès électoraux.

5- *La fin de la grève*

La grève de la faim fut officiellement terminée le 3 octobre 1981. Avec dix morts, les Républicains considérèrent qu'elle fut un échec, même si les prisonniers furent autorisés à porter leurs vêtements civils le 06 octobre 1981. Le Secrétaire d'Etat pour l'Irlande du Nord James Prior accorda cette concession aux détenus paramilitaires⁵⁶. D'une manière plus globale, les prisonniers obtinrent le « statut politique » aux yeux du monde entier⁵⁷.

⁵³ Le Social Democratic and Labour Party (SDLP) est un parti nationaliste modéré d'Irlande du Nord, qui supporte la réunification de l'Irlande en refusant la violence. Créé en 1970, Il sera le premier parti nationaliste du pays jusqu'en 2001.

⁵⁴ David McKittrick, David McVea, *Op. Cit.* p. 167.

⁵⁵ L'Ulster Unionist Party est un parti unioniste modéré d'Irlande du Nord, qui sera le premier parti du pays jusqu'en 2003. Le parti était connu sous le nom d'Official Unionist Party (OUP) dans les années soixante-dix.

⁵⁶ Gerard Murray, Jonathan Tonge, *Op. Cit.* p. 112.

⁵⁷ David McKittrick, David McVea. *Op. Cit.* p. 171.

Richard English résume la situation avec les mots suivants : “There can be no doubt, however, that the 1981 strike and its associated mobilization – communal, intense, widespread, sharply felt – represented something of a watershed in militant republican Irish nationalism⁵⁸”.

Les conséquences de cet épisode furent nombreuses. La principale fut l’entrée des Républicains dans la politique constitutionnelle.

Chapitre 2 – Le renouveau du Sinn Féin : l’entrée en politique

1- Gerry Adams ou l’émergence d’une « nouvelle garde »

Gerry Adams, né à Belfast en 1948, a grandi à Falls Road, un des bastions nationalistes d’Irlande du Nord, à l’ouest de la capitale. Sa famille était ancrée dans le Républicanisme, il fut donc élevé avec la conviction qu’une Irlande unie était l’idéal à atteindre. Selon les termes de Malachi O’Doherty, il était un élève brillant, étant allé jusqu’au lycée avant d’abandonner ses études à dix-sept ans pour devenir barman⁵⁹. Il s’intéressa ensuite à la politique auprès de la communauté nationaliste de Belfast-Ouest, dont il se sentait proche, et qu’il voulait aider. Il explique son lien avec la communauté dans un de ses ouvrages intitulé *Hope and History, Making Peace in Ireland* : « The reality is that I always felt a part of a community in struggle...I am rewarded with the support and protection of our community in struggle⁶⁰ »

Adams devint naturellement l’une des figures de proue du Républicanisme dans les années soixante-dix. Les autorités l’accusaient d’être le chef de l’IRA Provisoire, ce qu’il nie toujours aujourd’hui. Pour cela il passa plusieurs séjours en prison, une première fois en 1971, une seconde en 1973, où il rencontra Bobby Sands. Condamné à dix-huit mois de détention pour tentative d’évasion, Adams eut le temps d’écrire, sous le pseudonyme de « Brownie », des lettres au journal républicain *An Phoblacht* sur la future stratégie à adopter pour le mouvement. La « Longue Guerre », que je mentionnerais plus en détail dans la deuxième partie, reconnaissait pour la première fois l’importance d’un réel engagement politique en complément de la lutte armée. Le Sinn Féin provisoire était isolé

⁵⁸ Richard English, *Op. Cit.* p. 380.

⁵⁹ Malachi O’Doherty, *The Trouble with Guns*, Belfast: Blackstaff Press, 1998, p. 26.

⁶⁰ Richard English, *Op. cit.* p. 398.

du point de vue politique car leur chef de l'époque Ruairi O'Bradaigh refusait de disputer les élections. Il se méfiait des élections et de la politique constitutionnelle, qui pouvaient altérer le caractère révolutionnaire de la cause républicaine⁶¹.

Au cœur de ces lettres sur la stratégie de la « Longue Guerre » il y avait l'ambition pour le Sinn Féin d'exister politiquement, et même de dépasser le SDLP comme premier parti nationaliste d'Irlande du Nord⁶². La campagne militaire de l'IRA Provisoire ne pouvait pas, à elle seule, gagner le combat et chasser les britanniques. Il fallait quelque chose en plus, une dimension politique. Gerry Adams incarnait cette « nouvelle garde » du Sinn Féin qui croyait qu'il fallait au parti un réel programme, pour qu'il devienne une vraie force politique en Irlande du Nord. Dans les années soixante-dix le Sinn Féin, dirigé par Ruairi O'Bradaigh, voulait continuer la politique d'abstentionnisme, c'est-à-dire le refus de disputer les élections. Il pensait que toute tentative d'incursion politique d'un parti républicain desservirait la cause en causant une diversion qui fragiliserait la lutte armée. Il était l'auteur d'*Eire Nua*, un texte qui proposait une solution fédérale à l'unité de l'île d'Irlande. Mais au fil des années l'influence grandissante de Gerry Adams fragilisait sa position de leader, et en 1981 *Eire Nua* fut rejeté par les membres du parti. Gerry Adams fut vice-président du Sinn Féin de 1976 à 1983. Les grèves de la faim et l'élection de Bobby Sands à Westminster en 1981 furent une formidable opportunité électorale pour le Sinn Féin, qui se lança dans la politique constitutionnelle. Danny Morrison, directeur de la publicité du Sinn Féin entre 1979 et 1990 et membre du cercle autour de Gerry Adams, formula la nouvelle ligne du parti lors de l'Ard Fheis (la conférence annuelle) en 1981, en ces termes devenus célèbres : "Who here really believes we can win the war through the ballot box ? But will anyone here object if, with a ballot paper in this hand and an Armalite in the other, we take power in Ireland?"

C'est cette politique, celle de « l'Armalite et de l'urne », qui domina la pensée républicaine en Irlande du Nord dans les années 80. L'auteur de ces mots, Danny Morrison, avouera plus tard que cette stratégie présentait un paradoxe, des contradictions. Il s'agissait d'une dualité entre la lutte armée de l'IRA Provisoire et le combat politique constitutionnel dans les urnes de sa vitrine politique, le Sinn Féin. C'est ce paradoxe, entre violence et politique, qui émergea des grèves de la faim (dont le Sinn Féin ne voulait pas entendre parler au départ).

⁶¹ Gerard Murray, Jonathan Tonge. *Op. Cit.* p. 101.

⁶² Malachi O'Doherty, *Op. Cit.* p. 113.

Cet épisode fut traumatisant pour beaucoup de Catholiques et de Nationalistes d'Irlande du Nord, et d'ailleurs. L'intensité des émotions, de la haine, de la rancœur et de la peine causées par les lentes agonies des dix jeunes hommes choquèrent et divisèrent encore davantage la population de la Province. Cependant elle permit un déclic, une petite révolution dans le monde nationaliste et républicain, avec l'entrée du Sinn Féin sur le terrain électoral. Ce mélange de sentiments contradictoires ressentis par les Nationalistes après les grèves de la faim inspira ces mots à Gerry Adams : " Physically, emotionally and spiritually, the hungerstrike was intensely draining; yet we derived immense new energy, commitment and direction from the extraordinary period during which our ten comrades slowly and painfully sacrificed their lives⁶³". Même s'il ne « peut y repenser sans pleurer⁶⁴ » encore aujourd'hui, il paraît évident que sans la mort de Bobby Sands et de ses neuf camarades le Sinn Féin aurait mis plus de temps à progresser dans les urnes. Sans compter la victoire sur la politique de criminalisation instaurée par les Britanniques (les prisonniers ayant obtenu le rétablissement du statut politique⁶⁵). La cause républicaine a gagné au final, malgré la quantité de larmes versées.

En 1983 Ruairi O'Bradaigh se retira de la présidence du Sinn Féin, et Gerry Adams lui succéda. Cette « nouvelle garde » républicaine développa une nouvelle stratégie. Le Sinn Féin n'était plus qu'une simple vitrine de l'IRA Provisoire, mais il était désormais un vrai parti, avec un programme, des idées et la volonté de participer aux élections, toutes à partir de 1982. Il visait également un électorat : la classe ouvrière catholique et nationaliste, les jeunes catholiques, et les catholiques et nationalistes des zones rurales. « They transformed Sinn Féin from little more than a flag of convenience for the IRA into a political organisation with a life of its own⁶⁶". Certains membres de ce "nouveau Sinn Féin" n'avaient plus de lien avec l'IRA Provisoire.

Murray et Tonge nous expliquent que ce furent les circonstances (après les grèves de la faim) plus qu'une stratégie pensée à l'avance par les nouveaux leaders du parti qui ont entraîné ce rapide changement en ce qui concerne la participation aux élections :

The rapidity of the shift towards electoral politics in the early 1980s owed more to circumstance than to the strategic ideas of the emerging Northern leadership but it was this group, led by Adams, which offered a

⁶³ David McKittrick, David McVea, *Op. Cit.* p. 172.

⁶⁴ *Ibidem.* p. 171.

⁶⁵ *Ibid.*

⁶⁶ *Ibid.*, p. 183

vision of how electoral and agitational politics might complement the armed struggle⁶⁷.

La génération de Gerry Adams a transformé le Républicanisme, le rendant plus moderne, plus crédible, tout en restant révolutionnaire. Kevin Bean l'explique : “ before the late 1970s and the emergence of the « Northern Radicals » around Gerry Adams, republicanism was ideologically and strategically primitive⁶⁸”.

Un vent de fraîcheur soufflait sur le parti. Le nouveau Sinn Féin était jeune, et était soutenu par les jeunes. En effet un quart de ses membres candidats aux élections avait moins de 30 ans⁶⁹.

2- Les succès électoraux dans le Nord

Les élections de Bobby Sands et d'Owen Carron ouvrirent la voie vers une participation des Républicains aux suffrages organisés dans la Province. Eux qui au départ craignaient les élections constitutionnelles, jugées « futiles⁷⁰ » se rendaient désormais compte du potentiel électoral consécutif aux traumatisantes émotions des grèves de la faim⁷¹.

Ce nouvel engagement ne signifiait pas pour autant l'abandon de la “lutte armée” de l'IRA Provisoire. La politique et la violence marchaient ensemble dans la nouvelle stratégie républicaine dite de « l'Armalite et de l'urne ». Les élections complétaient la lutte armée ; les deux étaient d'égale importance⁷². L'objectif principal du Sinn Féin était désormais de prendre part à toutes les élections, pour légalement se muer en une vraie force politique, influente et représentative de sa communauté. Owen Carron, le député Sinn Féin de Fermanagh/Tyrone Sud, décrivit les ambitions du parti dans l'*Irish Times* :

Sinn Féin is into the business now of assessing what they should do electorally. My own opinion is that they should concentrate at a local level because you do not get power without a local base. Sinn Féin has not a policy of the gun. Sinn Féin does not aim to come to power by violence; Sinn Féin aims to come to power by electoral means⁷³.

⁶⁷ Gerard Murray, Jonathan Tonge, *Op. Cit.* p.p 116-117.

⁶⁸ Kevin Bean “Defining Republicanism”, in Marianne Elliott, *The Long Road to Peace in Northern Ireland*, 2nd edition, Glasgow: Liverpool University Press, 2007, p. 137.

⁶⁹ Gerard Murray, Jonathan Tonge, *Op.Cit.* p. 155.

⁷⁰ *An Phoblacht* du 17 juin 1982, cité dans Gerard Murray, Jonathan Tonge, *Op. Cit.* p. 115.

⁷¹ Gerard Murray, Jonathan Tonge., *Op.Cit.* p. 111.

⁷² *Ibidem*, p. 115.

⁷³ *Irish Times* du 15 mars 1982.

Malgré le nouvel électoralisme du Sinn Féin, débuté en 1982, la violence de l'IRA était encore défendue et jugée nécessaire par les leaders du mouvement. Il y eut une tension entre les défenseurs de ce nouvel élan électoraliste et ceux qui n'y voyaient qu'une diversion de la lutte armée. Ces derniers voulaient même disputer les élections que lorsque la Grande Bretagne aurait accepté de se retirer d'Irlande du Nord⁷⁴. Cependant ces dissensions furent plus tard minimisées par le fait que chaque candidat Sinn Féin d'une élection locale ou nationale devait montrer son soutien total à la lutte armée⁷⁵.

Le Sinn Féin voulait prendre des votes au SDLP et le supplanter en tant que premier parti nationaliste d'Irlande du Nord. Le SDLP était un parti « collaborationniste » selon le discours républicain. Cet objectif faisait partie du processus nommé « total strategy » (« stratégie totale ») expliqué par Malachi O'Doherty dans son ouvrage *The Trouble with Guns* :

The “total strategy” would also enable Sinn Féin to build up a base that would allow it to supersede the SDLP as the main representatives of nationalists in Northern Ireland and to undermine the positions they were taking by branding them as collaborationist⁷⁶.

Le premier suffrage contesté par le Sinn Féin eut lieu lors d'élections pour l'assemblée nord-irlandaise. Cette institution fut rétablie le 5 avril 1982 par le Secrétaire d'Etat pour l'Irlande du Nord James Prior dans un souci de « dévolution progressive », c'est-à-dire qu'il désirait redonner un peu de pouvoir aux forces politiques nord-irlandaises. Selon lui le Direct Rule (l'administration directe) de la Province depuis Westminster ne pouvait pas durer indéfiniment. Une première tentative de restaurer l'assemblée avait eu lieu en 1973, mais n'avait duré qu'un an. L'assemblée fut dissoute en mai 1974, et l'administration directe fut rétablie.

Lors de ces élections pour l'assemblée organisées le 20 octobre 1982, l'Ulster Unionist Party l'emporta devant le Democratic Unionist Party⁷⁷, mais l'évènement était ailleurs. Le Sinn Féin atteignit 10,1 % des voix soit 64 191 voix au total. Le parti obtint cinq sièges à l'assemblée (dans une politique abstentionniste, c'est-à-dire qu'aucun membre élu ne

⁷⁴ Gerard Murray, Jonathan Tonge. *Op. Cit.* p. 115.

⁷⁵ A. Guelke, “The Ballot Bomb”: The Northern Ireland Assembly Election and the Provisional IRA, vu dans Gerard Murray, Jonathan Tonge, *Op. Cit.* p. 116.

⁷⁶ Malachi O'Doherty, *Op. Cit.* p. 113.

⁷⁷ Le Democratic Unionist Party (Parti Démocrate Unioniste) est un parti unioniste radical et ultra conservateur, mené à l'époque par le Réverend Ian Paisley.

siègerait). Le SDLP, également abstentionniste, obtint un meilleur score avec 18,8 %, mais perdit trois sièges. Le bloc nationaliste/républicain (Le Sinn Féin, le Workers' Party⁷⁸ et le SDLP) engrangea plus de 200 000 voix (200 298 exactement⁷⁹). La participation était en hausse, atteignant 63,5 %. Dans une interview à la BBC rapportée dans l'*Irish Times* du 22 novembre 1982 le Secrétaire d'Etat pour l'Irlande du Nord James Prior expliqua que ce score provenait de la mobilisation des jeunes et des personnes issues de quartiers défavorisés. La presse britannique fut alarmée par le résultat du Sinn Féin⁸⁰.

On observa un report de voix du SDLP vers le Sinn Féin, ce qui était inédit en politique nord-irlandaise. Barry White explique que c'est notamment une part du vote des jeunes qui a préféré soutenir un parti révolutionnaire plutôt qu'un parti constitutionnel⁸¹. Le Sinn Féin devint une force politique crédible après cette élection, en récoltant approximativement un tiers du vote catholique⁸². La « Longue Guerre » ou « guerre d'usure » de l'IRA était à un tournant : la violence sans concessions ayant échoué, désormais la lutte armée serait accompagnée de participation politique. Il se trouve que les votes pour le Sinn Féin venaient principalement des jeunes de 18 à 22 ans. De ce fait James Prior, le Secrétaire d'Etat pour l'Irlande du Nord de 1981 à 1984, parla de « street riot vote » (vote d'émeutiers) dans le *Guardian* du 24 octobre 1982.

Les élections locales furent également l'occasion pour le Sinn Féin de surfer sur cette nouvelle vague de succès : Seamus Kerr, candidat Sinn Féin de 21 ans, remporta le siège de Carrickmore au Conseil d'Omagh (région plutôt nationaliste), le 23 mars 1983. Il obtint 2289 voix, loin devant le candidat de l'Alliance Party⁸³ (907 voix) et celui du SDLP (654 voix)⁸⁴. La stratégie de participation ne fit que renforcer la confiance du Sinn Féin, et porta un coup sérieux au moral de son rival le SDLP.

Lors de l'élection générale du 9 juin 1983 le Sinn Féin fit encore plus fort : il obtint 13,4 % des voix (soit 102 701 exactement) et Gerry Adams remporta le siège de Belfast-

⁷⁸ Le Workers' Party (Parti des Travailleurs) est un parti républicain marxiste socialiste, qui s'appelait Sinn Féin the Workers' Party jusqu'en 1982. Il émergea du Sinn Féin Officiel, la vitrine politique de l'IRA Officielle, après la scission de 1969. Le parti prenait aussi part aux élections dans la République, avec d'ailleurs plus de succès que dans le Nord. Il était plus socialiste que nationaliste et rejetait la violence de l'IRA Provisoire. Vu dans Gerard Murray, Jonathan Tonge, *Op. Cit.* p. 114.

⁷⁹ Chiffres vus sur < <http://cain.ulst.ac.uk/issues/politics/election/ra1982.htm> > consulté le 5 février 2016. Voir également l'annexe 1 pour les résultats des élections.

⁸⁰ . Le *Daily Star*, journal tabloïd, titra « IRA Poll Shock » soit « Choc de l'IRA dans les urnes ». Le *Daily Express* du 23 octobre 1982 parla de « 5 victoires de l'IRA mettant en danger la politique de Prior ».

⁸¹ Barry White, "From Conflict to Violence" dans John Darby, *Op. Cit.* p. 182.

⁸² Gerard Murray, Jonathan Tonge, *Op. Cit.* p. 116.

⁸³ L'Alliance Party est un parti d'Irlande du Nord qui se veut neutre entre les deux communautés, c'est-à-dire visant un électoralat à la fois unioniste et nationaliste. Il fut créé en 1971. (vu dans David McKittrick, David McVea, *Op. Cit.* p. 379.)

⁸⁴ Chiffres vus dans l'*Irish Times* du 23 mars 1983.

Ouest à la surprise générale. Le SDLP restait devant avec 17,9 % des voix. Le bloc nationaliste/républicain compta jusqu'à 254 363 voix, soit 54 000 de plus qu'aux dernières élections⁸⁵.

Les succès du Sinn Féin étaient le fruit d'un travail ciblé auprès de la communauté catholique. Les membres du parti étaient présents pour les chômeurs dans les quartiers défavorisés. De ce fait un vote pour le Sinn Féin était plus qu'un vote pour la violence⁸⁶. Le parti pouvait compter sur les votes des ouvriers catholiques de la Province.

Après cela le Sinn Féin obtint des scores moins impressionnants, avec 13,3 % lors des élections européennes du 14 juin 1984, puis 11,8 % lors des élections locales du 15 mai 1985 (soit un tiers des votes des catholiques d'Irlande du Nord.) Ce recul en termes de votes pour le Sinn Féin s'explique surtout par le fait que dans le même temps la violence de l'IRA Provisoire ne s'était pas arrêtée, loin de là (voir partie sur la violence). Malgré cela, la politique en Irlande du Nord était changée profondément, comme l'écrit Kevin Bean :

The emergence of new nationalist politics meant a gradual shift from a republicanism based on a mass revolutionary movement and armed struggle to a diplomatic and conventional political strategy involving a broad front of Irish nationalism including the Dublin government and the SDLP⁸⁷.

Forts de leur nouvelle aura électoraliste le Sinn Féin se tourna vers le Sud⁸⁸.

⁸⁵ Voir résultats des élections dans l'annexe 1.

⁸⁶ Gerard Murray, Jonathan Tonge, *Op. Cit.* p. 154.

⁸⁷ Kevin Bean "Defining Republicanism", in Marianne Elliott, *Op. Cit.* p. 138.

⁸⁸ . Deux prisonniers républicains de la prison Maze furent élus au parlement de la République d'Irlande lors de l'élection générale du 11 juin 1981, sous l'étiquette « anti H-blocks » Le Sinn Féin y vit une occasion de placer certains de ses membres dans les régions stratégiques près de la frontière avec le Nord (dans les comtés Donegal, Monaghan ou Louth). Cela fit naître un sentiment d'appréhension chez quelques hommes politiques de la République, notamment Garret Fitzgerald, qui redoutait la percée du Sinn Féin et l'éventualité que le parti double le SDLP comme premier parti nationaliste d'Irlande du Nord. (Vu dans David McKittrick, David McVea, *Op. Cit.* pp. 184-185). Lors des élections locales du 20 juin 1985 dans la République, le Sinn Féin obtint trente-neuf sièges, un résultat décevant. Un score expliqué par le soutien du parti à la violence politique, le fait qu'il ne s'occupait que des affaires du Nord, mais également parce que le Sinn Féin n'était pas très connu dans le Sud. Il faut souligner que le parti ne sera répertorié officiellement dans la République qu'en janvier 1987. Vu dans Gerard Murray, Jonathan Tonge. *Op. Cit.* p. 155.

Chapitre 3 – Le SDLP, parti nationaliste constitutionnel et non violent

1- L'histoire du SDLP

Le Social and Democratic Labour Party (Parti travailliste social-démocrate) tient ses origines dans le mouvement pour les Droits Civiques, avec des personnalités telles que Ivan Cooper, Austin Currie, Paddy Devlin, Gerry Fitt, John Hume et Paddy O'Hanlon. Ce mouvement pacifique, visant à obtenir plus de droits pour la communauté catholique d'Irlande du Nord, précipita la fin du Nationalist Party, premier parti nationaliste de la Province jusqu'à 1969⁸⁹.

Le SDLP fut officiellement lancé le 21 août 1970 et son premier leader fut Gerry Fitt. Les premières mesures du parti étaient plus socialistes que nationalistes ; en effet ses leaders désiraient un salaire minimum et la représentation proportionnelle. Ils voulaient promouvoir la coopération entre le Nord et le Sud dans l'optique d'une réunification de l'île d'Irlande après le consentement d'une majorité dans le Nord. Ils ne voulaient pas imposer la réunification par la force, contrairement aux Républicains. Elle devait venir d'un accord préalable incluant l'ensemble de la population du pays. Leur préoccupation majeure était les Droits Civiques des Catholiques d'Irlande du Nord. Le parti visait le soutien de la classe moyenne et de la classe ouvrière catholique⁹⁰.

Le SDLP voulait réformer et négocier avec les Unionistes au pouvoir, travailler pour un accord vers une unité consentie de l'île d'Irlande une fois que les problèmes de discriminations envers les Catholiques de la province seront réglés :

From the outset the SDLP believed that Irish unity could only be achieved in two major ways. First, unity required the political co-operation of unionists at Stormont, even though there was not the slightest prospect of assistance. Secondly, unity depended on building up trust between the two traditions in Northern Ireland through active politics, which, over time, might eradicate unionist suspicions towards Catholics⁹¹.

⁸⁹ Gerard Murray, Jonathan Tonge, *Op. Cit.*, p. 7.

⁹⁰ Ben Caraher, un des membres fondateurs, se remémore les débuts du parti : "There was no question of the unity of Ireland being the primary aim of the party. Their primary preoccupations were the Civil Rights in Northern Ireland, and social and economic matters in Northern Ireland" vu dans Gerard Murray, Jonathan Tonge. *Op. Cit.* p. 12.

⁹¹ *Ibid.*

Vaste programme pour le nouveau parti. Mais petit à petit le ton se durcit. Le SDLP, face à l'immobilisme des Unionistes au pouvoir, milita pour la désobéissance civique, inspiré sans doute par Mahatmah Ghandi. John Hume incarnait cette tendance « plus verte » et « moins conciliante » au sein du SDLP. Il fut l'un des artisans du retrait du parti de l'assemblée nord-irlandaise de Stormont, annoncée le 17 juin 1971. Cette décision fut prise après l'introduction de l'« internement sans procès ». Lors d'une conférence de presse donnée à Stormont le 17 juillet 1971 John Hume annonça sa volonté de s'attaquer aux racines des problèmes en Irlande du Nord :

We are prepared to accept in the short term the changes of creating polarisation, in order to remove the real roots of sectarian discord, with all its consequent evils-the system of government created by the Government of Ireland Act 1920⁹².

En 1972 le SDLP publia un rapport nommé « *Towards a New Ireland* » qui réclamait une paix immédiate en Irlande du Nord ainsi que plus de coopération entre la République et le Nord. A partir de 1975, Le SDLP glissa du Socialisme vers un Nationalisme plus décomplexé. Cette tendance déplut à Gerry Fitt, qui démissionna en 1979, laissant John Hume présider le parti. Le SDLP se mit à parler d'une dimension irlandaise. Lors de la conférence annuelle du parti en 1978 une motion fut votée, déclarant que le désengagement britannique était « inévitable et souhaité⁹³ ». La communauté protestante d'Irlande du Nord eut l'impression que le SDLP se rapprochait de plus en plus du Sinn Féin. Le SDLP espérait une aide de la part de la République, qui restait indifférente aux problèmes du Nord. Le parti alla même plus loin en demandant une coopération anglo-irlandaise pour mettre fin au « vide politique » en Irlande du Nord, à la fin des années soixante-dix.

2- Le SDLP et la « dévolution progressive » de James Prior

Après s'être opposé aux grèves de la faim de 1981 le SDLP dut faire face à un nouveau challenge politique. James Prior devint Secrétaire d'Etat pour l'Irlande du Nord en septembre 1981. Il y eut des pourparlers entre Prior et le SDLP sur la question de la dévolution, c'est-à-dire du retour d'une forme de gouvernement local en Irlande du Nord. Prior la voulait progressive (« rolling devolution »), c'est-à-dire que le pouvoir transféré à

⁹² *Ibid.* p. 26.

⁹³ *Ibid.* p. 60.

l'Irlande du Nord dépendrait du niveau d'accord obtenu entre les partis d'Irlande du Nord. Plus les partis représentant les deux communautés se mettraient d'accord, plus ils se verraient accorder de pouvoir⁹⁴. L'Etat était gouverné directement de Westminster depuis l'introduction de l'administration directe (Direct Rule) en mars 1972. Une Assemblée élue serait réinstaurée, comptant soixante-huit membres. Elle n'aurait aucun pouvoir législatif, et ne jouerait qu'un rôle consultatif. Le SDLP, quant à lui, était intéressé par une des suggestions de Prior : le rétablissement du pouvoir exécutif, qui prendrait la forme du Cabinet américain⁹⁵. Les ministres pouvaient être membres de l'exécutif sans siéger à l'Assemblée.

En revanche quand James Prior présenta la loi, sous la forme d'un « Livre Blanc » (« White Paper ») en avril 1982, le SDLP s'y opposa car il excluait toute dimension irlandaise. L'Irlande du Nord resterait partie intégrante du Royaume-Uni, et serait gouvernée par des Unionistes. Le Conservateur James Prior voulait à tout prix endiguer la vague du Sinn Féin qu'il voyait comme un « parti marxiste⁹⁶ ». Il faut se rappeler qu'en 1981 le contexte de Guerre Froide instaurait un climat de suspicion envers les partis dits « d'extrême gauche », tels le Sinn Féin, surtout chez les Conservateurs anglais, les Tories. Au dialogue anti-terroriste venait se greffer le discours antisoviétique.

La coopération anglo-irlandaise était également occultée par le projet de loi. Le gouvernement britannique, à travers Prior, voulait avant tout la stabilité politique et la répression de la violence. Le SDLP regretta le fait que le Secrétaire d'Etat n'ait aucun plan pour diminuer les inégalités politiques entre Nationalistes et Unionistes en Irlande du Nord. Pour le parti ces inégalités étaient à la source des difficultés dans la Province. L'hégémonie unioniste était garantie et réaffirmée par cette dévolution progressive et le partenariat entre Nationalistes et Unionistes, souhaité par le SDLP, n'était pas envisagé.

Tout comme le Sinn Féin, le SDLP décida de boycotter l'Assemblée nord-irlandaise, rétablie en 1982. Il s'agissait d'un mouvement de protestation contre le refus d'envisager une dimension irlandaise aux problèmes du Nord. Seuls l'UUP, le DUP et l'Alliance Party siégeaient à l'Assemblée, c'est-à-dire les deux principaux partis unionistes et un parti neutre. Le débat politique semblait être tué dans l'œuf par l'absence complète de

⁹⁴ David McKittrick, David McVea. *Op. Cit.* p. 182.

⁹⁵ Aux Etats-Unis, le président nomme les membres de son Cabinet, formant ainsi le plus haut niveau du pouvoir exécutif américain. Dans le cas de l'Irlande du Nord ce serait le Secrétaire d'Etat qui nommerait ses ministres « Initial talks between Prior and the SDLP aimed to return some form of power to Northern-Ireland. The party demonstrated interest in his suggestion of creating an Executive along the lines of the American Cabinet system » Gerard Murray, Jonathan Tonge. *Op. Cit.* p. 118.

⁹⁶ David McKittrick, David McVea, *Op. Cit.* p. 185.

Nationalistes dans la nouvelle Assemblée, comme l'expliquent David McKittrick and David McVea : « From the start the assembly was a nationalist-free zone, serving only as a platform for Unionist speeches and never offering any real hope of political progress⁹⁷ ».

Faute d'avoir un débat à la nouvelle assemblée, la lutte aurait lieu dans les urnes.

3- Le SDLP, premier parti nationaliste de la période

La politique et les élections étaient omniprésentes dans la société nord-irlandaise de l'époque. Durant la période étudiée, de 1981 à 1985, il y eut onze scrutins dans la Province. Si l'on se concentre sur les scrutins dits « majeurs », il se dégage une tendance : le SDLP restait le premier parti nationaliste d'Irlande du Nord en termes de nombres de voix. Le 20 mai 1981, lors d'élections locales pour les Conseils de District, le SDLP fit un score de 17.5 %, soit 116 487 voix. Il était certes loin des partis unionistes, le DUP et l'UUP, obtenant respectivement 26.6 et 26.5 %, mais il restait le premier parti nationaliste, devant l'Irish Independence Party (IIP⁹⁸) qui ne récolta que 3.9 % des voix.

Il faut noter que le SDLP refusa de présenter un candidat face à Owen Carron, le candidat Anti H-Blocks, lors des élections partielles du 20 août 1981. Le décès de Bobby Sands nécessitait un nouveau suffrage. C'était le premier exemple (et le seul) d'unité nationaliste entre le Sinn Féin et le SDLP durant la période étudiée⁹⁹.

Le 20 octobre 1982 furent organisées les élections à la nouvelle Assemblée. Le Sinn Féin y fit son entrée, mais obtint un score inférieur à celui du SDLP, qui atteignit 18.8 %, soit 118 891 voix et 14 sièges. Le Sinn Féin gagna 5 sièges avec 10.1 % des voix. Il est à noter que les membres élus de ces deux partis ne siègeraient pas, au nom de la politique d'abstentionnisme. A l'élection générale de Westminster tenue le 9 juin 1983, le SDLP fit un score de 17.9 %, soit 137 012 voix. Le Sinn Féin enregistra un score record de 13.4 % soit 102 701 voix. Un an plus tard lors des élections européennes du 14 juin 1984, le SDLP arriva second (derrière le DUP) avec 22,1 % soit 151 399 voix. Le Sinn Féin recula avec 13,3 % soit 91 476 voix. Le 15 mai 1985, des élections locales pour les Conseils de Districts eurent lieu. Le SDLP enregistra 113 967 voix, soit 17.8 % des suffrages. Le Sinn

⁹⁷ David McKittrick, David McVea, *Op. Cit.* p 183.

⁹⁸ L'Irish Independence Party (Parti de l'Indépendance Irlandaise) était un parti nationaliste d'Irlande du Nord, réclamant le départ des troupes britanniques. Formé en 1977, il disparut dans les années quatre-vingts lorsque le Sinn Féin obtint ses premiers succès électoraux.

⁹⁹ Gerard Murray, Jonathan Tonge. *Op. Cit.* p. 111.

Féin n'obtint que 11.8 % avec 75 686 voix¹⁰⁰. Certes le Sinn Féin menaçait le SDLP avec ses scores étonnants à partir de 1982, en surfant sur l'émotion causée par les grèves de la faim, mais le SDLP est toujours resté devant, prouvant que la majorité des Nationalistes d'Irlande du Nord rejetaient la violence inhérente aux Républicains du Sinn Féin. Comme le dit très justement Richard English : « even the nationalist people in the north emphatically preferred their politicians to espouse non-violent methods¹⁰¹ ».

Le SDLP, en épousant une ligne non-violente et en refusant toute alliance électorale avec le Sinn Féin (qui leur fut proposée pour les élections générales de 1983¹⁰²), continuait d'avoir la majorité de votes nationalistes en Irlande du Nord dans les années 80. Les Républicains les plus radicaux, notamment ceux issus de la classe ouvrière, méprisaient le SDLP, renommant le parti « Stoop Down Low Party¹⁰³ » (« le parti à genoux » comme on pourrait le traduire). La rivalité entre les deux partis est née à partir du moment où le Sinn Féin a décidé de prendre part aux élections, en 1982. Du point de vue du Sinn Féin, le SDLP était considéré comme un parti « vieillissant » cherchant les votes de la classe moyenne¹⁰⁴.

Cette rivalité a stimulé le débat, fait avancer la cause nationaliste vers une diminution de la violence et une nouvelle confiance dans les moyens constitutionnels de lutte, c'est-à-dire le vote et les élections. Certains Catholiques n'avaient pas attendu que le Sinn Féin participe aux élections pour croire à la politique « normale » comme l'écrit Ian McAllister : « Through the SDLP, Catholics became more conciliatory and prepared to participate in normal political activity, although the IRA threat continued¹⁰⁵ ».

Le Sinn Féin, en soutenant une violence « nécessaire » mettait la pression sur son rival le SDLP. Malgré leurs différences sur ce sujet, les deux partis s'accordaient sur le fait que cette violence était inhérente à une injustice historique : la partition de l'île d'Irlande et les discriminations envers les Catholiques. En s'attaquant aux causes de la violence, cette dernière pouvait être amenée à disparaître. Malachi O'Doherty évoque l'influence du Sinn Féin sur le SDLP :

¹⁰⁰ Ces chiffres ont été vus sur le site web <<http://cain.ulst.ac.uk/issues/politics/election/elect.htm>> consulté le 12 décembre 2016.

¹⁰¹ Richard English, *Op. Cit.* p. 382.

¹⁰² Gerard Murray, Jonathan Tonge, *Op. Cit.* p.124.

¹⁰³ *Ibidem*, p. 105.

¹⁰⁴ « [The SDLP] was seen as an ageing, middle-class nationalist party. » vu dans Gerard Murray, Jonathan Tonge,, *Op. Cit* p. 112.

¹⁰⁵ Ian McAllister, "Political Parties: Traditional and Modern" dans John Darby. *Op. Cit.* p. 67.

A veto on settlement, founded on the principle that violence arose from circumstances that only the British could alter, had the power to narrow the political options of other political parties in Ireland too. The SDLP accepted this principle that violence was a product of injustice and lack of democracy, and though the party was the main political rival of Sinn Féin, it set about working for a settlement that would remove the causes of violence, presuming these to be historical rather than conspiratorial¹⁰⁶.

Les tensions dans la Province avaient des origines historiques et le SDLP voulait travailler à un accord constitutionnel vers une Irlande réunie.

L'argument de O'Doherty est que cette opposition entre le bras armé du Sinn Féin, l'IRA Provisoire, et le SDLP, poussait le parti de John Hume à travailler et chercher encore plus de solutions constitutionnelles au « vide politique » qui touchait l'Irlande du Nord. Ce vide était comblé par les attentats des Provos¹⁰⁷, et chaque attentat renforçait l'urgence de l'accord politique recherché sans relâche par le SDLP :

All violence came to validate the argument that violence was a product of circumstances, and that the only way to end it was to change the political context in which it arose. In this sense every bomb added urgency to the SDLP's pursuit of a settlement. Their political agenda was being set for them by the IRA¹⁰⁸.

La violence républicaine formait un cercle vicieux, mais grâce la détermination du SDLP et la nouvelle participation électorale du Sinn Féin le débat avançait.

L'« électoralisme » (en anglais « electioneering »), ou en d'autres termes, la volonté de tout faire ou presque pour se faire élire, était un maître-mot pour les deux principaux partis nationalistes de 1981 à 1985, et même si le SDLP restait devant le Sinn Féin il fut fragilisé par la percée républicaine. Les initiatives politiques pour sortir de l'impasse furent nombreuses pendant la période, et le SDLP n'eut pas peur de proposer des réformes.

4- Le SDLP et le « Forum pour une Irlande Nouvelle »

Acculés par les bons résultats électoraux du Sinn Féin et par la violence ininterrompue de l'IRA Provisoire, Le SDLP se devait de réagir. La première tentative de rétablir un pouvoir

¹⁰⁶ Malachi O'Doherty. *Op..Cit.* p. 122.

¹⁰⁷*Ibidem*, p. 123.

¹⁰⁸*Ibid.*

exécutif dans le Nord au début de l'année 1974, l'accord de Sunningdale, s'était soldée par une grève des travailleurs protestants et un rejet des Républicains du Sinn Féin¹⁰⁹. Cet accord était soutenu par le SDLP¹¹⁰.

Après cet échec et celui de la « dévolution progressive » de James Prior, le parti croyait encore à une solution pacifique et légale aux problèmes ravageant l'Irlande du Nord et au point-mort politique. A la fin des années soixante-dix le SDLP, sous l'impulsion de John Hume, eut en premier l'idée d'organiser des discussions sur les problèmes du Nord, réunissant tous les partis nationalistes de l'île d'Irlande (le Fianna Fail, le Fine Gael, l'Irish Labour Party dans la République et le SDLP dans le Nord¹¹¹). L'idée était de peser politiquement face aux Unionistes et de mettre la pression sur le gouvernement britannique pour un futur accord anglo-irlandais. John Hume, le leader du SDLP, tenait particulièrement à ce « Conseil de toute l'Irlande », renommé ensuite « Forum pour une Irlande Nouvelle » (Forum For a New Ireland).

Le projet fut adopté par le gouvernement irlandais le 25 février 1983¹¹². Le SDLP fit du Forum son projet électoral dans le Nord, et misa beaucoup sur ce qu'il appelait le « progrès politique le plus important depuis 1920¹¹³ ». Le Sinn Féin hésita d'abord à participer au Forum, puis il en fut exclu car Garret FitzGerald imposa que « seuls les partis refusant la violence puissent participer aux débats¹¹⁴ ». Lors d'une session de l'assemblée nord-irlandaise le 15 mars, les trois partis y siégeant (l'OUP, le DUP et l'Alliance Party) rejetèrent en bloc l'idée même d'un Forum composé uniquement de partis nationalistes débattant sur une future Irlande réunie. C'est pour cette raison qu'ils refusèrent l'invitation qui leur fut envoyée le 25 mars. Le Sinn Féin ne reçut même pas d'invitation, car il soutenait toujours la lutte armée¹¹⁵.

Le Forum était pour le SDLP une façon de se démarquer de son rival le Sinn Féin en lui prouvant que le Nationalisme constitutionnel pouvait faire bouger les choses en Irlande

¹⁰⁹ David McKittrick, David McVea, *Op. Cit.* p. 114 et 119.

¹¹⁰ Richard English, *Op. Cit.* p. 389.

¹¹¹ Gerard Murray, Jonathan Tonge, *Op. Cit.* p. 121.

¹¹² A cette époque le Premier Ministre de la République d'Irlande était Garret FitzGerald du Fine Gael. Le Fianna Fail et le Fine Gael étaient les deux plus grands partis dans la République, comme ils le sont toujours aujourd'hui. Le Fianna Fail a toujours été plus radicalement nationaliste, et même républicain, dans sa politique envers l'Irlande du Nord, que le Fine Gael. En 1983 son leader Charles Haughey voulait un retrait des troupes britanniques d'Irlande du Nord pour mettre en œuvre l'unité de l'Irlande. Site internet < <http://cain.ulst.ac.uk/othelem/organ/forgan.htm> > consulté le 25 novembre 2016.

¹¹³ *Irish News*, du 26 mai 1983 vu dans Gerard Murray, Jonathan Tonge, *Op. Cit.*, p. 124.

¹¹⁴ *Irish Times* du 14 mars 1983.

¹¹⁵ *Irish Times* du 24 mars 1983.

du Nord. Le parti espérait aussi freiner l'avancée politique du Sinn Féin¹¹⁶. Le Nationalisme pacifique du SDLP désirait mettre en avant des solutions sans « Armalite » vers une nouvelle Irlande¹¹⁷.

La dimension anglo-irlandaise était très importante pour le SDLP qui pensait que la Grande-Bretagne était dans l'histoire un acteur majeur du conflit nord-irlandais, et que son gouvernement se devait ainsi de négocier un accord avec le gouvernement de la République

Le Forum se tint pour la première fois le 30 mai 1983 à Dublin, avec donc quatre partis y prenant part : le Fianna Fail, le Fine Gael, l'Irish Labour Party et le SDLP. Après presque un an de débats le rapport officiel fut publié le 02 mai 1984¹¹⁸. Trois propositions concrètes étaient mises en avant : un changement de la Constitution garantissant un Etat uni d'Irlande avec des libertés religieuses et politiques garanties ; une proposition de « souveraineté jointe » sur le Nord entre la Grande-Bretagne et la République ; et, enfin, un Etat d'Irlande fédéral ou confédéral. Le SDLP pensait que cette dernière proposition était plus susceptible de plaire à la communauté unioniste¹¹⁹. Il était également question de l'aliénation de la communauté nationaliste en Irlande du Nord, c'est-à-dire le fait qu'elle se sentait étrangère dans son propre pays¹²⁰. Cette question cruciale sera reprise dans le futur accord anglo-irlandais (voir la troisième partie).

Malheureusement pour John Hume, qui se disait ouvert à toute discussion concernant le rapport, les Unionistes rejetèrent les trois propositions catégoriquement¹²¹. Ian Paisley parla même d'utiliser la force si les propositions étaient adoptées¹²². Le 19 novembre 1984 Margaret Thatcher rencontra le Premier Ministre de la République d'Irlande Garret FitzGerald pour des discussions sur le Rapport du Forum. Après un entretien de dix heures le Premier Ministre britannique donna une conférence de presse qui fit date : elle y exclut toutes les propositions du Forum, une par une. Voici ci-dessous un extrait du « out-out-out speech » comme il fut nommé ensuite par les médias :

¹¹⁶ “The Forum [...] was designed to boost the constitutional nationalist position of the SDLP vis-à-vis the advance of Sinn Féin, and to provide a spur of negotiation of a political settlement between constitutional parties” Martin Mansergh dans Marianne Elliott. *Op. Cit.* p. 114.

¹¹⁷ “So too the 1983-4 New Ireland Forum [...] was an initiative based on constitutional peaceful struggle towards nationalist goals”. Richard English, *Op. Cit.* p. 390.

¹¹⁸ *Irish Times* du 2 mai 1984.

¹¹⁹ Gerard Murray, Jonathan Tonge, *Op. Cit.* p. 127.

¹²⁰ Le terme “aliénation” apparaît dix fois dans le rapport du Forum, vu sur le site web < <http://cain.ulst.ac.uk/issues/politics/nifr.htm#division> > consulté le 24 avril 2017.

¹²¹ David McKittrick, David McVea, *Op. Cit.* p. 186.

¹²² *Irish Times* du 9 mai 1984.

I have made it quite clear - and so did Mr Prior when he was Secretary of State for Northern Ireland - that a unified Ireland was one solution. That is out. A second solution was confederation of two states. That is out. A third solution was joint authority. That is out. That is a derogation from sovereignty. We made that quite clear when the Report was published¹²³.

Le Premier Ministre britannique, avec ces mots brusques, refusa catégoriquement tout changement de statut pour l'Irlande du Nord. Garret FitzGerald se sentit humilié, et ce discours entraîna une crise diplomatique entre l'Irlande et le Royaume-Uni¹²⁴. Seamus Mallon, le leader adjoint du SDLP, accusa Margaret Thatcher de "racisme" et de propos « basés sur l'ignorance¹²⁵ ». L'inflexibilité de Margaret Thatcher ne découragea néanmoins pas le SDLP, car John Hume et ses hommes réussirent avec ces débats à remettre sur la table la dimension anglo-irlandaise et à réunir les gouvernements britannique et irlandais, même si le statu quo politique en Irlande du Nord resta en vigueur fin 1984. Le Forum, malgré son échec relatif en termes de progrès politiques concrets, fut le premier pas vers une amélioration des relations anglo-irlandaises sur le sujet de l'Irlande du Nord. Une fois les tensions consécutives à la conférence de presse apaisées, les rencontres anglo-irlandaises recommencèrent, avec au bout l'espoir d'un accord pour le SDLP et les partis nationalistes constitutionnels. Le SDLP fut entendu par Londres et Dublin sur son engagement pour améliorer pacifiquement le quotidien de la minorité catholique d'Irlande du Nord, et le parti ressortit grandi de l'expérience du Forum. Nous verrons dans la troisième partie l'importance qu'a eu le Forum sur le contenu de l'accord anglo-irlandais de 1985.

De son côté le Sinn Féin rejeta le Forum qu'il considérait comme une « illusion » ne garantissant aucun « progrès politique » réel¹²⁶. Malgré de telles positions, le fait était que le parti républicain paraissait isolé en continuant de soutenir sa politique de « l'Armalite et de l'urne » alors que son rival le SDLP avait réussi à unir les nationalistes d'Irlande.

Chapitre 4 – Censures et propagandes

¹²³ Site web < <http://cain.ulst.ac.uk/issues/politics/docs/pmo/mt191184.htm>> consulté le 15 novembre 2016.

¹²⁴ David McKittrick, David McVea, *Op. Cit.*, p. 186.

¹²⁵ *Belfast Telegraph* du 22 novembre 1984, vu dans Gerard Murray, Jonathan Tonge, *Op. Cit.* p. 133.

¹²⁶ Gerard Murray, Jonathan Tonge, *Op. Cit.*, p. 127.

1- Le Sinn Féin censuré dans les médias britanniques

Les progrès politiques républicains dans le Nord furent minimisés par le fait que les médias britanniques, et plus particulièrement la BBC, n'avaient pas le droit d'interviewer les membres du Sinn Féin. Leurs visages étaient floutés à la télévision. Ils étaient considérés comme des terroristes, des hommes violents, selon les mots de Margaret Thatcher, et n'avaient légalement pas le droit de pénétrer sur le sol de la Grande-Bretagne. Gerry Adams, le leader du Sinn Féin, fut interdit de séjour en Grande-Bretagne jusqu'au 11 juin 1983, date à laquelle il remporta le siège de Belfast-Ouest à l'élection générale de Westminster¹²⁷. La volonté du premier ministre britannique était de « gagner la bataille sécuritaire contre les hommes violents¹²⁸ », et cette bataille avait aussi lieu dans les journaux. Pour les tabloïds anglais¹²⁹, entre 1981 à 1985, le Sinn Féin c'était l'IRA Provisoire, et donc des terroristes. Ils ne faisaient pas la distinction entre les hommes de main, les tireurs de l'IRA, et les hommes politiques disputant légalement les élections. Ainsi, le *Daily Express* du 23 octobre 1982 titra « cinq victoires de l'IRA en Ulster mettent en danger la carrière de James Prior » en référence aux cinq sièges gagnés par le Sinn Féin aux élections de l'assemblée du 20 octobre 1982. Le *Daily Star* titra « Choc de l'IRA dans les urnes¹³⁰ ». Ces résultats furent une grande surprise pour l'ensemble des médias britanniques, et encore plus pour l'opinion publique.

A l'exception d'un article du *Guardian* du 11 juin 1983, les problématiques politiques d'Irlande du Nord n'étaient que rarement évoquées dans les journaux anglais, où la violence de l'IRA Provisoire était en revanche omniprésente. C'est le constat qui se dégage lorsque l'on épluche la presse de la période, et c'est également pour cette raison que les succès du Sinn Féin dans les urnes ont beaucoup étonné en Grande-Bretagne. A travers les journaux et le prisme de la censure, les Britanniques n'ont pas senti la nouvelle tendance (la « politisation ») des Républicains et leur nouvelle volonté de participer aux débats. Le public britannique croyait que le conflit nord-irlandais se résumait à un affrontement entre Catholiques et Protestants. La dimension politique était occultée, ainsi que les réalités des deux communautés de la Province. La tendance était de criminaliser les Républicains. Liz Curtis va plus loin en parlant de « propagande antinationaliste », les médias relayant

¹²⁷ *Irish Times* du 11 juin 1983.

¹²⁸ David McKittrick, David McVea *Op. Cit.* p. 187.

¹²⁹ *The Daily Express, The Sunday Express*. Aussi *The Daily Telegraph, The Sun, The Daily Mirror* par exemple, vu dans Liz Curtis *Ireland the Propaganda War: The British Media and the « Battle for Hearts and Minds »* Pluto Press. London. 1984, p. 277.

¹³⁰ «IRA Poll Shock» titre du *Daily Star* du 22 octobre 1982 vu dans Liz Curtis, *Op. Cit.* p. 197.

directement la politique du gouvernement de Mrs Thatcher. Les journaux restaient très superficiels et soutenaient aveuglément la position de leur Premier Ministre, selon l'auteur d'*Ireland the Propaganda War*¹³¹.

Les grèves de la faim de 1981 furent relayées avec la même ligne directrice, qui était de fustiger l'IRA à tout prix¹³². Le gouvernement était soutenu par les médias, pour qui l'élection de Sands n'était qu'un « mythe » qui n'allait pas donner de suite, et qu'il fallait étouffer¹³³.

Le fait de ne pas parler suffisamment de la communauté catholique d'Irlande du Nord, de ses réalités, de ses moyens d'organisation et d'action faisait partie d'une propagande assimilant tous les Nationalistes à des personnes soutenant l'IRA Provisoire, et témoignait de la volonté du gouvernement de Thatcher d'étouffer les succès électoraux républicains afin de préserver le statu quo et l'hégémonie unioniste en Irlande du Nord. Selon Liz Curtis, la censure politique n'était pas uniquement dirigée vers les Républicains, mais aussi vers les Nationalistes en général¹³⁴.

Pendant la période étudiée certains programmes télévisés sur les Troubles furent censurés¹³⁵. Les réalités politiques des nord-irlandais étaient très mal connues des britanniques pour qui le Sinn Féin n'était qu'un parti cautionnant la violence.

En République d'Irlande la « Section 31 » interdisait les membres de la RTE (la télévision et radio publique irlandaise) d'interviewer les membres du Sinn Féin. Malgré la fin progressive de l'abstentionnisme décidée par le Sinn Féin, et la volonté de participer aux élections même dans le Sud, le gouvernement irlandais refusa de lever cette interdiction¹³⁶.

En dépit de cela on trouve dans l'*Irish Times* beaucoup plus d'articles traitant de la politique de l'Irlande du Nord que dans n'importe quel journal anglais. Ainsi, entre le 27 février 1982 et le 11 novembre 1985 j'ai recensé cinquante-neuf articles concernant la

¹³¹ Liz Curtis, *Op. Cit.* p. 203.

¹³² Un jour après l'élection de Bobby Sands à Westminster, le 11 avril 1981, le *Daily Express* titra « Fureur après l'élection d'un gréviste de la faim de l'IRA ; Elu, l'honorable député pour la violence » *Daily Express* du 11 avril 1981.

¹³³ "Any Catholic candidate would have won. [...] The myth of Fermanagh must not be allowed to gain credibility" *The Times* du 6 mai 1981, vu dans Liz Curtis, *Op. Cit.* p. 204.

¹³⁴ « In establishment eyes, there is little difference between airing nationalist perspectives and supporting the IRA". Liz Curtis, *Op. Cit.* p. 197.

¹³⁵ Entre avril 1981 et octobre 1983, six programmes télévisés sur les Troubles furent censurés, coupés ou tout simplement supprimés en Grande Bretagne. La plupart étaient des documentaires. Voir Liz Curtis, *Op. Cit.* p. 288-289.

¹³⁶ Liz Curtis, *Op. Cit.* p. 195.

politique de l'Irlande du Nord dans ce journal, la plupart étant des chroniques du journaliste Ed Moloney.

2- *La propagande républicaine*

Dans la bataille des mots, l'arme du Sinn Féin et de l'IRA Provisoire était le journal républicain *An Phoblacht* (« La République » en gaélique irlandais). Le numéro du 18 février 1982 titrait « Ballots and Bombs » (« des bulletins et des bombes ») pour diffuser la nouvelle stratégie politique républicaine. Le choix des termes utilisés était important : les journalistes d'*An Phoblacht* ne parlaient pas d'Ulster mais des « six counties » (« six comtés ») et les paramilitaires de l'IRA Provisoire étaient des « freedom fighters » (« combattants de la liberté »). Les « six comtés » devaient former avec les « vingt-six comtés » du Sud les « trente-deux comtés » dans une Irlande unie.

Un autre magazine mensuel nommé *IRIS (Republican News)* servait à diffuser les messages républicains en Irlande du Nord jusqu'en 1977. En 1979 *IRIS* fusionna avec *An Phoblacht*¹³⁷. Il n'y eut donc plus qu'une seule source écrite de propagande républicaine¹³⁸. Le numéro de novembre 1983 dénonçait la censure envers le Sinn Féin et réclamait le droit à la liberté d'expression, tout en défendant la nécessité de la « lutte armée¹³⁹ ». La branche militaire du Sinn Féin, l'IRA Provisoire, diffusait sa propagande dans la presse, avec des photos d'hommes cagoulés et armés de lance-roquettes, surveillant une patrouille britannique. Ils voulaient véhiculer l'impression d'une armée organisée, impliquée dans une guerre de territoire qu'ils avaient sous contrôle. Les peintures murales dans les quartiers nationalistes montraient des images similaires :

The impression they wish to create is that they hold territory and patrol it, on the lookout for British patrols to attack. Wall murals depict the same thing, soldiers of the IRA engaged in battle with soldiers of the Crown¹⁴⁰.

La guerre des Républicains ne pouvait pas se passer de la propagande, qu'ils diffusaient de façon ciblée et calculée¹⁴¹.

¹³⁷ Liz Curtis, *Op. Cit* p. 267.

¹³⁸ Gerard Murray, Jonathan Tonge, *Op. Cit.* p. 128.

¹³⁹ *IRIS* de novembre 1983.

¹⁴⁰ Malachi O'Doherty, *Op. Cit.* p. 93.

¹⁴¹ «{The} war is emphasised in its propagandist imagery and its press statements »

Les Républicains utilisaient également les murs pour tenter de gagner les suffrages de la communauté catholique de la Province. Les mots « vote Sinn Féin » s’inscrivirent sur les murs de Belfast¹⁴², Derry et toutes les grandes villes de la province. La récupération politique par le Sinn Féin du mouvement des grèves de la faim de 1981 s’afficha également dans les rues, avec les portraits des dix hommes morts appelant à la résistance et au vote Anti H-Blocks/Sinn Féin. L’épisode des grèves de la faim fut une bataille de propagande entre le gouvernement britannique et les sympathisants Anti H-blocks¹⁴³. L’image de Bobby Sands, celle d’un jeune homme souriant, circulait dans tous les journaux, attirant toujours plus de soutiens face à l’inflexibilité du premier ministre Margaret Thatcher. Son élection et son accession au rang de martyr se changèrent en une précieuse opportunité politique pour le Sinn Féin et le mouvement républicain. Et l’utilisation de son image, à des fins électorales, a été cruciale dans ce qui amorça une révolution en Irlande du Nord, c’est-à-dire l’entrée des Républicains dans la politique constitutionnelle¹⁴⁴. En termes de propagande le mouvement républicain a su jouer les bonnes cartes : “It was a propaganda victory of huge proportion for the IRA, made possible by the widespread nationalist sense that Thatcher was adopting altogether too rigid a stance¹⁴⁵”.

On peut donc dire que la “guerre de propagande” fut remportée par les Républicains au sortir de mai 1981. Les succès électoraux des Anti H-Blocks et du Sinn Féin eurent un effet important en termes de propagande antibritannique¹⁴⁶.

Le Sinn Féin distribuait aussi des manifestes et affiches politiques, souvent radicaux, appelant au retrait des troupes britanniques. Certains visaient notamment John Hume, le leader du SDLP, accusé de « trahison » car il s’opposait à l’IRA Provisoire¹⁴⁷. Le Sinn Féin savait être présent au niveau local, et faisait passer ses idées de préférence à la classe ouvrière catholique. Cette dernière, avec les jeunes, constituait la majeure partie de son électorat. La crise économique touchant l’industrie au début des années 80 faisait de l’Irlande du Nord une région défavorisée, et le Sinn Féin offrait son aide au moyen de

Malachi O’Doherty, *Op. Cit.* p. 93.

¹⁴² Voir la peinture murale en annexe 3.

¹⁴³ David McKittrick, David McVea. *Op. Cit.* p. 166.

¹⁴⁴ « Since Sands’s victory was one of the key events in the development of Sinn Féin as an electoral force, some observers regard it as the genesis of what eventually become the peace process”. David McKittrick, David McVea. *Op. Cit.* p. 167.

¹⁴⁵ *Ibidem.*

¹⁴⁶ “Hence the propaganda value of election victories was considerable”. Gerard Murray, Jonathan Tonge, *Op. Cit.* p. 116.

¹⁴⁷ Site web < <http://cain.ulst.ac.uk/images/posters/election/index.html> > consulté le 10 novembre 2016.

« centres de conseils¹⁴⁸ ». Le succès de la nouvelle stratégie politique dépendait d'un soutien concret au sein de la communauté catholique, notamment celle de Belfast-Ouest. Etre proche de la communauté, se créer des soutiens, faisait partie de la propagande dont le Sinn Féin et l'IRA Provisoire avaient besoin pour justifier leur cause, comme nous l'explique Malachi O'Doherty :

They would have to develop a strong community support base. This support base would help the IRA in practical ways. It would be a field of political action for Sinn Féin, and it would be a propaganda asset in itself, as an advertisement for the public support of armed protest¹⁴⁹.

Les deux forces en conflit pendant les Troubles, les Républicains et le gouvernement britannique, diffusaient leur propagande même à l'étranger. Le but était de justifier leurs actions et de s'attirer des soutiens¹⁵⁰.

Même si les grèves de la faim laissèrent l'Irlande du Nord dans un état « complètement polarisé » selon les mots du Secrétaire d'Etat de l'époque James Prior¹⁵¹, les prisonniers républicains remirent au goût du jour la protestation « pacifique¹⁵² ». La violence brutale et sans compromis de l'IRA Provisoire au début des années 70 ne semblait plus pouvoir, à elle seule, chasser les soldats britanniques d'Irlande du Nord. La politisation de la cause nationaliste et la participation du Sinn Féin aux élections firent renaître le débat politique et constitutionnel sur la question de l'unité de l'Irlande. Ce bouleversement politique redistribua les cartes et changea la face des Troubles en proposant une alternative aux électeurs nationalistes : celle du vote Sinn Féin. En dépit de cela, il fallait sortir du point-mort politique en Irlande du Nord, car l'initiative de dévolution progressive de James Prior s'était soldée par un échec. Le débat semblait de plus en plus urgent, du fait de la continuation de la violence pendant la période.

¹⁴⁸ Gerard Murray, Jonathan Tonge, *Op. Cit.*, p. 112.

¹⁴⁹ Malachi O'Doherty, *Op. Cit.* p. 110.

¹⁵⁰ « Propaganda films aimed at public opinion in Europe and North America have been produced both by the Provisional IRA and by the British government. » John Darby, « The Logistics of Enquiry » dans John Darby *Op. Cit.* p. 233.

¹⁵¹ David McKittrick, David McVea. *Op. Cit.* p. 170.

¹⁵² Gerard Murray, Jonathan Tonge, *Op. Cit.* p. 113.

Partie 2

Les limites de la violence républicaine

Chapitre 1 – Les forces de l’ordre comme cibles légitimes

En 1977, après presque dix ans de conflit, les acteurs de la campagne armée de l’IRA Provisoire durent se rendre à l’évidence : la lutte armée et sa violence sans concessions ne suffiraient pas, à elles seules, à triompher des soldats britanniques. Les paramilitaires républicains ne pourraient pas battre les anglais par la force. Une nouvelle stratégie émergea, sous l’impulsion de Gerry Adams, qui prit le nom de Longue Guerre (« Long War »).

Le but final de cette Longue Guerre restait le même : chasser les Britanniques d’Irlande pour créer une république socialiste unie. Pour atteindre cet idéal plusieurs moyens étaient définis : saper le moral des Britanniques à travers une violence continue, rendre la Province ingouvernable, trop chère à gérer pour le gouvernement de Westminster, empêcher un accord politique entre les Nationalistes constitutionnels (le SDLP) et les Unionistes et enfin donner un rôle plus important à la politique non-violente¹, pour que les Républicains aient des représentants légaux soutenant le combat². C’était une guerre d’usure, et la violence était justifiée par l’important principe de l’auto détermination, du droit qu’a une nation de disposer d’elle-même³. L’IRA Provisoire et le Sinn Féin recherchaient également le soutien d’autres groupes, comme l’INLA, sa vitrine politique l’Irish Republican Socialist Party (IRSP), ou l’Irish Independence Party⁴, tous militant pour une Irlande unie. Il fallait maintenir le pays dans une instabilité politique et économique permanente. Gerry Adams expliqua en 1985 dans *Ireland After Britain* qu’au bout du compte les Britanniques devraient se retirer car le problème d’instabilité en Irlande du Nord ne serait pas résolu : « Every British attempt so far has failed, and as each option is tried, knocked back, or falls of its own accord, they will have to consider the option of withdrawal⁵ ». La violence exerçait ainsi un droit de veto à tout accord politique venant des Britanniques ou des partis de la Province. Les Républicains ne voulaient pas

¹ “There is now a realization in republican circles that armed struggle on its own is inadequate and that non-armed forms of political struggle are at least as important”. Gerry Adams, dans David McKittrick, David McVea. *Op. Cit.* p. 149.

² Malachi O’Doherty, *Op. Cit.* p. 113.

³ « Republicanism as an ideology based itself on the rights of self-determination, which had been denied to the Irish people by centuries of British rule. » Gerry Adams dans Richard English, *Op. Cit.* p. 398.

⁴ Parti nationaliste lancé en 1977, militant pour une Irlande réunie. Il disparut au cours des années quatre-vingt lorsque le Sinn Féin obtint ses premiers succès électoraux. Site web < <http://cain.ulst.ac.uk/othelem/organ/iorgan.htm> > consulté le 27 mars 2017.

⁵ Malachi O’Doherty. *Op. Cit.* p. 116.

faire de compromis⁶. C'était le retrait de l'armée britannique d'Irlande, ou rien. La violence cesserait une fois les Anglais partis.

Concernant l'IRA Provisoire, elle subit également des changements dans le cadre de cette nouvelle stratégie. Elle fut réorganisée en cellules structurelles censées prévenir le risque causé par les informateurs, ou « indics⁷ ». Les nouveaux membres de l'IRA étaient aussi formés pour résister aux interrogatoires poussés⁸. La stratégie de « Longue Guerre » redéfinit les potentielles cibles à éliminer. A partir de 1977 la violence de l'IRA fut moins sectaire et plus « visée⁹ », et obéissait à une directive de « tirer sur l'uniforme » (« shooting at the uniform ») plutôt qu'à une violence sectaire, basée sur la religion¹⁰.

Les policiers et les soldats étaient les premières « cibles légitimes » de l'IRA et de l'INLA. Cela faisait partie de leur Longue Guerre. La plupart du temps la méthode choisie par les paramilitaires républicains était de tuer individuellement un soldat ou un policier et de se replier très vite. La volonté était de prendre part à une guerre longue, à travers une violence régulière, au compte-gouttes, une cible après l'autre. Cela prenait souvent la forme d'embuscades de deux ou plusieurs hommes armés contre un, souvent désarmé. La violence était soutenue, dans un conflit d'usure. Les groupes paramilitaires républicains avaient abandonné l'objectif de battre les Britanniques sur le champ de bataille. D'ailleurs ils ne gagnaient jamais de territoire sur leurs ennemis¹¹. Ils maintenaient un niveau de violence suffisant pour rester menaçants, sans escalade vers la guerre civile. Les attaques d'envergure des années soixante-dix, destinées à infliger le plus de dégâts possibles, appartenaient désormais au passé¹². Pendant la période de 1981 à 1985 les Républicains combinèrent des « bas niveaux de violence » pour user le moral des Britanniques¹³ et la nouvelle participation aux élections, en appliquant la politique de l'Armalite et de l'urne.

Les chiffres sont parlants : sur la période étudiée l'IRA et l'INLA tuèrent cinquante-sept soldats britanniques, cinquante-sept membres de l'Ulster Defence

⁶ « For the republican, the goal of the promise land can only be attained through a complete rejection, on principle, of compromise. Compromise is defeat or surrender, it is never a path to victory.” Malachi O'Doherty, *Ibidem*. p. 20.

⁷ David McKittrick, David McVea. *Op. Cit.* pp. 149-150.

⁸ Gerard Murray, Jonathan Tonge. *Op. Cit.* p. 103.

⁹ Barry White, « From Conflict to Violence » dans John Darby; et al. *Op. Cit.* p. 181-182.

¹⁰ « Yet outright sectarian killings by the Provisional IRA, if defined as killings due to religion rather than the wearing of a police or army uniform, were not the norm and largely disappeared after 1976 [...] the movement's main targets were security personnel, not the Protestant community and that a “political war, not a sectarian war”, was being fought”. Gerard Murray, Jonathan Tonge. *Op. Cit.* p. 78

¹¹ Malachi O'Doherty, *Op. Cit.* p. 100.

¹² *Ibidem*. p. 109

¹³ *Ibid.*

Regiment¹⁴ et quatre-vingt-cinq policiers de la Royal Ulster Constabulary¹⁵. On peut ajouter à cela quatre policiers britanniques et deux officiers de prison¹⁶. Sur un total de trois cent onze décès causés par des groupes armés républicains sur ces cinq ans, cent soixante-treize étaient membres des forces de sécurité, soit un ratio d'environ 56%. Les forces armées étaient des cibles ambulantes¹⁷, tuées car accusées de collaboration avec l'ennemi britannique. Les officiers de prison étaient aussi des cibles légitimes, surtout après l'épisode des grèves de la faim. Même à la retraite, les anciens policiers et soldats étaient exposés à des menaces de mort de la part de l'IRA et de l'INLA. C'était un métier dangereux.

Pour l'IRA Provisoire et l'INLA le fait d'être membre des services de police d'Irlande du Nord revenait à admettre l'occupation britannique et à reconnaître l'existence de cette nation colonisée. Appartenir aux forces de l'ordre, c'était trahir l'Irlande en aidant l'ennemi britannique. Les « Provos » voulaient la réunion de l'Irlande par la force et l'écroulement des institutions, politiques et sécuritaires, en Irlande du Nord. Tous ceux qui collaboraient avec les Britanniques, selon la rhétorique républicaine, pouvaient être visés, y compris les gardiens et officiers de prison. Un des directeurs adjoints de la prison Maze fut exécuté par des tireurs de l'IRA chez lui devant ses enfants, le 6 mars 1984 à Belfast¹⁸. On pouvait parler de représailles, d'autant plus qu'une évasion de masse avait eu lieu à la prison six mois avant, le 25 septembre 1983. Trente-huit prisonniers appartenant à l'IRA s'étaient évadés ce jour-là, de cette prison considérée comme l'« une des plus modernes d'Europe de l'Ouest¹⁹ ». Le 17 février 1985 un officier de la prison Maze fut tué par l'IRA après la messe à Armagh, devant ses enfants. Les Républicains voulaient ainsi venger leurs dix camarades morts lors des grèves de la faim de 1981.

Lorsque l'on étudie la violence dans les articles de presse de l'époque, deux choses nous frappent. La première est la fréquence de ces actions, qui faisait de la violence le quotidien, la routine²⁰. Tous les mois ou presque de 1981 à 1985 des policiers et des soldats étaient tués par l'IRA ou l'INLA, qui revendiquaient en justifiant la violence, en

¹⁴ L'armée nord-irlandaise, régiment de l'armée britannique, créée en 1970. Connue sous l'acronyme UDR, ses membres étaient recrutés en Irlande du Nord. Elle fusionna avec Les Royal Irish Rangers en 1992 pour former le Royal Irish Regiment. David McKittrick, David McVea. *Op. Cit.* p. 385.

¹⁵ Forces de police nord-irlandaises entre 1921 et 2001, connue sous l'acronyme RUC. Elles s'appellent ensuite PSNI (Police Service of Northern Ireland). David McKittrick, David McVea. *Op. Cit.* p. 384.

¹⁶ Ces chiffres ont été obtenus grâce aux tableaux du site web <http://cain.ulst.ac.uk/sutton/selecttabs.html> consulté le 29 mars 2017 ; mais également par des recherches dans les archives de l'*Irish Times*.

¹⁷ Barry White, « From Conflict to Violence », dans John Darby; et al. *Op. Cit.* p. 196.

¹⁸ *Irish Times* du 6 mars 1984, *The Guardian* du 6 mars 1984.

¹⁹ David McKittrick, David McVea. *Op. Cit.* p. 160.

²⁰ «The IRA campaign became a routine part of life in Northern Ireland» Malachi O'Doherty, *Op; Cit.* p. 116.

disant qu'elle était nécessaire, dans un pays occupé. Après plus de dix ans de conflit, la violence faisait partie de la vie de tous les jours, les habitants s'y étaient habitués, mais elle ne mit jamais le pays à l'arrêt²¹. Une photographie provenant des archives du Belfast Telegraph témoigne parfaitement de cette volonté de continuer à vivre et à travailler malgré cette irritation permanente causée si régulièrement par les paramilitaires républicains²². On y voit les journalistes continuant de faire leur métier après un attentat qui avait touché le siège du journal. Le second élément marquant c'est le côté froid et impitoyable de ces meurtres. Dans beaucoup de cas les cibles étaient tuées devant leurs proches, leurs compagnons ou devant leurs enfants. Et la plupart du temps le Sinn Féin, vitrine politique de l'IRA, se refusait à condamner ces attaques, dans le cadre de la continuation de la politique dite « de l'Armalite et de l'urne ».

Parfois l'IRA et l'INLA menaient des opérations de plus grande envergure contre les forces de l'ordre. La plus importante de la période fut le « Bloody Thursday » du 28 février 1985, où une attaque au mortier au siège de la RUC à Newry tua neuf policiers. Il s'agissait de la plus grosse attaque de l'IRA contre la RUC depuis le début des Troubles en 1969²³. Le but de ces meurtres et de ces attentats était de maintenir l'Irlande du Nord dans un état suffisamment instable pour que les raisons de l'origine de la violence selon les Républicains, c'est-à-dire la partition de l'île d'Irlande et l'union avec le Royaume-Uni, soient remises en question. Avec la réorganisation de l'IRA en 1977 la violence devait continuer à un rythme régulier pour que à la longue les Britanniques veuillent se retirer d'Irlande d'eux-mêmes. La lutte armée était le complément de la lutte électorale, dans une guerre qui devait durer pour saper le moral de l'occupant britannique. Pour cela l'IRA et l'INLA devaient montrer qu'elles étaient encore capables de mener des opérations militaires menaçantes. L'attentat le plus grave commis par l'INLA fut la bombe placée dans une discothèque à Ballykelly, dans le comté de Derry, le 6 décembre 1982. Onze soldats furent tués. Conscient des limites de la violence « au compte-gouttes » contre les soldats et les policiers, l'un des porte-paroles de l'organisation justifia cette attaque avec cette déclaration :

²¹ "The violence has never brought ordinary life to a standstill" Barry White, « From Conflict to Violence », John Darby ; et al. *Op Cit.* p. 196.

²² Photographie datant de septembre 1976 issue du site web < <http://www.belfasttelegraph.co.uk/archive/events/bloodied-but-unbowed-its-business-as-usual-for-belfast-telegraph-despite-ira-blast-30624660.html> > consulté le 30 mars 2017.

²³ *Daily Express, Irish Times, The Guardian*, du 25 février 1985.

We believe that it is only attacks of such a nature that bring it home to the people in Britain and the British establishment. The shooting of an individual soldier, for the people of Britain, has very little effect in terms of the media or in terms of the British administration²⁴.

De telles attaques étaient rares et demandaient beaucoup d'efforts aux groupes paramilitaires, pour au final avoir peu d'impacts. Tuer beaucoup de soldats et de policiers se révéla être contre-productif²⁵, malgré la stratégie de la Longue Guerre dans laquelle le meurtre répété de soldats devait au bout du compte user la volonté des Britanniques. Les faits le prouvèrent, les soldats tués par l'IRA et l'INLA n'affaiblissaient pas la Grande-Bretagne. Ces soldats paraissaient facilement remplaçables²⁶, les bases et les casernes attaquées rebâties de façon plus solide²⁷, et tout compte fait la violence semblait vaine.

La réponse du gouvernement britannique fut une politique sécuritaire plus ferme et plus répressive. La violence engendrant la violence, les attaques répétées de l'IRA et de l'INLA envers les forces de l'ordre se retournèrent contre les membres des groupes paramilitaires. Sous l'autorité d'une Margaret Thatcher résolue à vaincre ces hommes violents²⁸, plusieurs nouvelles mesures furent introduites, visant à aider la police contre les paramilitaires. La RUC, tout d'abord, bénéficia d'armes plus perfectionnées²⁹. Une unité de surveillance spéciale fut créée au sein de cette même RUC, prenant le nom d'E4A. Ces hommes se préparaient spécialement à des confrontations directes avec l'IRA ou l'INLA. Leurs mots d'ordre étaient « vitesse, puissance de tir et agressivité³⁰ ». Ils suscitèrent la controverse en tuant six personnes, dont trois de l'IRA, deux de l'INLA et un civil, dans le comté d'Armagh, dans trois incidents en 1982³¹. Ces « incidents » furent connus sous l'expression « shoot to kill incidents », ou « tirer pour tuer ». Les policiers furent accusés d'avoir voulu tuer ces personnes sans essayer de les arrêter d'abord.

²⁴ David McKittrick, David McVea. *Op. Cit.* p. 176.

²⁵ « Certainly a huge effort was being put into killing soldiers through the development of mortars and attacks on army bases, but the low casualty rate shows how unproductive this was ». Malachi O'Doherty. *Op. Cit.* p. 111.

²⁶ «Killing soldiers was not actually weakening the British. {...} Soldiers were regarded as expendables» Shane Paul O'Doherty, dans Malachi O'Doherty, *Op; Cit.* p. 100.

²⁷ «The real effect of mortar attacks was to impose on government the expense of defending soldiers and property against attacks through the reinforcement of buildings. New bases were built with thick walls and small windows, with heavy, spring-loaded bombproof doors». Malachi O'Doherty, *Op. Cit.* p. 111.

²⁸ « It was this point that always drove Margaret most strongly – security, success against the men of violence, was her main preoccupation ». David McKittrick, David McVea. *Op. Cit.* p. 187.

²⁹ Parmi les nouvelles armes figuraient les armes de poing, les pistolets mitrailleurs Sterling, les carabines M1 et les fusils semi-automatiques. Paddy Hillyard, « Law and Order », John Darby ; et al. *Op. Cit.* p. 44.

³⁰ David McKittrick, David McVea. *Op. Cit.* p. 178.

³¹ Ces incidents eurent lieu le 11 novembre, le 24 novembre et le 12 décembre de l'année 1982, dans le même comté d'Armagh.

L'autre nouveauté inaugurée dans la première partie des années quatre-vingts en réaction à la violence paramilitaire fut l'utilisation des informateurs, ou « indics » (« supergrasses » en anglais) : des membres de la communauté nationaliste (ou unioniste) qui, en échange d'une nouvelle vie hors de l'Irlande du Nord et parfois de grosses sommes d'argent, dénonçaient certains criminels paramilitaires républicains ou loyalistes³². Il y eut jusqu'à vingt-cinq informateurs pendant la période, dont les témoignages menèrent à l'arrestation de presque six-cents suspects³³. L'informateur devint pour l'IRA l'ennemi que l'organisation ne pouvait éliminer. Cette technique, vivement contestée par le Sinn Féin comme par certains défenseurs des droits de l'homme, fut un coup dur pour l'IRA Provisoire et l'INLA³⁴, causant l'arrestation de beaucoup de ses membres.

En déplacement à Londres le 28 juillet 1983, Gerry Adams déclara que Westminster était la branche politique de l'armée britannique³⁵, se plaçant au même niveau que le gouvernement de Margaret Thatcher, qui soutenait les actions de l'armée britannique en Irlande du Nord. De cette façon il légitimait la résistance armée des Républicains de la Province, sur un ton volontairement provocateur. Lui, le leader de la branche politique, avait tout comme Mme Thatcher, une armée soutenant sa cause. Il réaffirma son soutien à l'IRA lors d'une interview pour la chaîne britannique ITV, dans laquelle, une nouvelle fois, il mit en parallèle les actions du groupe paramilitaire avec celles de l'armée britannique :

We believe the IRA has the right to use the same methods of struggle as the British army [...] we have refused consistently to condemn the IRA's operations in the media; To expect members of the Sinn Féin to condemn the IRA is like expecting Margaret Thatcher or members of the British Government to condemn the British Army³⁶.

Pour les Républicains, l'armée britannique était une force étrangère, bras armé d'un état colonisateur et impérialiste, et les groupes comme l'IRA et l'INLA devaient protéger la communauté nationaliste d'Irlande du Nord contre cet oppresseur.

³² David McKittrick, David McVea. *Op. Cit.* p. 179.

³³ *Ibidem.* P. 180.

³⁴ Barry White, « From Conflict to Violence », John Darby ; et al. *Op Cit.* p. 194.

³⁵ *Irish Times* du 28 juillet 1983.

³⁶ *Irish Times* du 16 janvier 1984.

Chapitre 2 – Victimes catholiques et civiles de la violence républicaine

1- Victimes catholiques

Les groupes armés républicains, et plus particulièrement l'IRA Provisoire, avaient se poser en défenseurs de la communauté catholique et nationaliste d'Irlande du Nord. Dans leur discours l'armée britannique, la police « collaborant » (la RUC) ainsi que les groupes paramilitaires loyalistes (comme l'UDA et l'UVF) étaient les ennemis de la communauté en lutte. Dans les ghettos les Catholiques ne devaient pas fraterniser avec l'armée. L'IRA et les autres groupes républicains étaient en théorie présents pour les protéger des abus de l'armée, qui au début des Troubles avait été brutale avec la minorité, par exemple lors du Bloody Sunday à Derry le 30 janvier 1972³⁷. Ce fut le cas aussi entre 1981 et 1985 lors d'émeutes³⁸. Les Provos et l'INLA devenaient des justiciers, se substituant aux forces de l'ordre dans des opérations de défense et de représailles contre ces mêmes forces de l'ordre ou contre les soldats britanniques. Malgré cet objectif, quand on étudie les statistiques de la violence républicaine, on s'aperçoit que cent soixante et un Catholiques furent tués entre 1981 et 1985, et sur ce total les paramilitaires républicains étaient responsables de soixante et une victimes, soit un ratio de 38%. Comment pouvaient-ils se proclamer défenseurs de la communauté alors qu'ils étaient responsables de plus d'un tiers des victimes catholiques ? Le rôle de justicier que s'était donné les Provos est plus que remis en question par cette statistique. Malachi O'Doherty explique cela avec les mots suivants :

The fact that the Provisionals killed so many Catholics themselves, and endangered their communities by drawing violent forces into further conflict with them, seems not, in the eyes of many, to qualify this simple assessment of the Provos as « defenders³⁹.

³⁷ Lors du « Bloody Sunday » du 30 janvier 1972, des soldats britanniques avaient tiré sur 26 manifestants non-armés lors d'une marche des Droits Civiques à Derry, faisant quatorze victimes.

³⁸ Entre 1981 et 1985, neuf civils catholiques, dont quatre adolescents, furent tués par des tirs de balles en plastique de la RUC ou de l'armée britannique.

Vu sur site web < <http://cain.ulster.ac.uk/issues/violence/rubberplasticbullet.htm> > consulté le 20 janvier 2017.

³⁹ Malachi O'Doherty. *Op. Cit.* p. 70.

Richard English nous rappelle que sur l'ensemble de la période des Troubles, l'IRA n'a clairement pas protégé la communauté catholique, car plus de mille Catholiques civils furent tués ; une grande partie d'entre eux par l'IRA elle-même⁴⁰.

Indirectement les groupes paramilitaires républicains mettaient en danger leur communauté en tuant des policiers et soldats protestants, ce qui aggravait le caractère sectaire de la situation dans la Province. Les paramilitaires loyalistes, eux, réagissaient aux meurtres de soldats par de la violence sectaire contre les Catholiques⁴¹. Rien que pour cette raison le caractère défensif de l'IRA trouvait ses limites⁴².

Dans la plupart des cas lorsque les groupes armés républicains avaient une cible catholique il s'agissait d'un supposé informateur. Depuis l'introduction par le gouvernement britannique de la tactique dite des « supergrasses » (informateurs) au début des années quatre-vingts, beaucoup de membres de l'IRA ou de l'INLA avaient été condamnés et emprisonnés par ces informateurs. Pour lutter contre ce nouvel ennemi de nombreux Catholiques furent assassinés par les paramilitaires républicains : dix-neuf au total entre 1981 et 1985, dont onze membres de l'IRA et de l'INLA et huit civils⁴³. Il était difficile de savoir la réelle culpabilité de ces informateurs, qui étaient soupçonnés par les groupes paramilitaires, mais avec quelles preuves⁴⁴ ? Ces meurtres étaient une menace planant sur la communauté nationaliste, rappelant à ses membres de ne jamais collaborer avec la police, faute de quoi les conséquences seraient fatales. Ainsi l'IRA inspirait plus de craintes que de respect et de soutien, et malgré un regain de popularité en 1981, correspondant aux grèves de la faim⁴⁵, les paramilitaires républicains se mirent à dos une partie de la minorité catholique de la Province en tuant ses propres membres et en détruisant des familles. Les méthodes de l'IRA pour éliminer ces cibles internes étaient ressenties par certains comme de la lâcheté. Le fait qu'ils tuaient par embuscades, à deux ou trois contre un, en évitant au maximum les échanges de tirs, ne faisaient que renforcer ce sentiment. Le vieux graffiti apparu à Belfast-Ouest en 1969, affichant les lettres IRA avec en dessous la phrase « I Ran Away » (« je me suis enfui ») semblait encore d'actualité

⁴⁰ Richard English. *Op. Cit.* p. 376.

⁴¹ “ The reality is that loyalist violence against Catholics increased as IRA violence against the police and army and commerce increased ”. Malachi O'Doherty, *Op. Cit.* p. 72.

⁴² « If defense is protection, marked by the reduction of casualties [...] then what the IRA did for the Catholic community was the precise opposite, for it plunged Catholics into a war with the British army and escalated the sectarian tensions in Belfast, putting them in danger from murderous loyalists “ Malachi O'Doherty, *Op. Cit.* p. 72.

⁴³ Chiffres vus sur le site web < <http://cain.ulst.ac.uk/cgi-bin/dyndeaths.pl> > consulté le 3 avril 2017.

⁴⁴ “In most cases there was no corroborating evidence”. David McKittrick, David McVea. *Op. Cit.* p. 179.

⁴⁵ « This has been one of the best times the IRA has ever had » David McKittrick, David McVea. *Op. Cit.* p. 170.

dans les années quatre-vingts. Dans le journal local *Andersontown News* on trouve à la rubrique nécrologie des messages issus des familles de victimes de l'IRA. Sous le nom de James Campbell, tué par l'IRA dans un pub le 9 juin 1984, on pouvait lire « 13^{ème} anniversaire de mon cher papa, assassiné par des lâches⁴⁶ ».

Une autre pratique des membres de l'IRA ternissait la réputation de l'organisation : les expéditions punitives contre les membres de la communauté aux comportements dits « antisociaux⁴⁷ ». Au sein des ghettos nationalistes il y avait des criminels tels que des trafiquants de drogues ou des voleurs de voitures (appelés « joyriders » dans le contexte de l'Irlande du Nord). Des membres de l'IRA Provisoire se chargeaient de punir ces éléments perturbateurs en usant d'une méthode qu'on pourrait qualifier de « barbare » : ils brisaient leurs rotules, soit avec des pistolets soit avec des bâtons ou des barres de fer. Cette méthode prit le nom de « kneecapping ». Ces sections punitives formaient la part la plus visible des actions du groupe paramilitaire, car les victimes n'étaient pas tuées, et pouvaient donc témoigner ensuite. La majorité de ces victimes étaient de jeunes hommes catholiques⁴⁸. Ces justiciers de l'IRA remplaçaient la police en intimidant les membres de la communauté, estimant qu'ils lui rendaient un service en remettant ces jeunes délinquants sur le droit chemin. Les familles des victimes du « kneecapping » pouvaient difficilement se plaindre de ces pratiques, car cela serait revenu à réclamer le retour de la police légale, la RUC, et donc vouloir arrêter des Républicains. Au sein de la communauté, il valait mieux ne rien dire, sous peine de s'attirer la foudre des paramilitaires chargés du maintien de l'ordre du quartier⁴⁹. Cela ne faisait que rendre l'IRA plus impopulaire.

2- Victimes civiles

Entre 1981 et 1985 les groupes paramilitaires républicains furent responsables de la mort de soixante-dix-huit civils sur trois cent onze victimes au total, ce qui représentait un ratio de 25 %⁵⁰. Ces chiffres sont étonnants car depuis la réorganisation de l'IRA en 1977 les cibles légitimes étaient militaires, ou commerciales, mais pas civiles. Leur Longue Guerre n'était pas sectaire, mais politique, comme je l'ai déjà expliqué au chapitre 1 de cette partie. Alors pourquoi autant de victimes civiles ?

⁴⁶ Malachi O'Doherty. *Op. Cit.* p. 137.

⁴⁷ Un des porte-paroles de l'IRA dira plus tard, en mai 1992 : « The IRA reserves the right to punish those people who don't desist from their Anti Social Behaviour ». *Ibidem.* p. 146.

⁴⁸ *Ibid.* p. 149.

⁴⁹ *Ibid.* p. 155.

⁵⁰ Chiffres vus sur le site web <<http://cain.ulst.ac.uk/sutton/selecttabs.html>> consulté le 30 mars 2017.

Plusieurs éléments semblent se détacher. Tout d'abord, la tactique dite des « informateurs ». Un civil devenait une cible légitime s'il trahissait l'IRA ou l'INLA aux autorités d'Irlande du Nord. Sur ces cinq ans, huit civils furent éliminés par les groupes paramilitaires républicains car ils étaient des informateurs présumés⁵¹. Les preuves détenues par les paramilitaires étaient minces, il est donc difficile de déterminer si ces victimes étaient réellement des sources d'information pour la police, ou simplement des innocents pris pour des indics.

Ensuite il y eut beaucoup de civils tués par erreur, ou présents au mauvais endroit au mauvais moment, étant victimes des dommages collatéraux des actions de l'IRA ou de l'INLA. Par exemple l'attentat de Ballykelly perpétré par l'INLA le 6 décembre 1983 ne visait que des soldats⁵² ; onze furent tués, mais avec eux six civils également. Chaque victime innocente fragilisait la légitimité de la lutte armée des organisations armées républicaines. En ce qui concerne les « erreurs », un exemple est celui de ce père de famille protestant sans liens ni avec la police ni avec les paramilitaires loyalistes, tué chez lui près de Bangor le 3 avril 1983 par l'IRA, qui s'excusera plus tard dans un communiqué⁵³. J'ai recensé six autres « erreurs » telles que celles-ci entre 1981 et 1985 dans les journaux, dont les meurtres de deux civils catholiques le 22 et 24 août 1985, pris pour des informateurs pour la RUC. Tout en revendiquant, l'IRA exprimait ses « profondes condoléances » aux familles des victimes⁵⁴. Mais toutes les condoléances du monde ne purent pas faire disparaître le fait que l'IRA et l'INLA perdaient de la crédibilité auprès de leur communauté en tuant des innocents.

Un autre évènement lié à la violence républicaine, qui ne fut ni une erreur ni un dommage collatéral, eut lieu le 20 novembre 1983 à Darkley dans le comté d'Armagh. Trois personnes, civils protestants à la sortie de l'église, furent tués par des hommes de main. Sept autres furent blessées⁵⁵. L'attentat fut revendiqué par un groupe républicain nommé Catholic Reaction Force (Force de Réaction Catholique). Sur la période c'est le seul exemple de violence républicaine purement sectaire, c'est-à-dire uniquement basée sur l'appartenance religieuse. On apprendra plus tard que la CRF était un nom de couverture de l'INLA, qui reconnaitra le 27 novembre avoir pris part à l'attaque⁵⁶. Cet attentat marqua

⁵¹ Chiffres vus sur le site web <<http://cain.ulst.ac.uk/cgi-bin/dyndeaths.pl>> consulté le 3 avril 2017.

⁵² « The INLA argued that the disco constituted a military target » David McKittrick, David McVea. *Op. Cit.* p. 176.

⁵³ *Irish Times* du 3 avril 1983.

⁵⁴ *Irish Times* du 24 août 1985.

⁵⁵ David McKittrick, David McVea. *Op. Cit.* p. 176.

⁵⁶ Site web <<http://cain.ulst.ac.uk/othel++em/chron/ch83.htm>> consulté le 20 novembre 2016.

les esprits, et la lutte armée républicaine en fut ternie, elle qui cherchait à se démarquer le plus possible des violences sectaires.

Chapitre 3 – Cibles haut placées et cibles politiques

1- Cibles haut placées

Quand l'IRA Provisoire fut réorganisée en 1977 ses leaders élargirent leur choix de cibles légitimes, ajoutant aux forces de l'ordre et aux soldats les hommes d'affaires importants, qui faisaient partie selon le discours républicain de la machine de guerre britannique⁵⁷. Ainsi William Young, homme d'affaire protestant, fut assassiné par l'IRA le 24 août 1983 à Derry⁵⁸. Il s'agissait sans doute d'un braquage ayant mal tourné ; toujours est-il que s'attaquer à des businessmen prospères s'inscrivait dans la logique républicaine de détruire tous ceux qui collaboraient avec les Britanniques. Cela avait aussi pour conséquences négatives d'effrayer les investisseurs étrangers. En effet la violence en Irlande du Nord avait des effets négatifs sur l'économie du pays, comme l'explique John Simpson⁵⁹, d'autant plus en période de récession comme ce fut le cas au début des années quatre-vingts. Le 29 avril 1984 un groupe républicain s'appelant Irish Freedom Fighters revendiqua le meurtre du businessman Thomas McGeary⁶⁰. L'IRA publia un communiqué niant son implication, mais ce fut une victime de plus pour la lutte armée républicaine.

L'IRA tenta un gros coup en novembre 1983 en kidnappant à Dublin l'homme d'affaires américain Don Tidey, cadre d'une chaîne de supermarchés. Il fut révélé plus tard que l'organisation paramilitaire avait besoin d'argent. Après une demande de rançon l'armée et la police irlandaises retrouvèrent les ravisseurs et Don Tidey le 16 décembre, mais lors de la fusillade qui s'ensuivit un soldat et un policier irlandais furent tués. Le Sinn Féin fut très embarrassé par ces meurtres, car il ne put cautionner le fait que le bras armé de son parti ait tué deux membres des forces de sécurité irlandaises⁶¹, qui n'étaient pas du tout des cibles légitimes. A ce moment précis le Sinn Féin sembla se détacher légèrement de l'IRA Provisoire.

⁵⁷ David McKittrick, David McVea. *Op. Cit.* p. 150.

⁵⁸ *Irish Times* du 24 août 1983.

⁵⁹ John Simpson « Economic Development: Cause or Effect in the Northern Irish Conflict » in John Darby; et al; *Op. Cit.* p. 79.

⁶⁰ *Irish Times* du 29 avril 1984.

⁶¹ *Irish Times* du 19 décembre 1983.

D'autres assassinats commis par l'IRA mirent le Sinn Féin dans une position délicate, comme les meurtres de représentants de la justice. Le juge William Doyle fut exécuté par l'IRA le 16 janvier 1983, qui l'accusait d'être loyaliste⁶². Le 8 avril 1984 l'IRA avait choisi comme cible le magistrat qui officiait lors du procès de Gerry Adams, Thomas Travers. Sa fille Mary, 22 ans, tomba sous les balles des Provos⁶³. En s'attaquant ainsi à la justice l'IRA semblait oublier que le Sinn Féin était rentré dans l'arène politique et ne pouvait plus se permettre d'être mêlé à de telles affaires sous peine de perdre de précieux votes.

2- Cibles politiques

Pendant ces cinq ans le Sinn Féin a toujours soutenu la lutte armée de l'IRA Provisoire. La violence de l'IRA était le produit de circonstances (la présence britannique sur le territoire irlandais) et ne pouvait cesser qu'en corrigeant ces circonstances⁶⁴. Gerry Adams alla même jusqu'à qualifier les soldats britanniques de « terroristes », que les « combattants de la liberté » de l'IRA devaient affronter : « One man's freedom fighter is another man's killer. I believe the British army and the RUC to be the terrorists and the IRA to be the freedom fighters⁶⁵ ». Cependant les liens entre le parti politique et son bras armé étaient parfois durs à discerner, et volontairement floutés par le Sinn Féin, qui ne se disait pas responsable des actions de l'IRA. La stratégie de l'Armalite et de l'urne était le fil conducteur liant le Sinn Féin et l'IRA, mais chaque organisation agissait indépendamment de l'autre. Gerry Adams se défendait toujours d'être membre de l'IRA, et il refusait d'être un porte-parole du groupe paramilitaire :

I can't speak for the IRA and I wouldn't even want to speak for the IRA, but I know that there is genuine unity among Republicans that the armed struggle on one part and the need to develop the whole political struggle within a 32-county basis, there is unity on that issue⁶⁶.

Cette unité entre l'IRA et le Sinn Féin sembla vaciller lorsque la violence républicaine se tourna vers les personnalités politiques de la Province, surtout avec le nouvel agenda électoral du Sinn Féin. Les victoires de Bobby Sands le 9 avril 1981 et d'Owen Carron le

⁶² *Irish Times* du 16 janvier 1983.

⁶³ *Irish Times* du 8 avril 1984.

⁶⁴ Malachi O'Doherty, *Op. Cit.* p. 158.

⁶⁵ *Irish Times* du 1^{er} décembre 1983.

⁶⁶ *Irish Times* du 19 décembre 1983.

20 août précipitèrent le parti républicain dans l'arène politique. Maintenant qu'ils participaient légalement aux élections, il devint plus difficile de ne pas condamner des meurtres comme celui du Révérend Bradford le 14 novembre 1981. L'homme était un député de l'UUP siégeant à Westminster. Il fut tué par des hommes de main de l'IRA, parce qu'il militait pour une politique plus dure envers l'organisation paramilitaire. Ce crime pouvait aussi être interprété comme un vengeance après les martyrs des grévistes de la faim⁶⁷.

Mais c'est durant l'année 1983 que l'Armalite de l'IRA se désolidarisa le plus du bulletin de vote du Sinn Féin avec les meurtres de deux hommes de l'UUP : Charles Armstrong le 14 novembre et Edgar Graham le 7 décembre. Il faut rappeler qu'à cet époque l'UUP était le plus important parti de la Province. L'*Irish Times* titra d'ailleurs le 24 décembre : « Apparent Breakdown in gun-ballot Strategy » (panne apparente de la stratégie de l'arme et de l'urne) : « This December will go down as the month in which the relationship between the Provisional IRA's Armalite and Sinn Féin's ballot-box strategy showed the most serious sign to date of turning sour⁶⁸ ».

Quel message le Sinn Féin envoyait à ses nouveaux rivaux électoraux en ne condamnant pas les meurtres commis par le bras armé du parti, envers des potentiels adversaires lors de futurs suffrages ? Mener le Sinn Féin à des victoires électorales en supprimant ses rivaux ? L'IRA avait même dans le viseur le rival le plus sérieux du parti républicain, à savoir John Hume⁶⁹.

De façon plus générale la continuation de la violence républicaine pesait sur les ambitions électorales du Sinn Féin. La preuve étant que le parti plafonna à partir de l'élection générale de 1983 et de son score de 13,4%. Lors des élections suivantes le parti perdit des voix, avec 13,3% aux européennes de 1984 et 11,8% aux élections locales de 1985⁷⁰. Le paradoxe étant que les leaders du parti continuèrent de cautionner cette stratégie de l'Armalite et de l'urne alors qu'elle leur coutait des voix, comme l'observe Malachi O'Doherty :

The paradox at the heart of the « long war » strategy was that it had significant political drawbacks, yet it sought to consolidate a political programme. It was trying to support the growth of Sinn Féin and yet its

⁶⁷ David McKittrick, David McVea. *Op. Cit.* p. 170.

⁶⁸ *Irish Times* du 24 décembre 1983.

⁶⁹ « It was in the early eighties, as Sinn Féin's political growth accelerated, according to Sean O'Callaghan and Suzanne Breen, that the IRA contemplated killing John Hume ». Malachi O'Doherty. *Op. Cit.* p. 114.

⁷⁰ Voir l'annexe 1 pour les résultats des élections.

violence was costing the party votes. [...] The question remains, however, which element of the “total strategy” was so valuable, through the 80’s, that it was worth sacrificing votes for⁷¹.

Gerry Adams lui-même l’admit dans l’*Irish Times* du 22 juin 1984⁷² : certaines actions de l’IRA firent diminuer le vote pour le Sinn Féin. Conscient de l’impopularité grandissante d’une lutte armée où mouraient beaucoup de civils et d’innocents, Adams tenta de recentrer le combat de l’organisation paramilitaire : « that revolutionary force must be controlled and disciplined so that it is clearly seen as a symbol of our people’s resistance⁷³ ». Il demanda à l’IRA « d’affiner ses opérations » pour empêcher « tout conflit entre ce que l’on est en train de faire et ce qu’ils sont en train de faire⁷⁴ ». Pour la première fois le leader du Sinn Féin se permit de critiquer l’IRA pour que le parti continue à progresser.

En soutenant la lutte armée le Sinn Féin s’isolait considérablement sur l’échiquier politique nord-irlandais. Le parti n’avait jamais aussi bien porté son nom (Sinn Féin signifiant « ourselves » « nous⁷⁵ »). Il était le seul à défendre des actes de plus en plus indéfendables, et ne pouvait former aucune alliance à cause du soutien à la violence. Dans le même temps le SDLP continuait à défendre sa volonté de réussir pacifiquement à trouver un nouvel accord politique pour la Province. Comme le dit Richard English la plupart des Nationalistes d’Irlande du Nord refusaient la violence :

For while the INLA and rival IRAs were killing people, other Irish nationalists – far more in fact – spent the 1970s and 1980s supporting more peaceful and conciliatory forms of struggle in Northern Ireland. Pre-eminent here was the SDLP⁷⁶.

D’ailleurs le SDLP avait dès 1979 déclaré son aversion pour la violence républicaine :

We wish to reiterate again our utter revulsion at the acts of murder and carnage carried out by the Provisional IRA. We are confident that our sense of revulsion, outrage and shame is shared by the mass of the Irish

⁷¹ Malachi O’Doherty. *Op. Cit.* p. 114.

⁷² Le titre de l’article était « Killing may have cut vote – Adams ».

⁷³ *Irish Times* du 22 juin 1984.

⁷⁴ Gerard Murray, Jonathan Tonge. *Op. Cit.* p. 154.

⁷⁵ “If, politically, it was still “ourselves”, there was a recognition by Sinn Féin and the PIRA that, in propaganda terms, reliance upon “ourselves” offered a mere cul-de-sac”. *Ibidem.* p. 108.

⁷⁶ Richard English. *Op. Cit.* p. 387.

people. Who would want to live in an Ireland created by people who are capable of such acts⁷⁷?

Les hommes de l'IRA n'en cependant avait pas fini avec la violence, et une fois de plus ils l'amènèrent sur le territoire britannique.

Chapitre 4 – Attentats en Angleterre

1- Le traitement des attentats en Angleterre dans la presse britannique

Durant les années soixante-dix l'IRA avait déjà frappé en Angleterre, notamment à Birmingham le 21 novembre 1974 où des bombes explosèrent dans des pubs, tuant vingt-et-une personnes. Le 5 novembre de la même années deux autres bombes placées par l'IRA à Guildford, dans le Surrey au sud de l'Angleterre, tuèrent cinq personnes. Les attentats hors de l'Irlande du Nord avaient plus d'impact, en termes de propagande, que ceux en Irlande du Nord, bien qu'elles nécessitassent plus d'organisation et de moyens logistiques.

Sur les cinq ans de la période étudiée, la première attaque revendiquée par l'IRA sur le sol anglais eut lieu le 10 octobre 1981 à Londres. Une bombe contrôlée à distance explosa dans un van près d'une caserne de l'armée, faisant deux victimes civiles. Un peu plus tard le 26 octobre l'IRA fit exploser une bombe au Wimpy Bar à Londres, faisant une victime, le policier chargé du désamorçage. Le *Daily Express* parla de « West End Bomb Blitz⁷⁸ », exagérant l'importance de l'attentat. Dans ce même journal les membres de l'IRA responsables de l'attaque étaient qualifiés de « lâches ». Le policier décédé devenait de suite un « héros⁷⁹ ». Il faut noter qu'un homme avait téléphoné pour avertir où était la bombe.

Le premier attentat d'envergure commis par l'IRA eut lieu à Londres le 20 juillet 1982. Deux attaques ; l'une à Hyde Park, l'autre à Regent's Park, tuèrent onze soldats, ce qui constitua l'une des plus grosses pertes militaires des Troubles pour les britanniques⁸⁰. Dans la presse britannique ces attaques choquèrent, car elles étaient dirigées envers les soldats et la monarchie : le *Daily Express* parla de « Blitz sur l'armée de la reine » et de « coups

⁷⁷ *Ibidem.* p. 397.

⁷⁸ *Daily Express* du 27 octobre 1981.

⁷⁹ *Ibidem.*

⁸⁰ David McKittrick, David McVea. *Op. Cit.* p. 174.

portés à la Grande-Bretagne et à la reine⁸¹ ». Les journalistes anglais expliquèrent que c'était la capture du terroriste Gerrard Tuite qui avait causé l'attaque, ainsi qu'une volonté de se venger de la période des grèves de la faim. Ils ne mentionnaient nulle part le vide politique en Irlande du Nord et l'instabilité de la Province. Étrangement, c'est un cheval qui devint le héros de cette journée sanglante. En plus des onze victimes humaines, sept chevaux périrent dans l'attaque, ce qui était selon le journaliste anglais « aussi dur à voir que de voir des hommes mourir⁸² ». Un cheval ayant survécu, nommé Sefton, devint un symbole de la lutte anti-terroriste⁸³. Dans le *Sun* on pouvait lire le lendemain de l'attentat : « Sefton – The horse they couldn't kill⁸⁴ » (Sefton, le cheval qu'ils ne purent tuer). Les hommes de l'IRA étaient présentés comme tellement cruels qu'ils tuaient même les animaux⁸⁵. Le cheval, blessé, mais toujours vivant, représentait également la Grande-Bretagne face à l'IRA : souffrant mais ne pliant jamais face à la violence des terroristes qui lui était imposée, sans l'avoir causé en aucun cas⁸⁶.

Le 17 décembre 1983 une voiture piégée par l'IRA explosa à l'extérieur du magasin Harrods à Londres, faisant six victimes, trois policiers et trois civils, et quatre-vingt-dix blessés. L'attentat commis un samedi huit jours avant Noël avait clairement un but économique, de toucher au cœur de la société de consommation britannique, faisant partie de la « machine de guerre » selon le discours républicain. Dans la presse le *Daily Express* parla de « crime contre Noël » et d « affront de l'IRA⁸⁷ ». Titrant « Debris of death » (les débris de la mort) le journal tabloïd anglais décrivit le « chaos » régnant après l'attaque, dans la rue un « nuage de terreur » s'élevait de la voiture explosée. Tout en insistant sur l'acte ignoble des terroristes les journalistes voulaient également montrer leur détermination en plaçant à côté de l'article une publicité du magasin Harrods, près duquel l'attaque avait eu lieu, disant qu'il restait ouvert dans une logique du « business as usual⁸⁸ » (les affaires comme d'habitude). Une façon de montrer que le peuple anglais n'avait pas peur et restait debout face à l'IRA.

Mais l'attaque qui eut le plus d'impacts en Angleterre durant la période fut l'attentat de l'hôtel de Brighton le 12 octobre 1984. Une conférence du parti conservateur avait lieu là-

⁸¹ *Daily Express* du 21 juillet 1982.

⁸² *Ibidem*.

⁸³ David McKittrick, David McVea. *Op. Cit.* p. 174.

⁸⁴ Liz Curtis, *Op. Cit.* p. 117.

⁸⁵ *Ibidem*.

⁸⁶ « It was as if the horse had become a symbol of the British body politic, grievously injured through no fault of its own by savage outsiders, but battling through to survival despite the odds » *Ibid.*

⁸⁷ *Daily Express* du 19 décembre 1983.

⁸⁸ *Ibidem*.

bas. La cible principale de l'IRA était le Premier Ministre Margaret Thatcher. La bombe qui explosa ce matin-là rata cette cible, mais tua cinq personnes, dont un député (Anthony Barry), un membre du parti conservateur (Eric Taylor) et trois épouses d'hommes politiques conservateurs (Mmes Wakeham, Shattock et MacLean.). Le *Daily Express* titra « à l'intérieur de l'hôtel de l'horreur » avec en sous-titre « les victimes innocentes des brutes terroristes de l'IRA⁸⁹ ». Le journaliste insista sur le choc causé par l'attaque, et également sur le sentiment étrange ressenti par Margaret Thatcher, qui déclara juste après avoir rendu visite aux victimes que cet acte était « plus bizarre que de la fiction ». L'article est plein d'éloges pour les victimes et se range clairement du côté des conservateurs et de Margaret Thatcher. L'auteur est admiratif de l'attitude du Premier Ministre, qui est restée calme pendant l'attaque, et également très « élégante, parfaitement habillée ». Cette dernière déclara ensuite avec aplomb et ténacité que « la démocratie triomphera » des terroristes.

D'une façon générale dans les journaux britanniques, le conflit nord-irlandais était présenté en des termes très manichéens, les Républicains qualifiés de « mauvais » et les Britanniques jugés « bons ». L'IRA et l'INLA étaient des « terroristes », des « gangsters » ou des « voyous⁹⁰ ». L'armée britannique « abattait » des terroristes, tandis que l'IRA ou l'INLA « assassinait ». Les membres de l'IRA ou l'INLA étaient souvent présentés comme des lâches, comme par exemple dans l'édition du 27 avril 1981 du *Daily Express*⁹¹. Les médias britanniques parlaient d'Ulster, comme les unionistes et les loyalistes, alors que les Républicains parlaient des « Six Comtés ». Il faut également souligner que les journaux britanniques rapportaient constamment la violence des groupes paramilitaires républicains, mais ne mentionnaient pratiquement jamais ni les paramilitaires loyalistes, ni la situation politique en Irlande du Nord. Mis à part l'élection de Bobby Sands à Westminster tous les articles parlaient des terroristes de l'IRA ou de l'INLA. Je n'ai pas vu d'articles à propos de Gerry Adams, ou de John Hume.

⁸⁹ *Daily Express* du 13 octobre 1984.

⁹⁰ Liz Curtis. *Op. Cit.* p. 128.

⁹¹ Le titre de l'article à la une était « You Damned Cowards » (bande de lâches).

2- Les limites de ces attentats et la lassitude britannique

Des attaques de l'IRA sur le sol anglais pendant la période, celle qui fut le plus préjudiciable à la cause républicaine fut l'attentat d'Harrods le 17 décembre 1983. Déjà embarrassé au même moment par le kidnapping de l'homme d'affaire Don Tidey qui avait mené à la mort d'un soldat et d'un policier de la République, le Sinn Féin eut du mal à justifier les trois civils tués par l'explosion à Londres. Selon les sources de l'IRA, l'attaque n'avait pas été autorisée car l'avertissement était insuffisant⁹². Malgré les excuses de Gerry Adams, il fut même question d'interdire le Sinn Féin après l'attentat, ce qui aurait été un coup dur car le parti était en train de surfer sur ses progrès électoraux. La proposition, émanant du cabinet de Margaret Thatcher, était soutenue par les partis unionistes d'Irlande du Nord ainsi que par Charles Haughey du Fianna Fail dans la République⁹³. Le Sinn Féin commença à perdre du terrain sur le SDLP lors des scrutins après Harrods, comme si même les électeurs étaient las de la violence.

Quand on voit la façon dont les journaux britanniques rapportaient la violence républicaine, on se rend bien compte qu'après plus de quinze ans de conflit cette violence n'amenait rien de bon, à part la crainte britannique envers toute la cause nationaliste. Les attentats sur le sol britannique rappelaient au gouvernement de Westminster que la Longue Guerre de l'IRA n'était pas finie et qu'elle se prolongerait sans doute tant que la situation était bloquée. Les articles de l'époque témoignent d'une certaine lassitude britannique envers les actions de l'IRA, et envers l'Irlande du Nord en général, qui en plus d'être une province en difficulté sur le plan économique, était une source d'embarras pour la Grande-Bretagne par rapport au reste du monde⁹⁴ qui voyait la violence perdurer sans autre réaction britannique que l'obstination et la répression. La Grande Bretagne était lasse de ce conflit qui allait droit vers l'impasse⁹⁵.

L'attentat de Brighton du 12 octobre 1984 fut également un échec pour les Républicains, car ils voulaient tuer des ministres et Margaret Thatcher. Des ministres furent seulement blessés et Margaret Thatcher en sortit indemne, mais il provoqua cependant des ondes de choc dans toute la Grande-Bretagne et en Irlande⁹⁶. Il mit la pression sur le Premier Ministre, à travers un message revendiquant l'attentat :

⁹² Site web < <http://cain.ulst.ac.uk/cgi-bin/dyndeaths.pl> > consulté le 5 avril 2017.

⁹³ *Irish Times* du 19 décembre 1983.

⁹⁴ Richard English. *Op. Cit.* p. 381.

⁹⁵ « This produced a sense a war-weariness [...] a strategy of veto had been employed but had produced fatigue and deadlock ». Malachi O'Doherty. *Op. Cit.* pp. 115-116.

⁹⁶ David McKittrick, David McVea. *Op. Cit.* p. 189.

The IRA claims responsibility for the detonation of 100lb of gelignite in Brighton against the British Cabinet and Tory warmongers. Mrs Thatcher will now realise that Britain cannot occupy our country and torture our prisoners and shoot our people on their own street and get away with it. Today we were unlucky, but remember we only have to be lucky once-you will have to be lucky always. Give Ireland peace and there will be no war⁹⁷.

L'attaque semblait avoir plusieurs motivations : déstabiliser les relations anglo-irlandaises et les efforts faits par le rival politique le SDLP pour atteindre un accord constitutionnel en Irlande du Nord⁹⁸, ou encore se venger de dix hommes morts des grèves de la faim de 1981⁹⁹. Il provoqua une réponse de la part de Margaret Thatcher : beaucoup pensent en effet que l'Accord Anglo-Irlandais de 1985 fut signé par le Premier Ministre britannique en partie à cause de la pression causée par cet attentat¹⁰⁰. En effet le gouvernement britannique ne pouvait plus ignorer l'urgence d'une nouvelle loi pour tenter de régler l'instabilité en Irlande du Nord après les attaques sur le sol anglais.

⁹⁷ *Irish Times* du 13 octobre 1984.

⁹⁸ Gerard Murray, Jonathan Tonge. *Op. Cit.* p. 134.

⁹⁹ *Ibidem.*

¹⁰⁰ Malachi O'Doherty. *Op. Cit.* p. 98.

Partie 3

L'accord Anglo-Irlandais de 1985 : contexte proche et conséquences

Chapitre 1 – L'internationalisation du conflit

Depuis 1974 et l'accord de Sunningdale, qui s'était soldé par un échec, plus rien n'avait été tenté politiquement en Irlande du Nord (excepté la « dévolution progressive » de James Prior et le rétablissement de l'assemblée en 1982, qui elles même n'apportèrent rien de nouveau, car les Nationalistes refusèrent d'y siéger). La guerre de propagande entre le gouvernement britannique et les Républicains pendant les grèves de la faim de 1981 attirèrent des yeux étrangers sur le conflit nord-irlandais. La mort de Bobby Sands, en particulier, eut une portée internationale énorme, selon les mots de Gerry Adams¹.

1- Aux Etats-Unis

Il y avait à l'époque, et c'est le cas encore aujourd'hui, une importante communauté irlandaise aux Etats-Unis. Cette communauté formait un lobby, un groupe de pression, ayant des moyens logistiques et financiers. Après le Bloody Sunday de 1972 certains irlando-américains adoptèrent une position radicale envers la Grande-Bretagne, comme le sénateur Edward Kennedy, qui demanda un retrait immédiat des troupes britanniques d'Irlande du Nord et une réunification de l'île d'Irlande². John Hume, le leader du SDLP, souhait que la Grande-Bretagne subissent une pression de la part d'acteurs internationaux. Il voulait également à tout prix empêcher ces irlando-américains de supporter la lutte armée de l'IRA Provisoire. Il se rendit donc aux Etats-Unis et réussit à convaincre la plupart, car en 1985 la Maison Blanche adopta les idées du SDLP et rejeta le « Nationalisme romantique » antibritannique :

The main impact of Hume in America was his ability to moderate Irish-American ideas of romantic nationalism based on anti-Britishness, so that the politics on non-violent nationalism could be understood. Hume "internationalized" the Northern Ireland problem, so that from 1985 the White House, insofar as it took a stance on Northern Ireland, adopted the principal arguments of the SDLP³.

Plusieurs organisations irlando-américaines existaient aux Etats-Unis. L'une d'entre elles se nommait Irish National Caucus, fondé en février 1974. Le but de ce groupe

¹ « The death of Sands had greater international impact than any other event in Ireland in my lifetime » David McKittrick, David McVea. *Op. Cit.* p. 167.

² Gerard Murray, Jonathan Tonge. *Op. Cit.* p. 86.

³ *Ibidem.* p. 89.

était de mobiliser aux Etats-Unis des forces œuvrant pour la justice et la paix en Irlande. L'Irish National Caucus était à l'origine d'une initiative appelée « MacBride Principles » (les principes de MacBride) lancée en 1984, qui devait installer des sociétés américaines en Irlande du Nord sans aucune discrimination envers les Catholiques⁴. Le Sinn Féin supporta cette initiative, et John Hume la rejeta, car selon lui elle empêchait les investissements étrangers en Irlande du Nord⁵. Face aux progrès du Sinn Féin dans les urnes le SDLP appela le Parti Démocrate américain, pour l'aider à élargir sa base politique⁶. Une association nommée « The Friends of Ireland », créée aux Etats-Unis le 17 mars 1981, soutenait le programme du SDLP et sa recherche d'un accord politique pour la Province⁷, et le rejet de la violence. John Hume a joué un rôle non-négligeable aux Etats-Unis en parvenant à persuader la majorité des irlando-américains à suivre son parti plutôt que le Sinn Féin⁸. L'administration Reagan a même soutenu le travail effectué pour le Forum pour une Irlande nouvelle en 1984⁹.

Il y avait aussi des supporters des Républicains aux Etats-Unis. La plus importante organisation soutenant le Sinn Féin et l'IRA Provisoire était l'Irish Northern Aid Committee, ou NORAIID. Fondée aux Etats-Unis en 1970, elle fournissait l'IRA Provisoire en matériel et en armes. Bien qu'elle l'ait toujours nié, l'organisation était accusée d'aider activement l'IRA Provisoire¹⁰. Ses membres incarnaient le « Nationalisme romantique » cité un peu plus haut, étant partisans d'un groupe armé sans connaître les complexités du conflit nord-irlandais¹¹. En août 1983 une délégation du NORAIID visita l'Irlande du Nord, invitée par le Sinn Féin. Dans un entretien à l'*Irish Times* le leader de la délégation Martin Galvin disait que le soutien à la cause républicaine était de plus en plus important aux Etats-Unis¹². Un an plus tard le 13 août 1984 ce même Martin Galvin se fit arrêter par la RUC lors d'une marche du Sinn Féin, car il n'avait pas le droit de se rendre en Irlande du Nord¹³. Une autre organisation était soupçonnée de liens avec l'IRA Provisoire : l'American Ancient Order of Hibernians (AAOH). C'est elle qui organisait la

⁴ Kevin McNamara « Give us Another MacBride Campaign » in Marianne Elliott. *Op. Cit.* p. 79.

⁵ Gerard Murray, Jonathan Tonge. *Op. Cit.* p. 89.

⁶ *Ibidem.* p. 87.

⁷ Richard English. *Op. Cit.* p. 393.

⁸ « it's vital to grasp how important a role Hume played in these years in furthering a northern nationalism based on consent rather than coercion ». *Ibidem.* p. 394

⁹ Gerard Murray, Jonathan Tonge. *Op. Cit.* p. 92.

¹⁰ Vu sur le site web < <http://cain.ulst.ac.uk/othelem/organ/iorgan.htm#noraid> > consulté le 6 avril 2017.

¹¹ Gerard Murray, Jonathan Tonge. *Op. Cit.* p. 99.

¹² *Irish Times* du 8 août 1983.

¹³ *Irish Times* du 13 août 1984.

parade de la Saint Patrick tous les ans à New York. Elle a essuyé plusieurs controverses en soutenant certains membres de l'IRA¹⁴.

2- En Grande-Bretagne

Ken Livingstone, surnommé « Red Ken », faisait partie de l'aile gauche du Parti Travailliste britannique. Il était le chef du Greater London Council¹⁵ de 1981 à 1983. En décembre 1982 il suscita la polémique en invitant à Londres une délégation Sinn Féin menée par Gerry Adams¹⁶. Il fut aussitôt réprimandé par le leader de son parti Michael Foot¹⁷. La rencontre ne se pouvait pas se faire à Londres car les membres du Sinn Féin étaient interdits de séjour en Grande-Bretagne¹⁸. Le Sinn Féin invita donc Ken Livingstone à Belfast, où il se rendit fin février 1983. Il se déclara favorable à une Irlande unie¹⁹. Après trois jours il dit même que le Sinn Féin avait changé, que selon lui ils se détachaient de plus en plus de la lutte armée de l'IRA Provisoire²⁰. Le 8 mai 1983, lors d'un rassemblement pour le deuxième anniversaire de la mort de Bobby Sands, il annonça que selon lui les troupes britanniques auraient quitté l'Irlande d'ici dix ans²¹. Plus tard dans l'année, le 13 décembre, il déclara à Dublin que l'armée britannique devait se retirer d'Irlande du Nord au plus vite²².

Un groupe créé en 1973 dans l'ouest de Londres militait pour le retrait des troupes britanniques d'Irlande du Nord, et pour le droit du peuple irlandais à l'auto-détermination. Il se nommait Troops Out Movement. Il réussit à attirer dans ses rangs certains députés. Il présentait ses idées ainsi :

The Troops Out Movement is made up of people who believe the cause of all conflict in the north of Ireland is the continuing British presence there, both military and political. We believe that the British troops are in Ireland not as peacekeeping force, but in order to maintain British rule.

¹⁴ Vu sur le site web < <http://cain.ulst.ac.uk/othelem/organ/aorgan.htm> > consulté le 6 avril 2017.

¹⁵ Le Conseil du Grand Londres ; c'était le corps administratif le plus élevé du gouvernement local pour le Grand Londres.

¹⁶ *Irish Times* du 6 décembre 1982.

¹⁷ *Ibidem*.

¹⁸ *Irish Times* du 8 décembre 1982.

¹⁹ *Irish Times* du 26 février 1983.

²⁰ *Irish Times* du 1^{er} mars 1983.

²¹ *Irish Times* du 8 mai 1983.

²² *Irish Times* du 13 décembre 1983.

Britain's presence in Ireland is the most serious obstacle to a lasting peace with justice²³.

3- En Europe

John Hume pensait bénéficier du fait que l'Irlande du Nord, en faisant partie de la Communauté Economique Européenne (à partir de 1973), n'était plus juste une partie du Royaume-Uni, mais faisait partie de l'Europe²⁴. Il faisait passer au parlement européen ses idées sur une Irlande unie²⁵. Le fait d'être membre de la Communauté Européenne remettait en cause, selon Hume, l'idée que la Grande Bretagne avait des intérêts impériaux et coloniaux en maintenant l'Irlande du Nord dans le Royaume-Uni²⁶. Grâce aux efforts de John Hume, en 1980 le Parlement Européen accorda un financement de soixante-trois millions de livres à l'Irlande du Nord²⁷. En 1984 le problème nord-irlandais était au programme des discussions européennes et un homme politique danois, Neils Haagerup, fit un rapport sur la crise politique en Irlande du Nord, publié en mars 1984²⁸.

4- Ailleurs

L'IRA Provisoire avait besoin de renouveler son arsenal militaire assez régulièrement. La Libye leur en fournissait au début des années soixante-dix. Ce partenariat cessa puis reprit en 1984 lorsque les relations entre le colonel Kadhafi²⁹ et la Grande-Bretagne se détériorèrent³⁰. Les nouvelles armes incluaient plus de mille fusils d'assaut de type AK-47 (kalachnikovs), quatre tonnes d'explosif plastique Semtex, soixante mitrailleuses légères et vingt-cinq mitrailleuses lourdes³¹. Ainsi armée l'IRA Provisoire était l'une des organisations secrètes les mieux équipées du monde³²

D'autres organisations, comme l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP), ou l'ETA basque, tissèrent des liens solides avec l'IRA Provisoire³³.

²³ Richard English. *Op. Cit.* p. 394.

²⁴ Gerard Murray, Jonathan Tonge. *Op. Cit.* p. 94.

²⁵ *Ibidem.*

²⁶ *Ibid.* p. 95.

²⁷ *Ibid.* p. 95

²⁸ *Ibid.*

²⁹ Chef d'état de la Libye de 1969 à 2011.

³⁰ David McKittrick, David McVea. *Op. Cit.* p. 198.

³¹ Malachi O'Doherty. *Op. Cit.* p. 101.

³² David McKittrick, David McVea. *Op. Cit.* p. 198.

³³ Gerard Murray, Jonathan Tonge. *Op. Cit.* p. 100.

Cette internationalisation du conflit mettait la pression sur les gouvernements britanniques et irlandais, qui semblaient obligés de se mettre à la table des négociations pour trouver un accord sur la situation en Irlande du Nord.

Chapitre 2 – Termes de l'accord et ses objectifs

L'Accord Anglo-Irlandais fut signé par les gouvernements anglais et irlandais le 15 novembre 1985 à Hillsborough, dans le comté de Down. Il avait un caractère historique³⁴, redéfinissant les relations anglo-irlandaises dans le but d'apaiser les tensions en Irlande du Nord.

1- Termes de l'accord

L'accord contenait à l'origine treize articles. Le premier concernait le statut de l'Irlande du Nord, et réaffirmait le principe de consentement, c'est-à-dire le fait qu'aucun changement constitutionnel ne serait fait en Irlande du Nord sans le consentement d'une majorité de sa population. L'appartenance de la Province au Royaume-Uni restait inchangée :

The two Governments:

- (a) affirm that any change in the status of Northern Ireland would only come about with the consent of a majority of the people of Northern Ireland;
- (b) recognise that the present wish of the majority of the people is for no change in the status of Northern Ireland
- (c) declare that, if in the future a majority of the people of Northern Ireland clearly wish for and formally consent to the establishment of a united Ireland, they will introduce and support in the respective Parliaments legislation to give effect to that wish³⁵.

Cette clause était déjà présente dans l'Accord de Sunningdale en 1973 mais elle avait été imprimée dans des déclarations séparées, alors que cette fois-ci les deux gouvernements britanniques et irlandais l'avaient signé conjointement. Ceci constituait déjà un progrès³⁶.

L'article 2 de l'accord prévoyait la création d'une conférence intergouvernementale composée de ministres de Londres et de Dublin, chargée de traiter des affaires du Nord en matière de politique, de sécurité, de justice et de coopération transfrontalière³⁷. Cet article

³⁴ David McKittrick, David McVea. *Op. Cit.* p. 189.

était le plus important de l'accord, mais également le plus controversé, car il donnait pour la première fois un rôle consultatif à la République d'Irlande dans les affaires du Nord :

The United Kingdom Government accept that the Irish Government will put forward views and proposals on matters relating to Northern Ireland within the field of activity of the Conference in so far as those matters are not the responsibility of a devolved administration in Northern Ireland. In the interest of promoting peace and stability, determined efforts shall be made through the Conference to resolve any differences³⁸.

Le « champ d'action » de la conférence était assez large, et sans donner à la République d'Irlande des pouvoirs exécutifs³⁹, cet article lui donnait des moyens réels d'influer sur le système nord-irlandais.

L'article 3 garantissait la tenue d'un secrétariat pour la conférence, où se réuniraient à Maryfield, dans la banlieue est de Belfast, des fonctionnaires irlandais et anglais.

L'article 4 du document stipulait clairement qu'une dévolution des pouvoirs était souhaitable en Irlande du Nord à condition qu'elle soit partagée entre les représentants des deux communautés : « Both governments recognise that devolution can be achieved only with the co-operation of constitutional representatives within Northern Ireland of both traditions there⁴⁰ ». Cette phrase sous-entendait la réintroduction du principe de partage des pouvoirs entre les Unionistes et les Nationalistes. La conférence et l'accord seraient supprimés en cas de dévolution des pouvoirs de Westminster à Belfast, c'est-à-dire en cas d'accord futur entre le SDLP et les Unionistes pour former un gouvernement basé sur le partage des pouvoirs⁴¹.

Au début de l'article 4 l'accent était mis sur la coopération entre les gouvernements britanniques et irlandais afin d'œuvrer pour l'égalité des droits, pour la paix et pour lutter contre le terrorisme en Irlande du Nord :

The Irish Government and the United Kingdom Government work together

³⁵ Anglo-Irish Agreement, vu dans Marianne Elliott, *Op. Cit.* p. 229 ; et sur le site web < <http://cain.ulst.ac.uk/events/aia/aiadoc.htm> > consulté le 10 mars 2016

³⁶ David McKittrick, David McVea. *Op. Cit.* p. 189.

³⁷ Anglo-Irish Agreement, Article 2, vu dans Marianne Elliott, *Op. Cit.* p. 229 ; et sur le site web < <http://cain.ulst.ac.uk/events/aia/aiadoc.htm> > consulté le 10 mars 2016.

³⁸ Anglo-Irish Agreement, Article 2, voir Annexe 2.

³⁹ David McKittrick, David McVea. *Op. Cit.* p. 189.

⁴⁰ Anglo-Irish Agreement, Article 4 (c), voir Annexe 2.

⁴¹ Vu sur le site web < <http://cain.ulst.ac.uk/events/aia/describe.htm> > consulté le 21 avril 2017.

- (i) for the accommodation of the rights and identities of the two traditions which exist in Northern Ireland; and
- (ii) for peace, stability and prosperity throughout the island of Ireland by promoting reconciliation, respect for human rights, co-operation against terrorism and the development of economic, social and cultural co-operation⁴².

La coopération en termes de sécurité était renforcée par les articles 7 et 9. L'article 7 concernait les politiques de sécurité, les relations entre les forces de police et la communauté, et la nouvelle politique à adopter dans les prisons⁴³. L'article 9 insistait sur la coopération transfrontalière en matière de sécurité, entre la police irlandaise (la Garda Síochána) et la RUC pour lutter entre autres contre le terrorisme :

With a view to enhancing cross-border co-operation on security matters, the Conference shall set in hand a programme of work to be undertaken by the Commissioner of the Garda Síochána and the Chief Constable of the Royal Ulster Constabulary⁴⁴.

Les articles 4 à 10 de l'accord donnaient de nouveaux pouvoirs à la République d'Irlande concernant l'Irlande du Nord. Le gouvernement irlandais se voyait même chargé de veiller sur les intérêts de la communauté minoritaire nationaliste de l'Ulster. Il était écrit dans l'article 5 (c) de l'accord : « the Irish Government may, where the interests of the minority community are significantly or especially affected, put forward views on proposals for major legislation and on major policy issues⁴⁵ ». On pouvait déjà lire dans l'article 4, à propos de la dévolution, que le gouvernement irlandais pouvait soumettre des propositions « dans la mesure où elles étaient liées aux intérêts de la communauté minoritaire⁴⁶ ». Dans ce nouveau rôle de « garant des droits et des traditions des nationalistes du Nord⁴⁷ », le gouvernement de la République pouvait même agir contre les discriminations envers les Catholiques de la Province, dans le cadre de la conférence, comme il était indiqué dans l'article 5 (a) : « The Conference shall concern itself with measures to recognise and accommodate the rights and identities of the two traditions in Northern Ireland, to protect human rights and to prevent discrimination ». Cet article rappelle le paragraphe 4.15 du rapport du Forum pour une Irlande nouvelle : « the starting point of genuine reconciliation

⁴² Anglo-Irish Agreement, Article 4 (a), voir Annexe 2.

⁴³ *Ibidem*.

⁴⁴ *Ibid.*

⁴⁵ *Ibid.*

⁴⁶ *Ibid.*

⁴⁷ Gerard Murray, Jonathan Tonge. *Op. Cit.* p. 137.

and dialogue is mutual recognition and acceptance of the legitimate rights of unionists and nationalists ». L'article 10 de l'accord voulait promouvoir le développement économique et social de l'Irlande en faisant appel à un fonds international⁴⁸.

Les termes de l'accord reprenaient les idées mises en avant en 1984 par le Rapport du Forum pour une Irlande Nouvelle, notamment celles de l'autorité jointe entre Dublin et Londres et l'acceptation officielle de l'aliénation de la communauté nationaliste d'Irlande du Nord⁴⁹. Le travail du SDLP avait donc porté ses fruits malgré le rejet du Rapport par Mme Thatcher en novembre 1984. Un an après les discussions anglo-irlandaises se basèrent sur le rapport du Forum, qui menèrent à la signature de l'accord⁵⁰. En résumé l'accord proposait des solutions au conflit en agissant sur trois niveaux différents⁵¹ : d'abord sur les deux communautés d'Irlande du Nord, dans l'article 5 (a) ; ensuite sur les relations entre le Nord et le Sud, dans les articles 9 et 10 ; et enfin sur la collaboration entre la République et la Grande-Bretagne dans les articles 4, 7 et 8. L'accord reconnaissait que le conflit nord-irlandais ne pouvait pas être résolu uniquement dans la Province, mais avec l'aide de la Grande-Bretagne et de la République d'Irlande⁵². Pour la première fois la dimension irlandaise était prise en compte par le gouvernement britannique dans une loi, et la minorité nationaliste d'Irlande du Nord était entendue.

2- Objectifs de l'accord

L'accord anglo-irlandais signé en novembre 1985 avait plusieurs objectifs. Le document devait rétablir un semblant de stabilité en Irlande du Nord, après plusieurs années de violences paramilitaires et de vide politique. La coopération en matière de sécurité était la première préoccupation de Margaret Thatcher, qui voulait avant tout combattre la violence de l'IRA⁵³. Le gouvernement irlandais acceptait officiellement de collaborer avec les Britanniques sur ce sujet⁵⁴, alors que beaucoup en Grande-Bretagne pensaient que la République était un « relatif havre de paix » pour l'organisation paramilitaire

⁴⁸ Anglo-Irish Agreement, Article 10 (a), voir Annexe 2.

⁴⁹ "The Agreement was the first step in the political process to address the issue of nationalist alienation in Northern Ireland" Gerard Murray, Jonathan Tonge. *Op. Cit.* p.138.

⁵⁰ *Ibidem.*

⁵¹ "The Agreement addressed the means for solving the conflict with reference to the three-key dimensions of the dispute" *Ibid.* p. 144.

⁵² *Ibid.* p. 139.

⁵³ "Thatcher herself tended to regard the accord as a security initiative rather than a historic new beginning" "David McKittrick, David McVea. *Op. Cit.* p. 191.

⁵⁴ "It would secure Irish cooperation in security matters to defeat the IRA" Marianne Elliott. *Op. Cit.* p. 102.

républicaine⁵⁵. Le nouveau Secrétaire d'Etat pour l'Irlande du Nord Tom King déclara en 1985 que le but principal de l'accord était de former un « front unitaire contre les tireurs » de l'IRA⁵⁶. Ensuite il est nécessaire de souligner que cet accord devait être temporaire, et devait inciter les Unionistes à former un gouvernement dans lequel les pouvoirs seraient partagés⁵⁷, car le partage des pouvoirs était souhaité par le gouvernement britannique⁵⁸.

L'accord voulait aussi s'attaquer aux origines du conflit nord-irlandais : les discriminations envers la minorité nationaliste de la Province et l'aliénation des Catholiques. Pour cela il devait garantir une égalité de droits entre Unionistes et Nationalistes⁵⁹. La République avait un nouveau rôle d'arbitre et de garant des intérêts de la communauté nationaliste d'Irlande du Nord⁶⁰. Ce rôle était officialisé par le document. En diminuant ces discriminations les tensions sectaires devaient s'estomper, et entraîner un fléchissement de la violence entre les communautés. Le but à long terme était la réconciliation entre les « deux traditions » d'Irlande du Nord, à travers des mesures pour plus d'égalité, et pour la paix.

Un autre objectif de l'accord, pour Margaret Thatcher autant que pour Garret FitzGerald, était de promouvoir les idées du nationalisme constitutionnel du SDLP, et de garantir sa position en tant que premier parti nationaliste d'Irlande du Nord⁶¹. En faisant cela les dirigeants voulaient réduire la popularité grandissante du Sinn Féin et du Républicanisme, les rivaux politiques du SDLP⁶². Comme l'explique Maurice Hayes : « The political purpose of the Agreement was to strengthen the SDLP against Sinn Féin⁶³ ». Le premier ministre irlandais voulait aussi éviter une incursion du parti de Gerry Adams dans la République. Il craignait également une propagation de la violence républicaine dans son pays⁶⁴.

Pendant longtemps, et notamment pendant les années soixante-dix, la Grande-Bretagne et l'Irlande s'opposèrent catégoriquement sur la question nord-irlandaise car le débat

⁵⁵ Gerard Murray, Jonathan Tonge, *Op. Cit.* p. 136.

⁵⁶ *Ibidem.* p. 150.

⁵⁷ «Without power-sharing the Agreement would remain in place for an indefinite period.” *Ibidem.* p. 150.

⁵⁸ « As Bew, Gibbon and Patterson have indicated, power sharing was never an *essential* part of British strategy. It was, however, a *desired* option.” *Ibid.* p. 136.

⁵⁹ « It initiated joint action by the two governments to concentrate on the genesis of the conflict and to address the issue of nationalist grievances on an equal footing with that of their Unionist counterparts » Gerard Murray, Jonathan Tonge. *Op. Cit.* p. 139.

⁶⁰ « The government of the Irish republic had a new role as guarantor of the rights and traditions of Northern nationalists” *Ibidem.* p. 137.

⁶¹ Vu sur le site web < <http://cain.ulst.ac.uk/events/aia/assess.htm>> consulté le 21 avril 2017.

⁶² *Ibid.* p. 136.

⁶³ Marianne Elliott. *Op. Cit.* p. 102.

⁶⁴ Vu sur le site web < <http://cain.ulst.ac.uk/events/aia/assess.htm>> consulté le 21 avril 2017.

reposait uniquement sur l'unité de l'Irlande. Il s'agissait donc d'un conflit d'intérêts, entre Dublin voulant l'unité et Londres voulant maintenir l'Irlande du Nord dans le Royaume-Uni. Le débat se recentra ensuite au milieu des années quatre-vingt sur les moyens d'établir la paix dans la Province, et les deux gouvernements réalisèrent que cette paix serait plus facilement faisable en joignant leurs forces⁶⁵. L'accord faisait officiellement de Londres et de Dublin des alliés travaillant ensemble pour résoudre les problèmes du Nord⁶⁶. Au sein de la conférence intergouvernementale, ils devaient superviser, en arbitres, l'administration de la Province et contenir les activités du Sinn Féin et de l'IRA dans un souci de stabilité. Sans remettre en question le statut de l'Irlande du Nord et son appartenance au Royaume-Uni, ce texte donnait aux problèmes nord-irlandais une nouvelle dimension irlandaise non-négligeable⁶⁷. Même si le document voulait trouver un compromis entre Unionisme et Nationalisme, il était loin de faire l'unanimité en Irlande du Nord.

Chapitre 3 – Réactions à l'accord

1- Du côté unioniste

Les Unionistes d'Irlande du Nord étaient unanimement hostiles au contenu de l'accord, car ils craignaient qu'il fragilise l'Union entre la Grande-Bretagne et la Province⁶⁸. Leur plus grande peur était la réunion de l'île d'Irlande et même si l'accord ne prévoyait pas cela, la dimension irlandaise du document prévue par le rôle consultatif de Dublin dans les affaires du Nord provoqua un tollé des Unionistes. Ils refusaient de croire en cette dimension irlandaise, comme ils refusaient de former un gouvernement de pouvoir partagé avec les Nationalistes⁶⁹. Les leaders politiques de l'UUP et du DUP se sentirent trahis par Margaret Thatcher, pourtant une Unioniste convaincue⁷⁰, car elle avait préparé et signé l'accord avec Garret FitzGerald de façon inattendue, sans même les consulter : « They regarded it as a deal done in an underhand way, with the prime minister taking far-

⁶⁵ "But the mid-1980s represented an important turning point in that Dublin, and important figures in London, came to see the Northern Ireland question as a common problem which was best managed jointly" David McKittrick, David McVea. *Op. Cit.* p. 188.

⁶⁶ *Ibidem. Op. Cit.* p. 191.

⁶⁷ « [British] sovereignty was technically untouched by the Anglo-Irish Agreement, yet its nationalist tone was obvious to everyone ». *Ibid.* p. 190.

⁶⁸ *Ibid.*

⁶⁹ Gerard Murray, Jonathan Tonge. *Op. Cit.* p. 141.

⁷⁰ « She more than any other British politician was trusted by the Unionists as being rock-solid on Northern Ireland's position within the United Kingdom" *Ibidem.*

reaching steps without consulting Unionist leaders⁷¹ ». En effet les partis politiques unionistes avaient été exclus des négociations précédant la signature de l'accord.

De plus ils avaient l'impression qu'on leur retirait des pouvoirs avec la création d'une conférence intergouvernementale dans laquelle ils ne siègeraient pas. Cette conférence faisait que l'Irlande du Nord n'était plus exactement comme une autre nation dépendant du Royaume-Uni, comme l'Ecosse ou le Pays de Galles. Certains Unionistes pensaient que le texte établissait presque une « autorité jointe » entre Londres et Dublin⁷². Et ils ne voulaient pas entendre parler de Dublin. Même leur identité britannique semblait menacée par cet accord entre le gouvernement britannique et les « anciens adversaires de l'Union⁷³ ».

Le mécontentement des Unionistes prit des formes variées. Plusieurs manifestations contre l'accord eurent lieu, dont une le 23 novembre, qui réunit plus de cent mille personnes à Belfast⁷⁴, sous les cris d'« Ulster Says No » (l'Ulster dit non)⁷⁵. Le leader du DUP Ian Paisley jeta de l'huile sur le feu avec des déclarations guerrières : les propositions seraient « combattues jusqu'à la mort » et Margaret Thatcher devait se préparer à « patauger jusqu'aux genoux dans le sang des loyalistes pour ce document de trahison et de tromperie⁷⁶ ». Le Secrétaire d'Etat pour l'Irlande du Nord Tom King fut même attaqué physiquement par des Loyalistes, victime de jets d'œufs et saisi au col avant l'intervention de ses gardes du corps⁷⁷.

Au sein de la communauté protestante une majorité rejetait ce texte qui leur avait été imposé⁷⁸. En effet selon un sondage paru dans le *Sunday Times* et relayé par l'*Irish Times*, 75% des protestants interrogés auraient voté contre l'accord si un référendum avait été organisé⁷⁹. Le référendum avait été réclamé par James Molyneaux et Ian Paisley, les leaders respectifs de l'UUP et du DUP. Il fut refusé par le gouvernement britannique.

Les quinze élus unionistes à Westminster décidèrent de démissionner de leurs postes pour marquer leur opposition à l'accord⁸⁰. Ils prirent cet engagement lorsque le texte fut

⁷¹ David McKittrick, David McVea. *Op. Cit.* p. 191.

⁷² "It was even claimed that it came close to *de facto* or quasi-joint authority" Marianne Elliott. *Op. Cit.* p. 114.

⁷³ David McKittrick, David McVea. *Op. Cit.* p. 190-191.

⁷⁴ Voir la photographie en annexe 3.

⁷⁵ *Ibidem.* p. 192. Et *Irish Times* du 25 novembre 1985.

⁷⁶ *Ibidem.* p. 192.

⁷⁷ *Ibid.* p. 193 et *Irish Times* du 21 novembre 1985.

⁷⁸ David McKittrick, David McVea. *Op. Cit.* p. 190.

⁷⁹ *Irish Times* du 25 novembre 1985.

⁸⁰ David McKittrick, David McVea. *Op. Cit.* p. 193.

approuvé par la Chambre des Communes le 28 novembre, à 473 voix contre 47⁸¹. Le député unioniste Harold McCusker déclara même qu'il n'avait « jamais connu le désespoir avant de lire le texte⁸² ».

Les paramilitaires loyalistes de l'UDA et de l'UVF entamèrent une nouvelle campagne de violence en réaction à l'accord. Ils visaient toujours les civils catholiques, et rajoutèrent le personnel de la RUC à leurs cibles⁸³.

2- Du côté du SDLP

Le leader du Social and Democratic Labour Party John Hume avait été informé des déroulés des pourparlers entre les gouvernements britanniques et irlandais, il ne fut donc pas surpris du contenu de l'accord. En fait, le travail effectué par le SDLP avec les partis nationalistes d'Irlande pour établir le rapport du Forum pour une Irlande Nouvelle (expliqué dans la première partie) avait formé la base des discussions anglo-irlandaises qui débouchèrent sur la signature de l'accord anglo-irlandais. La théorie de l'aliénation des nationalistes d'Irlande du Nord, point crucial du rapport du Forum, était reconnue par les termes de l'accord⁸⁴. Ce texte constituait donc un « triomphe » pour le parti nationaliste⁸⁵, et une victoire pour le nationalisme constitutionnel⁸⁶. D'une manière générale pour tous les Nationalistes de la Province, l'accord offrait une alternative à l'hégémonie unioniste⁸⁷.

Le SDLP avait été créé à l'origine pour établir l'égalité entre Irlande du Nord entre les deux traditions⁸⁸. Cette égalité permettrait la réconciliation. Telles étaient les conditions nécessaires pour une éventuelle future unité de l'île, car le parti ne croyait pas à une réunification par la force : « unity, the rhetoric had it, would come through reconciliation rather than coercion⁸⁹ ». Certains Nationalistes avaient l'espoir qu'un jour l'Irlande serait réunie, et qu'en tout cas cet accord faisait figure de premier pas vers cet objectif : « Many nationalists also believed, or at least hoped, that they detected a barely concealed agenda

⁸¹ *Irish Times* du 28 novembre 1985.

⁸² David McKittrick, David McVea. *Op. Cit.* p. 192.

⁸³ « Loyalist paramilitants launched a systematic campaign of intimidation against RUC personnel » *Ibidem.* p. 193.

⁸⁴ « The SDLP considered the accord arose from the alienation thesis, which it had illuminated in the New Ireland Forum Report » Gerard Murray, Jonathan Tonge. *Op. Cit.* p. 141.

⁸⁵ *Ibidem.* p. 141.

⁸⁶ David McKittrick, David McVea. *Op. Cit.* p. 191.

⁸⁷ Gerard Murray, Jonathan Tonge. *Op. Cit.* p. 151.

⁸⁸ *Ibidem.* p. 141.

⁸⁹ David McKittrick, David McVea. *Op. Cit.* p. 192.

on the British side, with London signalling that it did not forever expect to be in charge of Northern Ireland⁹⁰».

En donnant un rôle consultatif à la République sur la gestion du Nord, l'accord mettait fin au pouvoir de veto des Unionistes. Le SDLP pensait que le texte sonnerait la fin de cinquante ans de privilèges unionistes dans la Province⁹¹, permettant enfin le progrès politique, et cela représentait la plus grande satisfaction du SDLP concernant l'accord.

John Hume défendait l'idée que les Troubles ne pouvaient être résolus qu'à trois niveaux différents : d'abord sur les deux communautés de la Province, ensuite sur la coopération entre le Nord et le Sud, et enfin sur des liens renforcés entre la République d'Irlande et la Grande-Bretagne. Comme expliqué dans la partie sur les termes de l'accord anglo-irlandais, la nouvelle loi prenait en compte cette approche à trois branches, initiée par le SDLP, et qui serait la base des futures discussions sur les problèmes de la Province⁹². Une satisfaction de plus pour le parti nationaliste.

John Hume admit que l'accord n'était pas « une solution », mais plutôt une « opportunité⁹³ » de réformer les institutions du pays. Le SDLP misait sur le long terme. Les efforts du parti prouvèrent en tout cas qu'un accord politique avec la Grande-Bretagne favorisant la communauté nationaliste était possible en Irlande du Nord⁹⁴. Il restait encore à convaincre le Sinn Féin de croire en de telles formes de politique et de laisser tomber définitivement la lutte armée⁹⁵.

3- Du côté républicain

La première critique adressée par le Sinn Féin à l'accord anglo-irlandais était le fait que le statut de l'Irlande du Nord restait inchangé, et ainsi que la partition, reconnue officiellement par la République, se poursuivrait. Gerry Adams qualifia même le texte de « désastre⁹⁶ ». Il se sentait trahi par Dublin qui selon lui collaborait avec l'ennemi britannique⁹⁷. D'autres au sein du mouvement républicain pensaient que l'accord ne

⁹⁰ *Ibidem.* p. 193.

⁹¹ Gerard Murray, Jonathan Tonge. *Op. Cit.* p. 142.

⁹² Marianne Elliott. *Op. Cit.* p. 103.

⁹³ Gerard Murray, Jonathan Tonge. *Op. Cit.* p. 144.

⁹⁴ « This [...] seemed to suggest that SDLP-style politics could yield powerful results for nationalists in Ireland » Richard English. *Op. Cit.* p. 390.

⁹⁵ « The next task [...] was to persuade the republican movement that there was a viable basis for political participation and the abandonment of armed struggle » Marianne Elliott. *Op. Cit.* p. 114.

⁹⁶ Gerard Murray, Jonathan Tonge. *Op. Cit.* p. 148. Et *Irish Times* du 16 novembre 1985.

⁹⁷ *Irish Times* du 30 décembre 1985.

changerait rien ou presque pour les Nationalistes de la Province. Le numéro de *An Phoblacht* du 21 novembre 1985 parlait d'un « changement sans conséquences » et d'une « réforme interne cosmétique » donnant à Dublin un « rôle consultatif sans pouvoirs⁹⁸ ». L'accord ne pouvait apporter ni la paix ni une solution crédible aux Troubles car les deux principaux protagonistes, les Républicains et les Loyalistes, n'avaient pas été consultés. Le texte officiel ne les nommait jamais directement, et il n'en était question qu'en termes de répression sécuritaire⁹⁹.

La lutte armée prônée par le parti républicain était l'une des préoccupations majeures de la nouvelle alliance entre la Grande-Bretagne et l'Irlande. L'IRA devrait faire face à des mesures anti-terroristes inédites, créées par l'accord, notamment le long de la frontière avec la République¹⁰⁰. Le contenu antirépublicain et « antiguérilla » du texte était critiqué et redouté par le Sinn Féin et sa branche paramilitaire¹⁰¹. Les Républicains craignaient également que les concessions apportées au Nationalisme constitutionnel ne les isolent encore plus politiquement dans la Province, et ne provoquent une diminution des votes pour le Sinn Féin¹⁰². Ces deux critiques furent résumées dans un commentaire d'un membre du parti, Patrick Doherty, qui déclara plus tard que pour lui l'accord contenait deux choses seulement : « des mesures antiguérillas et un plan de sauvetage pour le SDLP¹⁰³ ». Les leaders du Sinn Féin refusèrent d'admettre que le travail de négociations effectué par le SDLP avait mené à des avancées pour les Nationalistes. Pour eux ces concessions étaient uniquement motivées par la volonté du gouvernement britannique de réduire l'influence politique grandissante du Sinn Féin¹⁰⁴. Pour Danny Morrison, elles découlaient même directement de la « puissance de feu de l'IRA¹⁰⁵ ». Il attribuait le crédit de ces concessions non pas au SDLP mais à la violence de l'IRA.

Malgré ces critiques envers son rival nationaliste, Gerry Adams proposa une alliance politique au SDLP au lendemain de l'annonce de la démission des députés unionistes à Westminster, le 20 novembre 1985. Le SDLP refusa, accusant le Sinn Féin d'opportunisme

⁹⁸ Gerard Murray, Jonathan Tonge. *Op. Cit* p. 148.

⁹⁹ *Ibidem.* p. 150.

¹⁰⁰ David McKittrick, David McVea. *Op. Cit.* p. 195.

¹⁰¹ « A primary motivation of the Agreement was the “furtherance of an anti-Republican consensus “ Gerard Murray, Jonathan Tonge. *Op. Cit* p. 149.

¹⁰² David McKittrick, David McVea. *Op. Cit.* p. 195.

¹⁰³ Gerard Murray, Jonathan Tonge. *Op. Cit* p. 149.

¹⁰⁴ « More support for Sinn Féin alarms the British Government and forces them to make concessions » Gerry Adams dans Gerard Murray, Jonathan Tonge. *Op. Cit* p. 149.

¹⁰⁵ *Ibidem.*

électoral¹⁰⁶. Le parti de John Hume préféra se focaliser sur ses propres avancées en termes d'électorat¹⁰⁷.

Il était cependant délicat pour le parti républicain de s'opposer si fermement à une loi qui était approuvée par une majorité de Nationalistes en Irlande du Nord, ainsi que par la presse irlandaise¹⁰⁸. Un sondage publié dans l'*Irish Times* indiqua que 65% des Catholiques de la Province voteraient « oui » à un éventuel référendum sur la question¹⁰⁹. En outre, presque un tiers des électeurs Sinn Féin étaient favorables à l'accord¹¹⁰. Cette popularité obligea les cadres du Sinn Féin à élaborer une réponse plus subtile à cette loi. Gerry Adams lui reconnut du potentiel en déclarant : « Of course concessions, even if made for the wrong reasons, are good. They show that the Establishment can be moved¹¹¹ ». Le fait que le gouvernement britannique de Margaret Thatcher, réputé inflexible, accorde des nouveaux droits à la minorité nationaliste d'Ulster et autorise un pouvoir de consultation à la République d'Irlande constituait déjà une avancée non-négligeable.

Certains membres du Sinn Féin, notamment les plus anciens, reconnurent cette avancée, et parmi eux notamment Mitchell McLaughlin. Selon lui la position du gouvernement britannique « avait changé de manière irrévocable¹¹² ». L'accord « provoquait le débat » au sein du parti, où des divisions se faisaient sentir de plus en plus ostensiblement, notamment au sujet de sa politique abstentionniste dans la République¹¹³.

Une autre question, celle de la continuation de la lutte armée¹¹⁴, se posait après la publication de l'accord, car le caractère antiimpérialiste et anticolonial de la guerre de l'IRA semblait atténué¹¹⁵, la Grande-Bretagne prenant désormais une position plus « neutre¹¹⁶ ». Sans pour autant abandonner la lutte armée¹¹⁷, le chef du parti Gerry Adams commença à prendre des initiatives pour la paix de son côté¹¹⁸, et l'accord précipita le parti

¹⁰⁶ *Irish Times* du 20 novembre 1985.

¹⁰⁷ Gerard Murray, Jonathan Tonge. *Op. Cit* p. 149.

¹⁰⁸ *Ibidem.* p. 148.

¹⁰⁹ *Irish Times* du 25 novembre 1985.

¹¹⁰ Gerard Murray, Jonathan Tonge. *Op. Cit* p. 151.

¹¹¹ *Ibidem.*

¹¹² *Ibid.* p. 149.

¹¹³ « The practice of Sinn Féin abstention was already being criticised internally, in respect of the Dail Eireann » *Ibid.* p. 151.

¹¹⁴ David McKittrick, David McVea. *Op. Cit.* p. 195.

¹¹⁵ *Ibidem.*

¹¹⁶ « The British presence was not imperialist but neutral » *Ibid.* p. 191.

¹¹⁷ « Republicans made clear that the war would go on » Gerard Murray, Jonathan Tonge. *Op. Cit* p. 150.

¹¹⁸ *Ibidem.* p. 151.

dans un processus de rapprochement avec d'autres formations politiques¹¹⁹. Le temps de mettre fin à l'isolement politique semblait avoir sonné pour le Sinn Féin, qui ressentait le besoin de s'attirer les soutiens de Nationalistes plus modérés¹²⁰ pour renforcer son pouvoir électoral¹²¹. En résumé, après un rejet initial, l'accord anglo-irlandais marqua un changement dans la politique du Sinn Féin, vers plus de participation et moins d'enthousiasme pour la lutte armée¹²², car le parti comprit qu'un compromis pouvait être trouvé avec le gouvernement britannique, pacifiquement et légalement, pour améliorer la vie de la minorité nationaliste en Irlande du Nord.

¹¹⁹ *Ibid.*

¹²⁰ *Ibid.* p. 152.

¹²¹ "The Anglo-Irish Agreement merely confirmed the need for Sinn Féin to bolster its political strength" *Ibid.*

¹²² « the Anglo-Irish Agreement encouraged greater political thinking concerning its internal problems; the diminishing enthusiasm for perpetual armed struggle [...] and the hamstrung nature of its electoral tactics, still tied to abstentionism from constitutional roles". *Ibid.*

Conclusion

Cette période allant de 1981 à 1985 constitue bien le tournant du conflit nord-irlandais, car elle correspond au moment où la cause nationaliste et républicaine glissa d'un caractère uniquement révolutionnaire à celui d'une participation légale et constitutionnelle aux institutions de la Province. Le Sinn Féin sut surfer sur la vague émotionnelle de l'épisode des grèves de la faim en politisant le combat républicain. Il devint une force politique crédible en Irlande du Nord à partir de 1982, en mettant en avant une nouvelle garde représentée par Gerry Adams, et en écartant les anciens leaders opposés à la fin de l'abstentionnisme.

La nouvelle stratégie républicaine paradoxale dite de l'Armalite et de l'urne, mariant lutte armée et participation électorale, trouvait ses limites quand l'IRA tuait des civils ou des Catholiques. Même commanditer des meurtres de policiers ou de soldats finissait par se retourner contre le mouvement républicain, sous la forme de mesures répressives nuisant à l'IRA. Il était également difficile pour le parti républicain, qui prenait désormais part aux élections, de refuser de critiquer un assassinat d'homme politique Unioniste par les groupes paramilitaires. La politique et la violence marchèrent ensemble jusqu'au moment où la campagne armée de l'IRA cousta des votes au Sinn Féin. A ce moment-là le parti dut redéfinir sa stratégie et il se détacha progressivement de la lutte armée.

Tout en condamnant avec la plus grande fermeté la violence défendue par le Sinn Féin, le SDLP contribua à faire avancer la cause nationaliste, du fait de la participation du parti républicain aux élections. En effet, c'est en réaction aux scores étonnants obtenus par le Sinn Féin aux scrutins de la période que le SDLP décida de réunir tous les partis nationalistes d'Irlande pour préparer le Forum pour une Irlande Nouvelle. En travaillant de concert avec la République d'Irlande le SDLP voulait formuler officiellement des propositions pour convenir à une nouvelle Irlande. Les idées présentes dans le rapport du Forum furent reprises par l'accord anglo-irlandais de novembre 1985, notamment celles sur l'aliénation de la minorité nationaliste et la reconnaissance des droits de cette minorité. Le SDLP pensait que les Troubles pouvaient être résolus en agissant à trois niveaux : en Irlande du Nord, entre les deux parties de l'île et entre la République et la Grande-Bretagne. Cette approche tridimensionnelle formait la base de l'accord anglo-irlandais. Le SDLP avait donc œuvré pour le bien de la communauté.

C'est la politisation de la cause nationaliste et la continuation de la violence républicaine, combinés aux efforts du SDLP pour arriver à un accord politique en Irlande du Nord et à une internationalisation du conflit, qui menèrent les premiers ministres britanniques et irlandais à la table des négociations en novembre 1985. L'accord anglo-irlandais était historique, car en donnant un rôle consultatif à la République sur les affaires du Nord et en garantissant une égalité de droits entre Unionistes et Nationalistes il sous-entendait des futures réformes menant à la réconciliation et à la paix dans la Province. Le discours anticolonial et antiimpérialiste des Républicains dut se redéfinir après la publication de la loi, du fait de la nouvelle position du gouvernement britannique. Désormais Londres agissait davantage comme un arbitre, avec Dublin et de façon neutre, que comme un empire occupant de force un pays étranger pour ses propres intérêts. Le texte mentionnait aussi qu'un gouvernement dévolu de pouvoir partagé était souhaitable.

Les historiens s'accordent à dire que l'accord de 1985 représentait le premier pas vers le processus de paix¹. Alors qu'en était-il dix ans après ? L'accord a-t-il permis d'enclencher ce délicat processus ? Les partis politiques de la Province ont-ils pu s'entendre pour établir un gouvernement de pouvoir partagé ? Les réponses sont mitigées. En 1995 la fin des Troubles semblait proche. Le processus de paix avait été mis en marche par des discussions entre John Hume et Gerry Adams, entre 1988 et 1993. Ces pourparlers avaient mené à la déclaration de Downing Street, faite en décembre 1993 par les gouvernements britannique et irlandais. Cette déclaration incluait les principes d'auto-détermination du peuple irlandais, et celui de l'unité de l'Irlande par le consentement. Elle invitait également le Sinn Féin et sa branche paramilitaire à la table des négociations. Pendant ces années c'est la conférence intergouvernementale créée par l'accord anglo-irlandais qui permit ces avancées vers la paix, notamment en forçant les Unionistes à faire des compromis. L'IRA déclara un cessez-le-feu le 31 août 1994, et le conflit entra dans une nouvelle phase vers la destruction des armes et la réconciliation. Concernant le partage des pouvoirs, il faudra attendre décembre 1999 et l'application de l'Accord de Belfast de 1998 pour voir cet objectif se réaliser. Cet accord était l'héritier direct de l'accord anglo-irlandais de 1985². Cette période de cinq ans entre 1981 et 1985 fut donc décisive pour le conflit à bien des égards.

¹ "One of the [peace process]'s starting point was the 1985 Anglo-Irish Agreement" David McKittrick, David McVea. *Op. Cit.* p. 215.

² « The Good Friday Agreement of 1998 traces its lineage directly to the Anglo-Irish Agreement of 1985 » Marianne Elliott. *Op. Cit.* p. 90.

Bibliographie

I. Sources Primaires :

- The Offences Against the State Acts, 1939-1998, vu sur
<<http://www.justice.ie/en/JELR/hederman%20report.pdf/Files/hederman%20report.pdf>>
- The Flags and Emblems (Display) Act, 1954, vu sur
<<http://cain.ulst.ac.uk/hmso/fea1954.htm>>
- The Prevention of Terrorism Act, 1976, vu sur
<<http://www.legislation.gov.uk/ukpga/1976/8/contents/enacted>>
- Eire Nua, The Sinn Féin Policy, 1979, vu sur
<<http://cain.ulst.ac.uk/issues/politics/docs/sf/sinnfein79.htm>>
- Northern Ireland, A Framework for Devolution, 1982, vu sur
<<http://cain.ulst.ac.uk/hmso/cmd8541.htm>>
- The Northern Ireland Act, 1982, vu sur <<http://cain.ulst.ac.uk/hmso/nia1982.htm>>
- Sands, Bobby, *One Day in My Life*. Mercier Press. Cork, Ireland. 1983.
- The New Ireland Forum Report, 1984, vu sur
<<http://cain.ulst.ac.uk/issues/politics/nifr.htm>>
- Extracts from Transcript of Press Conference with Margaret Thatcher, then British Prime Minister, Following an Anglo-Irish Summit, 10 Downing Street, London, 1984, vu sur <<http://cain.ulst.ac.uk/issues/politics/docs/pmo/mt191184.htm>>
- The Anglo-Irish Agreement (côté irlandais), 1985, vu sur
<<http://cain.ulst.ac.uk/events/aia/aiadoc.htm>>.
- The Anglo-Irish Agreement (côté britannique), 1985, vu sur
<<http://cain.ulst.ac.uk/hmso/aia.htm>>
- Proscribed Terrorist Organisations (Home Office), 2016, vu sur
<<http://www.homeoffice.gov.uk/security/terrorism-and-the-law/terrorism-act/proscribed-groups>>

II : Sources Secondaires :

- English, Richard. *Irish Freedom: The History of Nationalism in Ireland*. Macmillan. Croydon, UK. 2006.
- Mc Kittrick, David et Mc Vea, David. *Making Sense of the Troubles: A History of the Northern Ireland Conflict*. Viking, Penguin Books, UK. 2012.
- Darby, John (Ed) et al *Northern Ireland: The Background to the Conflict*. Appletrees Press. Belfast. UK 1983.
- Dexpert, Magalie. « Les répercussions du processus de paix en Irlande du Nord sur les partis radicaux de la Province : de la contestation à la participation » Thèse. Université de Grenoble. 2013.
- Curtis, Liz. *Ireland the Propaganda War: The British Media and the « Battle for Hearts and Minds »* Pluto Press. London. 1984.
- Murray, Gerard et Tonge, Jonathan, *Sinn Féin and the SDLP, From Alienation to Participation*, Londres: Hurst and Company, 2005.
- Elliott, Marianne (Ed.) et al, *The Long Road to Peace in Northern Ireland*, 2nd edition, Glasgow: Liverpool University Press, 2007.
- O’Doherty, Malachi, *The Trouble with Guns*, Belfast: Blackstaff Press, 1998.

Filmographie :

- *Hunger*. Steve MacQueen. Michael Fassbender, Stuart Graham, Brian Milligan. Steve MacQueen. Blast ! Films. 2008. British Pathé.
- *In the Name of the Father*. Jim Sheridan. Daniel Day-Lewis, Peter Postlewaithe, Emma Thompson. Jim Sheridan ; Hell's Picture. 1993. Universal Pictures.
- *Resurrection Man*. Marc Evans. James Nesbitt, Stuart Townsend, Brenda Ficker. Eoin McNamee. 1998.
- *Some Mother's Son*. Terry George. Helen Mirren, Fionnula Flanagan, David O'Hara. Edward Burke. Castle Rock Entertainment. 1996.

Wébliographie :

- Service web de l'université d'Ulster CAIN (Conflict Archive on the INternet) :
<<http://cain.ulst.ac.uk/>>
- Archives photos du journal nord-irlandais Belfast Telegraph :
<<http://www.belfasttelegraph.co.uk/archive/>>
- Site du journal irlandais l'Irish Times : <<https://www.irishtimes.com>>
- Site réunissant les archives des journaux britanniques Daily Express et Sunday Express : <<http://www.ukpressonline.co.uk/>>
- Site des archives du journal britannique The Guardian :
<<https://www.theguardian.com>>
- Site d'archives de la gauche irlandaise : <<http://www.clirishleftarchive.org/>>
- Site des archives du journal républicain An Phoblacht :
<<http://www.anphoblacht.com/archive>>
- Site français sur les peintures murales en Irlande du Nord :
<<http://muralsirlandedunord.over-blog.com/>>/
- Site d'archives concernant les mouvements de protestation dans les prisons nord-irlandaises durant les Troubles : <<http://prisonmemoryarchive.com/>>
- Site sur les grèves de la faim de 1981 : <<http://www.irishhungerstrike.com/>>
- Site sur les grèves de la faim de 1981 : <<http://www.hungerstrikes.org/>>
- Site de consultation des lois passées au Royaume-Uni :
<<http://www.legislation.gov.uk/ukpga>>
- Site regroupant tous les discours de Margaret Thatcher :
<http://www.margaretthatcher.org/>
- Site de la Royal Ulster Constabulary : < <http://www.royalulsterconstabulary.org/>>
- Site des statistiques démographiques d'Irlande du Nord : <
<http://www.nisra.gov.uk/> >
- Site de la BBC : < <http://www.bbc.com/news/uk-northern-ireland-38612860> >

Table des annexes

ANNEXE 1 POLITICAL PARTY SUPPORT IN NORTHERN IRELAND, 1969 TO 1985	83
ANNEXE 2 EXTRACTS FROM THE ANGLO-IRISH AGREEMENT 1985	84
ANNEXE 3 PHOTOS D'ARCHIVES	88

Annexe1
Résultats des élections en Irlande du Nord, de 1969 à 1985

Election	Total Unionist	Total Nationalist	Unionist bloc			Nationalist bloc			Non confessional		Other
			UUP	DUP	Other U.	SDLP	SF	Other N.	APNI	Other Non	
1969 Stormont	67.4	18.8	61.1	-	6.3	-	-	18.8	-	8.1	5.7
1970 Westminster	58.8	23.3	54.3	-	4.5	-	-	23.3	-	12.6	5.1
1973 Local government	56.6	19.2	41.4	4.3	10.9	13.4	-	5.8	13.7	2.5	8.0
1973 Assembly	61.9	24.1	29.3	10.8	21.8	22.1	-	2.0	9.2	2.6	1.0
1974 Westminster	64.2	26.9	32.3	8.2	23.7	22.4	-	4.5	3.2	2.4	3.3
1974 Westminster	62.1	29.8	36.5	8.5	17.1	22.0	-	7.8	6.3	1.6	0.2
1975 Constitutional convention	62.5	25.9	25.8	14.8	21.9	23.7	-	2.2	9.8	1.4	0.4
1977 Local government	50.8	24.7	29.6	12.7	8.5	20.6	-	4.1	14.4	0.8	8.3
1979 Westminster	59.0	28.1	36.6	10.2	12.2	19.9	-	8.2	11.8	-	2.1
1979 European	59.0	31.3	21.9	29.8	7.3	24.6	-	6.7	6.8	-	2.9
1981 Local government	57.3	22.8	26.5	26.6	4.2	17.5	-	5.3	8.9	1.8	8.2
1982 Assembly	59.4	28.9	29.7	23.0	6.7	18.8	10.1	-	9.3	2.7	0.7
1983 Westminster	57.0	31.3	34.0	20.0	3.0	17.9	13.4	-	8.0	1.9	1.6
1984 European	58.0	35.4	21.5	33.6	2.9	22.1	13.3	-	5.0	1.3	0.3
1985 Local government	56.9	32.0	29.5	24.3	3.1	17.8	11.8	2.4	7.1	1.6	1.8

Source : site web <<http://cain.ulst.ac.uk/issues/politics/election/electsum.htm>> consulté le 15 avril 2016.

Annexe 2
Extracts from the ANGLO-IRISH AGREEMENT 1985
between
THE GOVERNMENT OF IRELAND
and
THE GOVERNMENT OF
THE UNITED KINGDOM

A. STATUS OF NORTHERN IRELAND

ARTICLE 1

The two Governments

(a) affirm that any change in the status of Northern Ireland would only come about with the consent of a majority of the people of Northern Ireland;

(b) recognise that the present wish of a majority of the people of Northern Ireland is for no change in the status of Northern Ireland;

(c) declare that, if in the future a majority of the people of Northern Ireland clearly wish for and formally consent to the establishment of a united Ireland, they will introduce and support in the respective Parliaments legislation to give effect to that wish.

B. THE INTERGOVERNMENTAL CONFERENCE

ARTICLE 2

(a) There is hereby established, within the framework of the Anglo-Irish Intergovernmental Council set up after the meeting between the two Heads of Government on 6 November 1981, an Intergovernmental Conference (hereinafter referred to as "the Conference"), concerned with Northern Ireland and with relations between the two parts of the island of Ireland, to deal, as set out in this Agreement, on a regular basis with

(i) political matters;

(ii) security and related matters;

(iii) legal matters, including the administration of justice;

(iv) the promotion of cross-border co-operation.

(b) The United Kingdom Government accept that the Irish Government will put forward views and proposals on matters relating to Northern Ireland within the field of activity of the Conference in so far as those matters are not the responsibility of a devolved administration in Northern Ireland. In the interest of promoting peace and stability, determined efforts shall be made through the Conference to resolve any differences. The Conference will be mainly concerned with Northern Ireland; but some of the matters under consideration will involve cooperative action in both parts of the island of Ireland, and possibly also in Great Britain. Some of the proposals considered in respect of Northern Ireland may also be found to have application by the Irish Government. There is no

derogation from the sovereignty of either the Irish Government or the United Kingdom Government, and each retains responsibility for the decisions and administration of government within its own jurisdiction.

ARTICLE 3

The Conference shall meet at Ministerial or official level, as required. [...] A Secretariat shall be established by the two Governments to service the Conference on a continuing basis in the discharge of its functions as set out in this Agreement.

ARTICLE 4

(a) In relation to matters coming within its field of activity, the Conference shall be a framework within which the Irish Government and the United Kingdom Government work together

(i) for the accommodation of the rights and identities of the two traditions which exist in Northern Ireland; and

(ii) for peace, stability and prosperity throughout the island of Ireland by promoting reconciliation, respect for human rights, co-operation against terrorism and the development of economic, social and cultural co-operation.

(b) It is the declared policy of the United Kingdom Government that responsibility in respect of certain matters within the powers of the Secretary of State for Northern Ireland should be devolved within Northern Ireland on a basis which would secure widespread acceptance throughout the community. The Irish Government support that policy.

(c) Both Governments recognise that devolution can be achieved only with the co-operation of constitutional representatives within Northern Ireland of both traditions there. The Conference shall be a framework within which the Irish Government may put forward views and proposals on the modalities of bringing about devolution in Northern Ireland, in so far as they relate to the interests of the minority community.

C. POLITICAL MATTERS

ARTICLE 5

(a) The Conference shall concern itself with measures to recognise and accommodate the rights and identities of the two traditions in Northern Ireland, to protect human rights and to prevent discrimination. Matters to be considered in this area include measures to foster the cultural heritage of both traditions, changes in electoral arrangements, the use of flags and emblems, the avoidance of economic and social discrimination and the advantages and disadvantages of a Bill of Rights in some form in Northern Ireland.

(b) The discussion of these matters shall be mainly concerned with Northern Ireland, but the possible application of any measures pursuant to this Article by the Irish Government in their jurisdiction shall not be excluded.

(c) If it should prove impossible to achieve and sustain devolution on a basis which secures widespread acceptance in Northern Ireland, the Conference shall be a framework within which the Irish Government may, where the interests of the minority community are significantly or especially affected, put forward views on proposals for major legislation and on major policy issues, which are within the purview of the Northern Ireland Departments and which remain the responsibility of the Secretary of State for Northern Ireland.

[...]

D. SECURITY AND RELATED MATTERS

ARTICLE 7

(a) The Conference shall consider

- (i) security policy;
- (ii) relations between the security forces and the community;
- (iii) prisons policy.

(b) The Conference shall consider the security situation at its regular meetings and thus provide an opportunity to address policy issues, serious incidents and forthcoming events.

(c) The two Governments agree that there is a need for a programme of special measures in Northern Ireland to improve relations between the security forces and the community, with the object in particular of making the security forces more readily accepted by the nationalist community. Such a programme shall be developed, for the Conference's consideration, and may include the establishment of local consultative machinery, training in community relations, crime prevention schemes involving the community, improvements in arrangements for handling complaints, and action to increase the proportion of members of the minority in the Royal Ulster Constabulary. Elements of the programme may be considered by the Irish Government suitable for application within their jurisdiction.

(d) The Conference may consider policy issues relating to prisons. Individual cases may be raised as appropriate, so that information can be provided or inquiries instituted.

[...]

F. CROSS-BORDER CO-OPERATION ON SECURITY, ECONOMIC, SOCIAL AND CULTURAL MATTERS

ARTICLE 9

(a) With a view to enhancing cross-border co-operation on security matters, the Conference shall set in hand a programme of work to be undertaken by the Commissioner of the Garda Síochána and the Chief Constable of the Royal Ulster Constabulary and, where appropriate, groups of officials, in such areas as threat assessments, exchange of information, liaison structures, technical co-operation, training of personnel, and operational resources.

(b) The Conference shall have no operational responsibilities; responsibility for police operations shall remain with the heads of the respective police forces, the Commissioner of the Garda Síochána maintaining his links with the Minister for Justice and the Chief Constable of the Royal Ulster Constabulary his links with the Secretary of State for Northern Ireland.

ARTICLE 10

(a) The two Governments shall co-operate to promote the economic and social development of those areas of both parts of Ireland which have suffered most severely from the consequences of the instability of recent years, and shall consider the possibility of securing international support for this work.

(b) If it should prove impossible to achieve and sustain devolution on a basis which

secures widespread acceptance in Northern Ireland, the Conference shall be a framework for the promotion of co-operation between the two parts of Ireland concerning cross border aspects of economic, social and cultural matters in relation to which the Secretary of State for Northern Ireland continues to exercise authority.

(c) If responsibility is devolved in respect of certain matters in the economic, social or cultural areas currently within the responsibility of the Secretary of State for Northern Ireland, machinery will need to be established by the responsible authorities in the North and South for practical co-operation in respect of cross-border aspects of these issues.

Source : site web < <http://cain.ulst.ac.uk/events/aia/aiadoc.htm> > consulté le 12 mars 2016

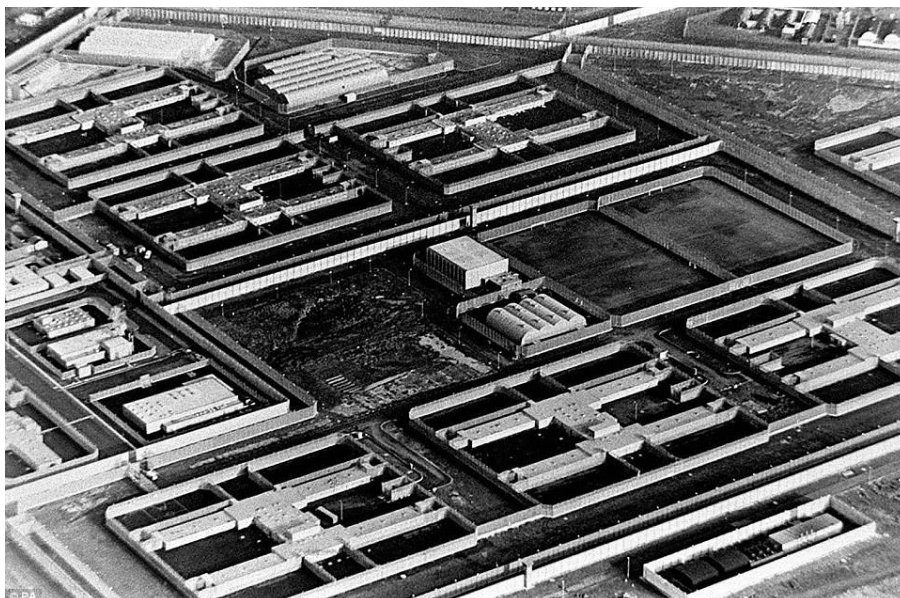
Annexe 3 Photographies d'archives

Peinture murale républicaine :



Vue sur <<http://a54.idata.over-blog.com/0/38/88/32/Mars-2009/9.12.jpg>>

Les « H Blocks » de la prison Maze, théâtre des grèves de la faim :



Vue sur < <http://www.dailymail.co.uk/news/article-3669752/Inside-abandoned-H-Blocks-Northern-Ireland.html>>

L'enterrement de Bobby Sands le 7 mai 1981 :



Vue sur < http://www.hungerstrikes.org/funerals/sands_funeral05.html>

Manifestation unioniste à Belfast contre l'accord anglo-irlandais le 23 novembre 1985 :



Vue sur < <http://cain.ulst.ac.uk/events/aia/reaction.htm>>

MOTS-CLÉS : Troubles, Nationalisme irlandais, politique, violence politique, Irlande du Nord

RÉSUMÉ

Ce mémoire veut démontrer que la période allant de 1981 à 1985 représenta un tournant dans la résolution du conflit nord-irlandais, en se concentrant sur l'évolution de la lutte nationaliste et républicaine sur ces cinq ans. Des grèves de la faim de 1981 à l'accord anglo-irlandais signé en novembre 1985, une transition entre violence pure, systématique et participation légale et pacifique s'opéra, notamment à travers la rivalité entre le Sinn Féin, parti républicain, et le SDLP, parti nationaliste opposé à la violence. Les grèves de la faim précipitèrent le Sinn Féin sur la scène électorale. Entre le Sinn Féin, qui défendait la lutte armée de l'IRA Provisoire, et le SDLP qui cherchait un accord politique pour sortir de l'impasse dans laquelle se trouvait l'Irlande du Nord, le débat fut animé. Cette situation instable déboucha sur la signature de l'accord anglo-irlandais, qui initia en quelque-sort le processus de paix dans la Province, en établissant un lien fort et inédit entre la Grande-Bretagne et la République d'Irlande pour l'administration de l'Irlande du Nord.

KEYWORDS: Troubles, Irish Nationalism, politics, political violence, Northern Ireland

ABSTRACT

The aim of this dissertation is to demonstrate that the period between 1981 et 1985 was a watershed in the conflict in Northern-Ireland, focusing on the evolution of the Nationalist and Republican struggle during these five years. From the 1981 hunger strikes to the Anglo-Irish Agreement signed in November 1985, there was a transition from pure systematic violence to a more pacific and legal participation, particularly through the rivalry between Sinn Féin, Republican party, and the SDLP, Nationalist party opposed to violence. The hunger strikes brought Sinn Féin to the electoral stage. Between Sinn Féin, that supported the Provisional IRA's armed struggle, and the SDLP that was looking for a political settlement to escape Northern Ireland's stalemate, the debate was heated. This unstable situation led to the signing of the Anglo-Irish Agreement, that somehow marked the beginning of the peace process in the Province, by establishing a strong and previously unseen link between Great-Britain and the Republic of Ireland in the administration of Northern-Ireland.

